

Canadian Centre  
For Foreign Policy  
Development



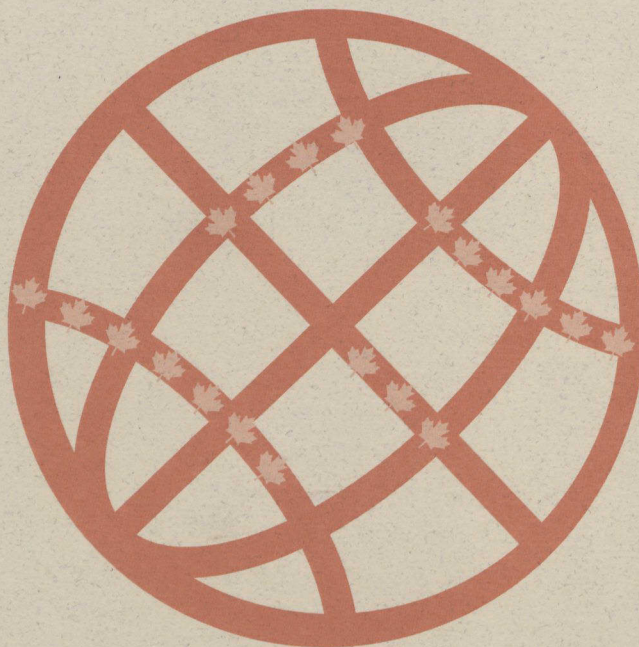
Centre canadien  
pour le développement  
de la politique étrangère

**L'ENGAGEMENT DU CANADA ENVERS LA PAIX MONDIALE**

**Option politiques du CCDPE rédigée par**

**Le Groupe des 78  
Ottawa, 2000**

**6002.F**



LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01024797 4

DOCS

CA1 EA753 2000C11 EXP

Canada's commitment to world peace

--

17142938





125 Sussex Dr. Ottawa, Ontario K1A 0G2

*Rapport de la conférence d'orientation annuelle du Groupe des 78 pour l'an 2000*

## L'engagement du Canada envers la paix mondiale

### L'ENGAGEMENT DU CANADA ENVERS LA PAIX MONDIALE

Option politiques du CCDPE rédigée par

Le Groupe des 78  
Ottawa, 2000

6002.F

Le présent rapport comprend des notes introductives et un sommaire, les textes ou résumés des principaux exposés, et des courtes réactions des groupes de discussion sur (1) le Kosovo; (2) le contrôle des armes légères; et (3) les enfants touchés par la guerre.



## L'engagement du Canada envers la paix mondiale

Rapport de la conférence d'orientation annuelle du  
**Rapport de la conférence d'orientation annuelle du Groupe des 78 pour l'an 2000**  
Groupe des 78

### **L'engagement du Canada envers la paix mondiale**

Président de la conférence : Ross Francis

*« Lorsque des individus choisissent de s'opposer sans armes à la tyrannie et à ceux qui sèment la haine, refusant autant de se battre que de se soumettre, ils démontrent qu'il est possible de trouver des solutions de rechange, même dans des situations désespérées, et que c'est la collectivité comme telle qui constitue la source du pouvoir. »*

**Mary-Wynne Ashford, Créer une culture de la paix**

*« L'exclusion sans toutes ses formes présente un potentiel de violence. »*  
*« Puisque les États-Unis sont l'allié le plus important du Canada, il incombe à ce dernier de s'assurer que les États-Unis ne menacent pas de défaire toute la structure des accords de contrôle des armements qui a été bâtie au cours des décennies en y substituant une doctrine de défense unilatérale. »*

**Douglas Roche, La politique entourant une culture de la paix**

*« Il semble évident qu'en tentant de perpétuer un concept de relations extérieures basé sur la puissance militaire, les États-Unis perdent une occasion très précieuse de passer d'une position conflictuelle à une position de coopération. »*

**Eugene Carroll, jr., Coopération ou confrontation?**

**Le présent rapport comprend des notes introductives et un sommaire, les textes ou résumés des principaux exposés, et des comptes-rendus des groupes de discussion sur (1) le Kosovo; (2) le contrôle des armes légères; et (3) les enfants touchés par la guerre**



# L'engagement du Canada envers la paix mondiale

*Rapport de la conférence d'orientation annuelle du*

*Groupe des 78*

*Du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2000, Ottawa (Canada)*

*Président de la conférence : Ross Francis*

---

L'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré 2000, *Année internationale de la culture de la paix*, et 2001-2010, *Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde*

---

*« L'exclusion sous toutes ses formes présente un potentiel de violence. »*

*Élisabeth Barot, Patience et perspectives à long terme*

*« La conclusion était que le Canada n'a pas encouragé l'égalité des femmes et ne prend pas au sérieux les liens qui existent entre les rapports entre les sexes, la pauvreté, la santé et l'environnement, entre la violence et l'inégalité, entre la participation démocratique et le pouvoir décisionnel sain. »*

*Janis Alton, Le chemin vers la consolidation de la paix : révolutions en cours*

*« Se pencher sur les origines des insécurités signifie la réduction des contradictions entre notre plate-forme de sécurité humaine et l'intérêt plus dominant du gouvernement en matière de politique étrangère : la poursuite de la richesse pour les Canadiens et les Canadiennes au sein d'un marché mondial qui, par sa nature, crée ou exacerbe les insécurités. »*

*Ann Denholm Crosby, La plate-forme de la sécurité humaine du Canada : un strict minimum*

---

*Rédactrice : Ann Young, rapporteure de la conférence*

*Chefs de production : Nancy Drozd et Tim Creery*

*Traduit de l'anglais par : Jean-Claude Bourgie*

Publié par :

Le Groupe des 78  
145, rue Spruce, pièce 206  
Ottawa (Ontario) K1R 6P1

Téléphone : (613) 230-0806

Télécopieur : (613) 563-0017

Courrier électronique : [group78@web.ca](mailto:group78@web.ca)

Site Web : <http://www.hri.ca/partners/g78>

*On peut se procurer des copies supplémentaires de ce rapport en s'adressant au G78 à l'adresse ci-dessus. Le coût est de 10 \$ par copie.*

2001 © The Group of 78

ISBN 0-9692856-9-8





# L'engagement du Canada envers la paix mondiale

## Table des matières

Remerciements .....	4
Introduction : Conférenciers et thèmes abordés .....	5
Sommaire .....	8
1. Conférenciers principaux	
• <b>Mary-Wynne Ashford</b> : Créer une culture de la paix .....	14
• <b>Sénateur Douglas Roche</b> : La politique entourant une culture de la paix .....	22
• <b>Contre-amiral Eugene Carroll, jr. (É.-U.)</b> : Coopération ou confrontation? .....	28
2. Exposés des panels	
• Les causes des conflits et de la violence <b>Élisabeth Barot</b> .....	35
Animateur : Ross Francis	
• La nouvelle diplomatie : La consolidation de la paix <b>Janis Alton</b> .....	39
<b>Ann Denholm Crosby</b> .....	44
Animatrice : Joanna Miller	
3. Groupes de discussion	
• Kosovo : À la recherche d'une porte de sortie .....	50
<b>John Fraser, Michael Borish</b> - Animateur : John Graham	
• Le contrôle des armes légères : Appliquer les leçons de la croisade contre les mines terrestres antipersonnel .....	50
<b>Peggy Mason</b> - Animateur : Ken Williamson	
• Les enfants touchés par la guerre .....	54
<b>Sénatrice Landon Pearson</b> - Animatrice : Samantha Nutt	
Annexe I	
Résolution portant sur le contrôle des armes légères .....	56
Annexe II	
Le Groupe des 78 .....	57

## Remerciements

Le Groupe des 78 remercie sincèrement les conférenciers, les membres des panels et les personnes-ressources qui ont élaboré le thème de *L'engagement du Canada envers la paix mondiale* et suscité des réponses percutantes et réfléchies chez ceux et celles qui ont participé à la conférence d'orientation annuelle. De brèves notes biographiques sont présentées à la section « Introduction ».

Une fois de plus, le G78 est très reconnaissant de l'appui financier dont il a fait l'objet grâce à une subvention généreuse du Fonds John Holmes, administré par le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Nous désirons également remercier chaleureusement le ministère du Patrimoine canadien, qui, par le biais d'une allocation de traduction, nous a permis de produire la totalité du rapport de la conférence en français comme en anglais.

La conférence a réuni environ 50 à 60 personnes, et l'assistance a été encore plus nombreuse pour le dîner présenté conjointement avec l'Association des médecins pour la survie mondiale (AMSM). Nous tenons à remercier les nombreuses personnes, pour la plupart membres du G78, qui ont contribué à l'organisation et au déroulement de la conférence.

Ross Francis a agi à titre de président de la conférence et du comité organisateur, en plus de rassembler les documents d'information. Il a été secondé dans la préparation de la conférence par Janis Alton, membre du conseil d'administration du G78. À Ottawa, l'ancienne coprésidente Marion Dewar s'est occupée de trouver de nouveaux locaux pour la conférence, qui a eu lieu à l'hôtel Embassy West plutôt qu'au Econiche House, notre lieu de rassemblement habituel dans la Gatineau, ce dernier n'étant pas disponible. L'ancien coprésident Tim Creery a préparé le numéro de *Newslink/InfoLien* portant sur la conférence, et l'ancienne coprésidente Debbie Grisdale a contribué aux préparatifs à Ottawa.

L'ancienne secrétaire exécutive Aicha Bah, et, en son absence (un mois), l'ancienne secrétaire exécutive Dee Welch, se sont chargées du fardeau administratif, assistées par la trésorière Nancy Drozd, qui a également agi à titre de chef de production pour le bulletin.

En soutien de Ross Francis, un certain nombre de membres du G78 ont vu au bon déroulement de la conférence en qualité d'animateurs et animatrices des panels et des groupes de discussion : Joanna Miller, John Graham, Ken Williamson, Samantha Nutt et Debbie Grisdale.

La rédaction du compte rendu de la conférence a été confiée à Ann Young, qui a été secondée par trois rapporteurs adjoints : Rob Judge, étudiant de doctorat en science politique et enseignant à l'Université Carleton, ainsi que Kasia Borowska et Renee Martyna, étudiantes à la *Norman Paterson School of International Affairs* de l'Université Carleton. Ann Young a également rédigé le présent rapport sur les travaux de la conférence.

Nous les remercions tous d'avoir fait de la conférence de cette année un grand succès.

James Christie et Élisabeth Barot  
Coprésidents, Le Groupe des 78

## Introduction : Conférenciers et thèmes abordés

Depuis les débuts du Groupe des 78, en 1981, ses priorités ont été l'élimination de la menace de guerre nucléaire, le règlement pacifique des différends et la réalisation d'un ordre économique mondial plus équitable. Selon l'énoncé de politique initial du Groupe, « la concrétisation de ces objectifs suppose la réorientation de notre politique étrangère, qui devrait désormais reconnaître que, pour garantir la sécurité nationale, il faut agir sur la scène internationale pour s'assurer du maintien d'un ordre mondial stable et équitable. »

Cette année, le thème de la conférence d'orientation, *L'engagement du Canada envers la paix mondiale*, nous a ramenés aux conditions indispensables à l'avènement d'un monde pacifique – pour « le maintien d'un ordre mondial stable et équitable » – et à l'examen de ces conditions à la lumière des défis actuels.

### Conférenciers principaux

Le discours-programme de la conférence, « Créer une culture de la paix », a été prononcé par **Mary-Wynne Ashford**, docteure et éducatrice, qui est également coprésidente de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire. La docteure Ashford a été médecin de famille et médecin dans un hospice pendant onze ans avant de se joindre à l'Université Simon Fraser de Vancouver pour poursuivre un doctorat en recherche sur les programmes de prévention de la violence. Résidente de Victoria (C.-B.), elle est retournée à l'enseignement clinique dans le domaine des soins palliatifs après avoir travaillé comme professeure d'université pendant cinq ans. La docteure Ashford est une écrivaine et une conférencière qui a prononcé des allocutions sur les questions de désarmement en Europe, en Russie, au Japon, en Inde, au Pakistan, en Australie, aux États-Unis et au Canada.

Pour aborder la politique entourant une culture de la paix, le G78 a fait appel à un membre de longue date, le **sénateur Douglas Roche**, auteur, parlementaire et diplomate. Douglas Roche a commencé sa carrière dans le journalisme pour ensuite devenir rédacteur en chef fondateur du *Western Catholic Reporter* (1965-1972). De 1972 jusqu'à sa retraite en 1984, il a été député du Parti progressiste-conservateur pour une circonscription à Edmonton, se spécialisant dans le développement international et le désarmement. En 1984, il a été nommé ambassadeur au désarmement pour le Canada, poste qu'il a occupé jusqu'en 1989, alors qu'il a été nommé professeur invité à l'Université de l'Alberta, où il enseigne « La guerre ou la paix au 21<sup>e</sup> siècle ». Il a fait son entrée au Sénat en 1998. Douglas Roche a écrit de nombreux livres et articles sur le développement et le désarmement.

Cette année, la conférence d'orientation du G78 comprenait un événement spécial présenté conjointement avec l'Association des médecins pour la survie mondiale (AMSM). Il s'agissait d'un dîner-présentation au cours duquel le **contre-amiral Eugene Carroll, jr. (USN-ret, É.-U.)**, vice-président du *Centre for Defence Information* (Washington, D.C.), s'est vu décerner le prix Tom Perry pour la paix de l'AMSM. Son allocution s'intitulait « Coopération ou confrontation? ».

L'amiral Carroll, un aviateur maritime, s'est hissé jusqu'au poste de commandant d'un navire d'assaut, puis d'un porte-avions, le *USS Midway*, pendant la guerre du Vietnam. Il a été commandant de la force d'attaque de porte-avions de la 6<sup>e</sup> escadre (É.-U.) dans la Méditerranée, et a occupé des postes de direction en administration et en planification. Il écrit et donne des conférences sur la nécessité de programmes militaires rationnels.

### Exposés des panels

*Les causes des conflits et de la violence.* À titre d'agent de programme à la Commission canadienne pour l'Unesco, **Élisabeth Barot**, coprésidente du Groupe des 78, organise des conférences et des consultations partout au Canada sur les droits de la personne, sur les sciences sociales ainsi que sur la condition féminine et des jeunes. M<sup>me</sup> Barot, qui parle couramment le français, l'espagnol et l'anglais, a écrit sur la naissance du fédéralisme en Espagne dans le cadre de sa thèse de doctorat à l'Université de Pau (France) et a connu une longue carrière dans les domaines de l'enseignement universitaire et du développement international.

*La nouvelle diplomatie : La consolidation de la paix.* Militante de longue date dans le mouvement pacifiste domestique et international, où elle encourage la participation féminine, **Janis Alton** est membre du conseil de La voix des femmes canadiennes pour la paix, de Science et paix et du Groupe des 78. **Ann Denholm Crosby** est professeure agrégée de science politique à l'Université York et est l'auteure de *Dilemmas in Defence Decision-Making: Constructing Canada's Role in NORAD, 1958-96* (International Political Economy Series; MacMillan Press [G.-B.], St. Martin's Press [É.-U.]).

### Groupes de discussion

Chaque groupe de discussion était encadré par des personnes-ressources ayant une expertise du thème abordé. Les animateurs et animatrices de chaque groupe étaient des membres du G78. Voici quelques brèves notes biographiques sur ces personnes-ressources.

*Kosovo : À la recherche d'une porte de sortie.* **John Fraser**, membre du Groupe des 78, a été ambassadeur du Canada en Yougoslavie. **Michael Borish** est président de sa propre société d'experts-conseils, laquelle met l'accent sur les problèmes administratifs et financiers dans les marchés en développement et en transition depuis la fin des années 1980, y compris les anciens pays communistes d'Europe centrale et de l'Est. L'animateur de ce groupe était **John Graham**.

*Le contrôle des armes légères : Appliquer les leçons de la croisade contre les mines terrestres anti-personnel.* **Peggy Mason**, une avocate, a succédé à Douglas Roche en tant qu'ambassadeur au désarmement pour le Canada et est maintenant conseillère en armes légères et en contrôle des armes au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI). Elle est également présidente du Groupe d'experts gouvernementaux des Nations Unies chargé d'étudier le courtage des armes légères ainsi que les activités connexes de fabrication et de commerce. L'animateur de ce groupe était **Ken Williamson**.

*Les enfants touchés par la guerre* - La sénatrice **Landon Pearson**, auteure de *Children of Glasnost* - ouvrage qui donnait un rare aperçu de la croissance des jeunes en Union soviétique dans une période de transition - est surtout connue pour son travail en tant que vice-présidente de la Commission canadienne pour l'Année internationale de l'enfant ainsi que pour la rédaction du rapport de la Commission, *Pour les enfants du Canada : Programme national d'action*, en 1979. Elle a été conseillère en droits de l'enfant auprès du Ministre des Affaires étrangères. L'animatrice de ce groupe était **Samantha Nutt**.

## Sommaire

Les participants de la conférence d'orientation organisée cette année par le Groupe des 78 ont procédé à un examen critique des moyens par lesquels l'engagement du Canada envers la paix mondiale s'est accentué au cours de la dernière décennie. Les concepts de sécurité humaine et de pouvoir discret ont été concrétisés dans des politiques et des programmes; les femmes ont accédé à un rôle plus déterminant dans l'élaboration des politiques. En même temps, le Canada est loin d'avoir atteint les objectifs qu'il s'était fixés en matière d'aide extérieure. Les participants de la conférence ont offert plusieurs suggestions pour renforcer l'engagement du Canada envers la paix mondiale dans les années à venir.

### Discours-programme

La docteure **Mary-Wynne Ashford** a cherché les attributs d'une culture de la paix dans les collectivités qui ont refusé de se battre ou de se soumettre à la tyrannie. Dans un passé assez récent, les leçons de la campagne sans violence que Gandhi avait menée contre l'autorité britannique en Inde ont été appliquées aux Philippines, où l'Église a incité les gens à se rassembler dans les rues pour empêcher l'armée d'exécuter les ordres du dictateur Ferdinand Marcos; les gens sont descendus dans la rue et y sont restés. Marcos s'est enfui. Même sous le nouveau régime, des bribes de guerre civile ont continué de s'enflammer, mais ces feux ont été étouffées lorsque les collectivités de paysans ont persuadé l'armée, d'un côté, et les guérilleros, de l'autre, de respecter les zones de paix. La même méthode a été utilisée en Colombie, où, malgré de terribles bonds en arrière, quelque vingt-huit zones de paix persistent à ce jour. La docteure Ashford a également présenté des exemples de collectivités qui se sont raccrochées à la paix dans un contexte de guerre, comme l'exil de la communauté tibétaine en Inde, le combat de l'Hôpital Kosevo à Sarajevo et les collectivités non violentes qui regroupent des Israéliens et des Palestiniens.

Des représentants de cinquante collectivités lauréates rassemblés par les Nations Unies ont identifié les facteurs clés du succès : des attributs tels que l'altruisme, un sens de la dignité et de la valeur humaines, la fierté de l'accomplissement personnel. Ils ont décrit leur code moral en ce qui a trait aux convenances, à l'égalité et au respect de la vie et de l'individu, ainsi que leur rejet du pouvoir brut, des menaces et de l'avidité. La majorité d'entre eux ont identifié leur force spirituelle ainsi que leurs traditions religieuses ou culturelles comme source de leur résistance, de leur persévérance et de leur espoir. Les autres aspects mentionnés ont été le respect de la nature, une vision commune en matière de justice sociale, la propriété collective des programmes, la participation et le pouvoir concurrent. Une base économique légitime a été jugée essentielle au succès à long terme.

Comment des tiers peuvent-ils intervenir? D'après la docteure Ashford, le seul fait de démontrer un intérêt offre à ceux et celles qui travaillent pour la réforme un sentiment de solidarité qui contribue à dissiper l'impuissance qui empêche souvent de passer aux gestes. L'aide extérieure peut soutenir les programmes de sensibilisation aux valeurs morales et à la démocratie

participative. Elle peut également appuyer les structures nécessaires aux zones de paix, y compris un système juridique, et contribuer aux besoins en matière de communication.

### **La politique entourant une culture de la paix**

Le thème que le **sénateur Douglas Roche** a adopté pour son exposé était l'orientation de politique du Groupe des 78, échelonnée sur une période de vingt ans, par contraste avec la nouvelle politique étrangère militariste et anti-internationaliste de l'Alliance canadienne. Il a fait remarquer que le genre de politiques préconisées par le G78 en 1981 – en vue de l'élimination des armes nucléaires, de la réalisation d'une plus grande égalité économique entre les nations, et du renforcement du système des Nations Unies – font maintenant partie du courant dominant de la politique de sécurité mondiale depuis les dernières années. Par contre, le document de l'Alliance canadienne sur la politique étrangère, *Le Canada et le millénaire*, soutient que la crédibilité internationale du Canada a été honteusement galvaudée au cours des trente dernières années et que la politique étrangère canadienne est maintenant composée d'à peine plus que des expressions accrocheuses à la mode telles que *pouvoir discret* et *sécurité humaine*. L'Alliance propose d'augmenter les frais de défense en puisant à même le budget de l'aide extérieure et d'appliquer les sommes additionnelles au renforcement de l'OTAN, puisque, d'après eux, les Nations Unies se sont révélées inefficaces. L'Alliance soutient également que le gouvernement a causé des « dommages incalculables » à l'intérêt national en raison de sa « fascination » envers l'idée d'éliminer les armes nucléaires. Elle affirme que le Canada devrait appuyer l'initiative américaine en faveur de l'élaboration d'un système de défense contre les missiles balistiques.

Le sénateur Roche a fait remarquer qu'au cours des dernières années, le budget de l'aide extérieure avait été coupé dans une proportion aussi grande que celui de la défense. Il a ajouté que « les dépenses militaires de l'OTAN sont déjà supérieures à celles de tous les autres pays combinés ». Les guerres qui font rage dans le monde se produisent surtout dans les pays pauvres. L'efficacité de l'Organisation des Nations Unies est illustrée par le fait qu'elle a négocié 172 règlements pacifiques depuis 1945 pour mettre fin à des conflits régionaux. En s'opposant à l'élimination des armes nucléaires, la politique de l'Alliance va à l'encontre de l'opinion mondiale et des engagements des pays du monde entier.

### **Coopération ou confrontation?**

D'après le **contre-amiral Eugene Carroll, jr. (USN-ret)**, l'isolement de plus en plus accentué des États-Unis découle d'un « cas aigu d'orgueil national ». Son pays tente d'imposer son leadership par le biais de la confrontation plutôt que par une coopération constructive avec les autres pays. « Malheureusement, le Congrès et les dirigeants américains semblent déterminés à faire de la puissance militaire l'instrument primordial de la politique étrangère de leur pays. » Le monde entier est divisé en zones militaires américaines, dans une attitude agressive appelée « présence militaire avancée » qui, en fait, n'est rien de plus qu'une diplomatie appuyée par la force armée. Les États-Unis, sous l'administration du président Clinton, ont renoncé à respecter leur engagement d'abolir les armes nucléaires et ont affirmé que les armes nucléaires

demeureraient la pierre angulaire de la sécurité américaine. La détermination des États-Unis d'aller de l'avant avec la mise sur pied d'un système national de défense antimissiles constituerait une violation du Traité sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques.

L'amiral Carroll a exhorté les États-Unis à abandonner les politiques conflictuelles en faveur de politiques de coopération telles que la révocation de leur vote contre l'établissement d'une Cour criminelle internationale. D'autres initiatives de coopération devraient comprendre la ratification de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et l'adhésion à la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines terrestres antipersonnel. Des étapes essentielles au renouvellement du mouvement pour l'élimination des armes nucléaires seraient la ratification du traité d'interdiction complète des essais; l'adhésion à la déclaration universelle d'une politique du non-emploi en premier; la diminution du niveau d'alerte des armes stratégiques; la séparation des cônes de charge et des vecteurs; et une réduction importante des arsenaux nucléaires « jusqu'à ce que 32 000 armes deviennent 5 000, 1 000, puis 500 ».

### **Les causes des conflits et de la violence**

Dans son thème général, « Patience et perspectives à long terme », Élisabeth Barot a souligné l'importance de la patience et de l'éducation dans le développement d'une culture de la paix. « Pour le moment, la menace la plus sérieuse à l'égard de la paix est l'impatience face à un système qui subit le stress occasionné par le changement. » L'éducation, orientée par des principes démocratiques et participatifs, devrait mener à la gestion à long terme du changement pour remplacer la gestion de crises, en particulier dans trois domaines d'une importance critique : la biodiversité, la diversité culturelle et l'accès à l'information.

M<sup>me</sup> Barot a souligné que « l'exclusion sous toutes ses formes présente un potentiel de violence. Dans un monde de plus en plus diversifié, il nous faut être conscients des dangers de l'exclusion et de la marginalisation, qui réduisent notre capacité de vivre ensemble en paix. » Face à l'écart de plus en plus grand entre la capacité de communication des sociétés démunies et des sociétés affluentes, « l'impératif moral consiste à formuler un concept de l'intérêt général et à adopter une perception équilibrée des besoins des utilisateurs et communicateurs d'information et des fournisseurs d'accès et de contenu partout dans le monde. De plus, le problème pratique correspondant consiste à identifier et développer des organismes capables de donner une voix efficace à ce concept. »

### **La nouvelle diplomatie : la consolidation de la paix**

**Janis Alton** a mis l'accent sur la vision et l'activisme des femmes dans les domaines de la démilitarisation et de la sécurité. Son exposé a commencé et s'est terminé à La Haye : la Conférence de La Haye de 1899, qui a réuni vingt-six nations « en vue de préserver la paix mondiale et d'abandonner toute forme de conflit », inspirée en partie par le militantisme de la baronne Bertha von Suttner et de son livre *Die Waffen Nieder* (Déposez vos armes); et la Conférence de La Haye de 1999, qui a réuni 10 000 délégués gouvernementaux et non



gouvernementaux, et qui a mené au lancement de la campagne mondiale *Women Building Peace*. Entre ces deux événements, le Congrès des femmes s'est ouvert en avril 1915 à La Haye, au coeur de la Première Guerre mondiale, réunissant quelques-unes des personnalités radicales les plus connues de l'époque; leur appel pour que les nations s'engagent dans une médiation visant à mettre fin à la guerre s'est heurté au fatalisme de l'impératif militaire. Malgré tout, elles ont créé la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL), dont la présidente actuelle est Bruna Nota, membre de La Voix des femmes (VDF) canadiennes pour la paix.

La création de la VDF, en 1960, représentait un effort pour surmonter l'isolement dans lequel les femmes avaient été gardées dans le cadre de l'arène politique. Les membres de l'organisme ont réclamé que le Canada soit déclaré pays non nucléaire et qu'il exhorte les États-Unis à mettre fin aux essais nucléaires dans l'atmosphère. Au fil des années, la VDF a fait campagne pour l'élargissement du concept de sécurité. Sur la scène internationale, la Quatrième conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995, a été le plus important rassemblement de femmes de l'histoire, soit 40 000. L'échec du Canada à concrétiser les engagements qu'il avait pris à Beijing a été vertement critiqué par la *Canadian Feminist Alliance for International Action* (FAFIA), une coalition de 40 membres dont la VDF fait partie. Les femmes ont encore beaucoup à faire pour s'assurer d'être incluses dans les processus des Nations Unies en matière de conflit politique.

### **La plate-forme de la sécurité humaine**

Selon Ann Denholm Crosby, les politiques commerciales et militaires du Canada entrent en conflit avec les objectifs de sécurité humaine et de pouvoir discret. Le pays poursuit ses objectifs de sécurité humaine par sa participation au mouvement contre les mines terrestres antipersonnel, ses efforts pour contrôler l'utilisation des armes légères, son rôle dans l'élaboration du cadre de la Cour criminelle internationale, et ses efforts en vue de la réduction du nombre d'enfants victimes de conflits armés. Cependant, le principal intérêt du Canada en matière de politique étrangère est demeuré « la promotion de la prospérité et de l'emploi » pour les Canadiens et les Canadiennes, par le biais d'un multilatéralisme économique fondé sur des règles. Cette activité renforce les processus et les forces de mondialisation économique, pour lesquels « il y a un revers de la médaille » parce qu'ils contribuent à l'accentuation de l'écart entre les riches et les pauvres, à la dégradation de l'environnement, à l'épuisement des ressources, et à des mouvements massifs des populations. « Ces conditions créent également des conflits parmi les peuples, conflits qui s'expriment souvent sous forme de violence nationale, d'abus des droits de la personne, d'activités criminelles, de commerce de la drogue, de prostitution, d'enrôlement d'enfants-soldats et de trafic d'armes. »

Le Canada tente, d'une part, de régler les mêmes maux que, d'autre part, il contribue à produire. De même, plutôt que de percevoir le pouvoir discret comme une solution de remplacement à l'utilisation de la puissance coercitive, le Canada considère les négociations, la persuasion et les approches non militaires comme faisant partie d'un continuum qui devient un outil que l'on utilisera, au besoin, avant de recourir à la puissance coercitive. « Employé de cette façon, le

pouvoir discret n'est pas exposé à la critique des procédés militaires ou du bien-fondé de leur utilisation. » Il n'en demeure pas moins que la poursuite de la sécurité humaine et l'exercice du pouvoir discret ont entraîné une plus grande transparence et participation volontaire dans le cadre de la politique canadienne internationale, et ont augmenté les possibilités de « se pencher sur les origines des insécurités plutôt que sur leurs seules manifestations ».

## **Groupes de discussion**

*(Les comptes-rendus des trois groupes de discussion, préparés par les rapporteurs, se terminent chacun par des recommandations approuvées lors de la séance plénière de clôture de la conférence. Dans le cas des armes légères, une résolution spécifique a été adoptée en séance plénière et figure à l'Annexe I)*

### **Premier groupe : Kosovo**

Les membres du groupe ont manifesté une certaine mélancolie quant aux perspectives à long terme pour le Kosovo, mais ils ont recommandé que le Canada poursuive ses activités pour promouvoir la paix dans la région. La contribution de Canada devrait s'inscrire dans le cadre des activités de la communauté internationale, y compris celles visant à établir des structures stables en matière de justice, d'éducation et de santé. Les membres se sont dits d'avis que les hostilités au Kosovo ne prendront fin que lorsque la culture de violence, de haine et de vengeance sera contrecarrée par l'éducation pour la paix. En matière de santé, une plus grande priorité devrait être accordée aux programmes sur le stress consécutif aux traumatismes.

Il serait utile que les pays voisins – de préférence des parties neutres comme l'Italie et la Grèce – encouragent les investissements et favorisent la prospérité et la stabilité politique au Kosovo. Éventuellement, il pourrait y avoir un pacte régional de non-agression réunissant tous les pays de la région, y compris la Russie. En l'absence de tout signe de solution à la question de souveraineté fractionnelle, le moindre mal consiste à ne pas en tenir compte pendant que d'autres politiques sont mises en vigueur.

### **Deuxième groupe : Le contrôle des armes légères**

Les membres du groupe ont examiné la documentation, préparée par Peggy Mason, sur les leçons de la campagne contre les mines terrestres en vue de contrôler les armes légères. Parmi les éléments qui ont contribué au succès de cette campagne contre les mines terrestres, mentionnons un leadership gouvernemental, une collectivité humanitaire informée et motivée, la mobilisation des ONG à l'appui du projet, un partenariat entre le gouvernement et la société civile, un but clairement défini, et la convergence des parties à la fin du processus de négociation. Aussi, il ne faut pas oublier que le Processus d'Ottawa a pu progresser assez rapidement, étant donné l'importance secondaire des mines terrestres dans les politiques de défense de la plupart des pays, et leur importance négligeable au plan économique.

Dans le cas des armes légères, il n'y a aucun but unique identifiable (comme une interdiction catégorique). Plutôt, l'objectif est complexe et présente de nombreux aspects, et nécessite des actions qui s'épaulent mutuellement à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Il est difficile pour les gouvernements de se mettre d'accord sur un programme. Le succès même de la coopération NGO-gouvernement dans le cas des mines terrestres semble avoir ému les énergies de bon nombre d'ONG dans leurs tentatives pour inciter leurs gouvernements à intervenir. Les incidences économiques du contrôle des armes légères sont importantes pour certains pays, notamment ceux de l'ancienne Union soviétique et de l'Europe de l'Est.

Le groupe a fait valoir que la société civile doit être plus franche lorsqu'elle critique ses gouvernements respectifs, que les gouvernements d'optique commune doivent se mettre d'accord sur un programme d'action, que la surveillance et la responsabilité parlementaires doivent être accrues relativement à la mise en oeuvre d'une politique de transfert d'armes à l'échelle nationale, et que le problème de la « conversion » de l'industrie des armes légères à d'autres activités économiques doit être abordé.

### **Troisième groupe : Les enfants touchés par la guerre**

Depuis l'établissement des droits de l'enfant en 1989, les questions liées à l'enfance lorsqu'il est question de conflit ont fait l'objet d'une attention beaucoup plus grande que par le passé. La conférence qui s'est tenue à Winnipeg en 2000 a illustré l'ampleur des questions liées à l'enfance. Les membres du groupe ont jugé que trois points nécessitaient un examen particulier : l'augmentation de l'obligation de rendre compte et la diminution de l'impunité suite à la ratification, la protection de l'enfant contre le VIH/sida, et la définition de « jeunes », en mettant l'accent sur le besoin d'incorporer les jeunes au processus de négociations plutôt que les considérer comme des participants silencieux. Il faut accorder une plus grande attention aux enfants en prison, surtout pour leur fournir une aide judiciaire.

## 1. Conférenciers principaux

**Discours-programme :**

**Créer une culture de la paix**

**Par Mary-Wynne Ashford**

*(Le texte de cette allocution est extrait d'un chapitre de « War or Health », de M.W. Ashford MD, PhD, publié sous la direction de Hanna Tapanainen, qui doit paraître en janvier 2001. Le chapitre est intitulé « Stubborn peace: Communities that refuse to fight ».)*

La plupart du temps, les études qui portent sur la guerre mettent davantage l'accent sur les causes et les facteurs ayant contribué au conflit que sur les facteurs de protection qui pourraient aider une collectivité à résister à la violence. L'analyse historique, par exemple, décrit le contexte économique, politique, social et culturel qui a semblé rendre la guerre inévitable. Récemment, cependant, certaines organisations telles que *International Alert* ont examiné la capacité de paix des sociétés pour lesquelles le risque de conflit armé est élevé, et ont tenté de rehausser les forces dont elles disposent pour résister à la guerre. Certaines collectivités ont mis sur pied des initiatives locales en vue de prévenir un conflit armé; ces collectivités offrent des leçons importantes relativement aux types d'interventions extérieures qui pourraient appuyer et renforcer les initiatives locales. Ceci revient à dire que, en plus d'étudier ce qui ne fonctionne pas bien, il est important de se pencher sur ce qui donne des résultats lorsqu'une collectivité choisit de ne pas prendre les armes.

Lorsque des individus choisissent de s'opposer sans armes à la tyrannie et à ceux qui sèment la haine, refusant autant de se battre que de se soumettre, ils démontrent qu'il est possible de trouver des solutions de rechange, même dans des situations désespérées, et que c'est la collectivité comme telle qui constitue la source du pouvoir. Je suis d'avis que ces puissantes collectivités partagent des attributs communs qui contribuent à une culture de la paix.

### **Sur les traces de Gandhi**

Je vais donner un aperçu de plusieurs instances de résistance locale – c.-à-d. des collectivités tenaces qui ont refusé de participer à une guerre. Heureusement, certaines de ces collectivités ont analysé les raisons de leur succès et les ont commentées dans le cadre de discussions ou de publications diverses. Leurs points de vue sont précieux, en particulier pour les organisations non gouvernementales qui travaillent dans le domaine de la consolidation de la paix où des tiers tentent d'offrir une aide et une solidarité internationale aux collectivités en danger.

Avant les années 1980, l'exemple le plus connu du pouvoir de la résistance sans violence a été la longue lutte déterminée que Gandhi a menée contre l'autorité britannique en Inde. Bien que plusieurs aient laissé leur vie dans le combat pour l'indépendance, l'autorité morale des méthodes utilisées par Gandhi a miné les droits auparavant accordés aux dirigeants coloniaux et jeté les

bases de la fin du colonialisme ailleurs dans le monde. Les leçons que Gandhi a enseignées étaient bien connues aux Philippines, où les gens étaient assujettis à l'autorité de Ferdinand Marcos. Leur combat pour la démocratie et la « révolution de velours » finale sont documentés dans le livre de Ed Garcia, *Pilgrim Voices: Citizens as Peacemakers* (Garcia, Ed. [Ed.] 1994. Pilgrim Voices: Citizens as Peacemakers. Ateneo de Manila University Press).

Le régime de Marcos, un dictateur brutal connu comme le Hitler de l'orient, a duré de 1972 à 1986. Aux Philippines, un pays à prédominance catholique, l'Église a d'abord adopté ce qu'elle a appelé une « collaboration critique » avec le gouvernement. Lorsque l'Église est devenue de plus en plus critique et de moins en moins coopérative, elle a fini par diffuser une lettre pastorale encourageant la résistance sans violence. Plusieurs ont manifesté vigoureusement leur désaccord avec le contenu de cette lettre, mais, en date de 1984, malgré le risque d'emprisonnement, de torture ou de meurtre aux mains de l'armée, les gens ont participé à des démonstrations et à des grèves. En 1985, Marcos a déclenché une élection éclair, pour enfin se déclarer lui-même président, à l'encontre des résultats du vote. À cette époque, il s'était déjà formé un réseau très actif de milliers d'églises paroissiales partout au pays pour mettre sur pied et protéger un mouvement sans violence opposé à Marcos.

Le parti d'opposition dirigé par Corazon Aquino a organisé des marches et des pétitions, formé des observateurs du scrutin, tenu des rassemblements et des vigiles, et favorisé la désobéissance civile dans l'espoir de miner la tentative de Marcos de voler l'élection. La crise finale a été déclenchée par la défection critique de deux leaders clés du gouvernement. Quand Marcos a ordonné à l'armée de capturer les transfuges, le cardinal Jaime Sin, chef de l'Église catholique romaine au pays, s'est précipité à la station de radiodiffusion, propriété de l'Église, pour inciter les citoyens à se rassembler dans les rues dans le but d'empêcher l'armée de capturer les officiers rebelles. Des millions de gens ont répondu à son appel. Déterminés à rester dans les rues aussi longtemps que cela serait nécessaire pour destituer Marcos, les gens ont prié et chanté, partagé leur nourriture et leurs boissons, et, d'une façon ou d'une autre, ont conféré à l'événement une atmosphère de pique-nique. Ils sont restés dans les rues pendant quatre jours, jusqu'à ce que Marcos prenne enfin la fuite.

Après la prise du pouvoir par Corazon Aquino, les membres du mouvement pacifiste philippin ont médité sur ce qui a rendu possible leur révolution sans violence. Ils ont attribué leur succès à leur foi religieuse commune et au soutien des dirigeants de l'église qui avaient encouragé les groupes locaux établis dans les églises de tout le pays. Pour eux, leur force prenait son origine dans leur confiance et leur humour effervescent. Les gens partageaient des objectifs communs de justice sociale et avaient des leaders qui pouvaient articuler les problèmes et inspirer les autres.

Ed Garcia, politicologue et ancien prêtre Jésuite, a été l'un des rédacteurs de la nouvelle constitution des Philippines. Lorsqu'il parle du rôle joué par le monde extérieur, il mentionne que les lettres d'appui qu'il a reçues de l'extérieur des Philippines lui ont redonné espoir pendant son séjour en prison, et que la solidarité internationale a renforcé son engagement et lui a permis de constater qu'il n'était pas seul.

## L'exemple des Philippines : une source d'inspiration

Les images de la « révolution de velours » à Manille ont incité des gens d'ailleurs à manifester leur opposition à des régimes oppressifs. À peine quelques années plus tard, en 1989, nous avons vu certaines des images télévisées les plus inoubliables de notre époque lorsque des soldats ont regardé les gens danser sur le mur de Berlin sans pour autant faire feu. Dans les mois qui ont suivi, un mouvement spectaculaire de résistance civile renversait les dictateurs d'un pays après l'autre en Europe de l'Est, et ce, presque sans effusion de sang.

Entre-temps, aux Philippines, sous le gouvernement de Corazon Aquino, des bribes de guerre civile continuaient de s'enflammer, menant le mouvement pacifiste à former la *Coalition pour la paix* ainsi que les *Défenseurs de la paix*, un groupe multisectoriel. Ces groupes se sont rencontrés pour venir en aide aux paysans et aux autochtones qui se trouvaient coincés entre l'armée et les guérilleros. Dans les villages, l'armée se présentait pour exécuter ceux et celles qu'elle prétendait être des collaborateurs des guérilleros. Puis c'était au tour des guérilleros de revenir pour exécuter ceux et celles qu'ils accusaient de collaborer avec l'armée. La stratégie élaborée par les cultivateurs a été de dessiner une carte de leur village avec un cercle autour de ce dernier. Ils ont montré la carte aux deux groupes, en leur disant « Ceci est une zone de paix. N'entrez pas dans cette zone si vous portez des armes. » Curieusement, l'armée et les guérilleros ont respecté les zones de paix.

Plusieurs organisations internationales ont tiré avantage de l'engagement des groupes pacifistes philippins à partager leurs expériences par le biais de publications et de conférences. Après une telle conférence, Eduardo Marino a repris l'idée des zones de paix au profit de sa propre collectivité en Colombie, une région appelée La India (Seymoar, Nola-Kate et Juan Ponce de Leon. [1997]. Creating Common Unity, Models of Self Empowerment in 50 Award Winning Communities. New York: Friends of the UN).

À La India, les paysans étaient coincés entre l'armée, les groupes paramilitaires soutenus par le gouvernement, et les guérilleros. Des paysans colombiens étaient sommairement exécutés, exactement comme l'avaient été les Philippins. L'armée leur disait « Vous n'avez que les possibilités suivantes : joignez-vous à nous, joignez-vous aux guérilleros, quittez la région pour toujours, ou mourez. » Les cultivateurs ont imaginé une autre possibilité. Ils ont rencontré chaque groupe pour leur demander « Pour qui vous battez-vous? » Tous les commandants ont répondu « Nous nous battons pour vous! », ce à quoi les paysans ont répliqué « Vous vous battez pour nous depuis quinze ans, mais nous avons été les seules victimes de ce conflit. Nous vous demandons de cesser de vous battre pour nous. Nous désirons rester sur nos terres et travailler pour gagner notre vie dans un environnement sûr pour nos enfants. » Comme aux Philippines, les combats ont pris fin et les cultivateurs ont pu faire pousser et vendre leurs récoltes pour la première fois depuis plusieurs années. Aujourd'hui, malgré de fréquentes récidives et des massacres horribles, il existe encore vingt-huit zones de paix en Colombie.

Une autre de ces zones, San Jose de Apartado, est une *Comunidad de Paz* très active qui dispose d'un site Web et de possibilités d'affiliations internationales à l'appui de la collectivité (<http://www.igc.apc.org/csn/sanjose/index.html>). San Jose de Apartado est un petit hameau où les paysans avaient mis sur pied une coopérative pour traiter et vendre les fèves de cacao. En février 1997, les paramilitaires ont ordonné à tout le monde de quitter les lieux, accusant les villageois d'exploiter un poste de ravitaillement pour le compte des guérilleros. Puis ils ont traîné de leurs maisons les quatre membres élus du conseil d'administration de la coopérative et les ont exécutés.

Plusieurs hameaux se sont joints pour se transformer en Communauté de paix. Par voie de déclaration, ils se sont engagés :

- à ne pas participer à la guerre, que ce soit de manière directe ou indirecte;
- à ne pas porter d'armes;
- à ne pas manipuler ou divulguer l'information à toute partie impliquée dans un conflit armé;
- à ne pas demander aux parties de résoudre des conflits;
- à chercher une solution pacifique et à élaborer un dialogue en vue de résoudre le conflit au pays.

L'idée de la Communauté de paix provient de l'évêque de Apartado, Monsenor Isaias Duarte Cancino. Les paysans ont commencé à assister à des ateliers à la Commission intercongrégationaliste pour la justice et pour la paix (CINAP). La cérémonie de déclaration de la Communauté de paix s'est déroulée en présence de Pax Christi, du Diocèse de Apartado, de la CINAP et des médias. Cinq jours plus tard, les paysans étaient bombardés par l'armée et les paramilitaires, et plusieurs paysans étaient assassinés. Les paysans ont été forcés de quitter les hameaux, sous peine d'autres meurtres. Cependant, deux personnes de la CINAP les ont accompagnés dans leur exode, et bon nombre d'entre eux, se sentant appuyés dans leurs convictions, ont pris la décision de rester à San Jose.

### **Une Communauté de paix fait face à l'oppression**

Depuis qu'elle s'est déclarée *Comunidad de Paz*, San Jose a perdu 35 de ses membres – 33 ont été exécutés par les paramilitaires, et deux par les guérilleros. Néanmoins, la communauté est déterminée à poursuivre ses politiques de résistance sans violence, qu'elle considère comme la seule solution d'avenir. En mars 1998, 240 personnes ont initié le premier retour au hameau de La Union. L'objectif ultime de la Communauté de paix est que tous les membres puissent retourner dans les hameaux d'où ils ont été chassés.

Les zones de paix organisées à partir de l'extérieur d'une collectivité peuvent également contribuer à un processus de paix (Langley, Winston E. [1997] *Children, a Global Ethic, and Zones of Peace*. Peace Review: A Transnational Quarterly, vol. 9, 2). Par exemple, les cessez-le-feu humanitaires de l'UNICEF pour l'immunisation des enfants ont établi les enfants comme une zone de paix.

Sous le leadership de James Grant, les négociations avec le gouvernement et les guérilleros en El Salvador ont permis d'obtenir des cessez-le-feu répétés d'une durée de trois jours pendant

lesquels les équipes internationales ont pu dispenser des soins de santé primaires et procéder à l'immunisation des enfants dans les zones de guerre. Ces cessez-le-feu ont jeté les bases des négociations de paix ultérieures en El Salvador.

La collectivité tibétaine de Dharamsala, en Inde, figure parmi les cinquante communautés qui se sont vu décerner un prix par les *Amis des Nations Unies*. Plus de 80 000 Tibétains, dirigés par le Dalai Lama, leur chef religieux et temporel, ont fui l'occupation chinoise de leur pays et ont établi une communauté de réfugiés à Dharamsala. Face à la destruction de leur culture et de leur religion – sur les 6 259 monastères, couvents et temples du pays, tous ont été détruits, sauf huit – leur devoir transcendait largement le besoin de simplement faire en sorte que le corps et l'âme demeurent unis : il leur fallait pourvoir à toute une civilisation en exil. Une administration démocratique en exil a été mise sur pied à Dharamsala pour gérer les affaires des réfugiés tibétains. Avec l'aide du gouvernement de l'Inde, des écoles tibétaines ont été établies pour offrir une éducation séculaire moderne aux enfants tibétains, tout en mettant l'accent sur l'apprentissage de la langue, la littérature, l'histoire, la culture et la religion tibétaines, ainsi que sur les arts et métiers de la mère patrie. Aujourd'hui, on compte 85 écoles tibétaines en Inde, au Népal et au Bhoutan, avec une population étudiante totale de 27 585. Environ 70 pour cent des enfants fréquentent l'école. Près de 200 monastères et couvents ont été fondés pour rétablir l'éducation religieuse et les traditions. Bref, c'est en Inde que les Tibétains ont gardé en vie ce qui avait presque totalement été détruit ou aseptisé au Tibet même. Le mérite du succès de la collectivité tibétaine à Dharamsala et ailleurs revient sans aucun doute à Sa Sainteté le Dalai Lama, qui s'est vu décerner le Prix Nobel de la paix en 1989. Le dévouement envers la paix et envers la création d'êtres humains responsables est ce qui guide toutes les activités de la collectivité tibétaine en exil – son éducation, ses soins de santé, ses initiatives économiques et environnementales, ses arts d'interprétation et sa littérature, ses études scientifiques sur l'esprit et le caractère. Cette combinaison unique de pragmatisme a été appelée une « culture du cœur ».

### **La prise de position d'un hôpital face à la terreur**

Un autre exemple de collectivité qui a refusé de se battre est l'Hôpital Kosevo à Sarajevo. En 1995, dans le cadre des célébrations du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, l'organisme *Amis des Nations Unies* reconnaissait l'hôpital comme l'une de cinquante collectivités exceptionnelles sélectionnées à travers le monde (Seymoar, Nola-Kate et Juan Ponce de Leon. [1997]. Creating Common Unity, Models of Self Empowerment in 50 Award Winning Communities. New York: Friends of the UN). Deux médecins se sont rendus à New York pour recevoir le prix juste après que les actions de choc de l'OTAN aient commencé à forcer les Serbes à se retirer. Avant la guerre, Sarajevo était une ville très cosmopolite avec une population tout à fait mixte de groupes ethniques et religieux. Les mariages entre membres de collectivités différentes se pratiquaient depuis des années. Lorsque la guerre a commencé, les médias ont incité la haine entre les groupes, mais les gens de Sarajevo se sont cramponnés à leur pluralisme et ont refusé de s'en prendre les uns aux autres.

L'hôpital était l'établissement le plus important du pays dans les domaines de l'enseignement, du diagnostic et de la thérapie, avec 41 cliniques et instituts, 2 100 lits, et des services diagnostiques et thérapeutiques modernes. Situé à seulement 600 mètres des lignes ennemies, il a continué de



fonctionner dans des conditions impossibles. Il n'y avait pas d'électricité, d'eau ou de gaz, et seulement des quantités minimales d'équipement médical et de médicaments. Le personnel de l'hôpital a soigné des milliers de blessés et malades dans la ville assiégée. L'hôpital a sans cesse été la cible d'un barrage d'artillerie et a été touché à 1 470 reprises, 687 fois directement sur les cliniques et les instituts. Des douzaines de patients et membres du personnel ont été tués ou blessés dans les lits ou l'enceinte de l'hôpital, ou dans l'exercice de leurs fonctions.

À ce propos, le docteur Mirza Dilic écrivait en 1995 :

*Comment avons-nous pu, exposés comme nous l'étions au blocus et aux attaques ennemies, maintenir le principe universel du Serment d'Hippocrate et offrir notre aide à tous, y compris les soldats ennemis?*

*Simplement, il fallait que l'Hôpital Kosevo réussisse. Si nous n'avions pas pu organiser le travail et démontrer qu'il est possible de travailler même dans des conditions impossibles, que serait-il arrivé aux milliers de civils blessés et aux malades? Nous étions tout simplement condamnés à réussir.*

*C'est grâce à l'engagement de nos gens, grâce à un désir de venir en aide, grâce au courage et à la dévotion du personnel médical, grâce au respect des droits de la personne, grâce à nos efforts pour préserver une collectivité pluriethnique appartenant à des religions multiples, et grâce à l'aide désintéressée de plusieurs organisations humanitaires et autres du monde entier, que nous avons réussi.*

*Malheureusement, la guerre se poursuit en Bosnie. Sarajevo fait toujours l'objet d'un blocus et est encerclée depuis 40 mois. Déjà, 1 300 000 obus (oui, vous avez bien lu : un million trois cent mille obus) ont frappé la ville. Les civils continuent de mourir dans les rues et les squares. Nous luttons toujours pour aider et sauver les blessés et les malades. Mais, heureusement, nous savons que nous ne sommes pas seuls. Nous avons des amis partout dans le monde et nous savons que tous ceux et celles qui nous aident maintenant seront un jour fiers de l'aide qu'ils nous ont accordée.*

Lorsqu'on a demandé aux médecins de tirer des leçons de leur expérience, ils ont souligné la solidarité face à l'adversité, l'importance de l'altruisme, et le besoin désintéressé de venir en aide aux autres. « Le chemin que nous empruntons », ont-ils dit, « est toujours un choix entre vivre conformément à nos idéaux ou souscrire aux forces de la violence et de l'oppression. »

Deux autres facteurs se sont révélés profondément déterminants. D'une part, grâce à son courage moral et à sa persistance, le chirurgien qui dirigeait l'hôpital a été une source d'inspiration pour son personnel. D'autre part, les membres du personnel ont reçu un soutien international sous forme de lettres et de fournitures occasionnelles provenant de l'extérieur.

## Un oasis de paix en Israël

Il existe d'autres collectivités déterminées et non violentes au sein de pays où la violence fait rage aujourd'hui malgré un mouvement important vers la paix. En Israël, par exemple, on compte plus de 1 000 organisations pacifiques, dont la plupart regroupent des membres juifs et arabes. Neve Shalom/Wahat al-salaam (Langley, Winston E. [1997] *Children, a Global Ethic, and Zones of Peace. Peace Review: A Transnational Quarterly*, vol. 9, 2) est une collectivité internationale qui a été fondée par le Fr. Bruno Hussar en tant qu'oasis de paix. La collectivité a débuté lentement dans les années 1970 et continue d'exister grâce à un appui actif de l'extérieur d'Israël. Le Fr. Bruno a écrit au sujet de sa vision :

*Nous avons envisagé un petit village peuplé d'habitants issus de différentes collectivités du pays. Juifs, Chrétiens et Musulmans y vivraient en paix, chacun fidèle à ses propres croyances et traditions, tout en respectant celles des autres. Chacun trouverait dans cette diversité une source d'enrichissement personnel. Le but du village : servir de décor pour une école de la paix. Pendant des années, il y a eu des académies dans divers pays où l'art de la guerre a été enseigné. Inspirés par les paroles prophétiques « Nation ne lèvera pas épée contre nation, ni n'apprendra jamais plus la guerre », nous voulions fonder une école consacrée à la paix, car la paix est aussi un art. Elle n'apparaît pas de manière spontanée, elle doit être apprise.*

## Leçons pour la communauté internationale

Les *Amis des Nations Unies* ont invité les cinquante collectivités lauréates à participer à un séminaire tenu à New York, où les participants ont présenté un aperçu des raisons de leur succès (Seymoar, Nola-Kate et Juan Ponce de Leon. [1997]. Creating Common Unity, Models of Self Empowerment in 50 Award Winning Communities. New York: Friends of the UN). Ils ont parlé de leur sens de l'altruisme, d'être destinés à développer les plus grandes possibilités offertes à la nature humaine, d'un sens de la dignité, de l'identité et du respect de soi. Ils se sont félicités de leur ingéniosité à concevoir des initiatives de leur propre cru plutôt qu'élaborées par des gens de l'extérieur. Les représentants des collectivités ont décrit leur code moral en ce qui a trait aux convenances, à l'égalité et au respect de la vie et de l'individu, ainsi que leur rejet du pouvoir brut, des menaces et de l'avidité. La majorité d'entre eux ont identifié leur force spirituelle ainsi que leurs traditions religieuses ou culturelles comme source de leur résistance, de leur persévérance et de leur espoir. Le respect de la nature a souvent été mentionné dans ce contexte. Ils ont parlé de leur vision et de leurs objectifs communs en matière de justice sociale, et de l'importance de la propriété collective des programmes. Il a souvent été question d'un leader charismatique, mais les participants se sont dits convaincus que même si le leader devait mourir, les gens poursuivraient toujours le même chemin. Les structures organisationnelles dont on a fait état étaient basées sur la participation, l'égalité et le partage des pouvoirs. En fait, les participants ont décrit la structure idéale comme étant plus circulaire que linéaire. Ils ont suggéré que les collectivités établissent une culture du dialogue, bâtissent des relations qui transcendent les barrières, mettent l'accent sur les résultats pratiques, élaborent le fondement juridique de l'égalité,

propagent les compétences et les connaissances, et continuent de faire preuve de courage, d'espoir et d'humour. Ils ont souligné l'importance d'une base économique légitime en guise d'élément essentiel au succès à long terme.

Quelles sont les stratégies qui découlent des leçons apprises par ces collectivités en matière de soutien et d'intervention de l'extérieur? En premier lieu, le seul fait de démontrer un intérêt offre à ceux et celles qui travaillent pour la réforme un sentiment de solidarité qui contribue à dissiper l'impuissance qui empêche souvent de passer aux gestes. En second lieu, l'importance de la sensibilisation aux valeurs morales est évidente dans tous les cas décrits. Les valeurs morales sont souvent basées sur une foi religieuse profonde ou sur des traditions spirituelles auxquelles des partisans d'autres pays pourraient bien adhérer. En troisième lieu, l'élaboration de structures et de stratégies telles que les zones de paix et la formation en résolution de conflits peut souvent être facilitée par des gens de l'extérieur qui contribuent des idées et des outils novateurs pour venir en aide aux organisateurs. En quatrième lieu, la communication est essentielle à la réussite de toute activité. La communauté internationale pourrait prendre une initiative très pertinente en fournissant des télécopieurs, des téléphones cellulaires, des photocopieuses et l'accès au courrier électronique aux organisateurs qui aspirent à la justice sociale et à la démocratie dans les collectivités en danger. En cinquième lieu, l'aide extérieure peut également être précieuse dans l'établissement d'un système juridique et pour sensibiliser les gens à la démocratie de participation. Enfin, c'est grâce à un leader charismatique que bon nombre des collectivités ont été incitées à passer à l'action. Il n'est pas clair si le soutien extérieur est en mesure d'éduquer un tel leader, mais diriger l'attention des médias vers les leaders pourrait rendre publics les enjeux de l'intervention. L'attention des médias est une épée à deux tranchants : tantôt, elle protège les leaders de premier plan; tantôt, elle précipite la violence dont ils peuvent faire l'objet.

Ce ne sont là que quelques exemples de collectivités qui ont adopté une attitude déterminée à l'égard de la haine et de la guerre. Leur tâche est extrêmement dangereuse, et certaines tentatives ont échoué de manière tragique.

Bâtir une culture de la paix est un moyen de réduire l'éventualité d'un conflit violent ou d'une guerre. Les connaissances que nous pouvons acquérir auprès des collectivités qui ont créé une résistance à la guerre constituent une étape essentielle dans l'élaboration de nouveaux moyens visant à soutenir les forces des initiatives locales et à protéger les militants locaux dans leur mission de changement social.

## *La politique entourant une culture de la paix*

### **Le Groupe des 78 et les valeurs canadiennes en matière de paix**

#### **Sénateur Douglas Roche**

En 1981, un groupe de visionnaires composé, entre autres, d'intellectuels, d'ambassadeurs, de députés et d'auteurs canadiens de renom, ont fondé le Groupe des 78 en rédigeant une déclaration qui encourageait la reconnaissance des priorités de base nécessaires à une politique étrangère efficace au Canada.

Ce groupe de 78 personnalités était, entre autres, composé de membres représentatifs de la diversité politique canadienne de l'époque : les libéraux Eugene Forsey, Jacques Hébert, Renaude Lapointe, Donald MacDonald; les progressistes-conservateurs Gordon Fairweather, David MacDonald; les néo-démocrates Andrew Brewin, Alfred Gleave; et la sénatrice Lois Wilson, maintenant indépendante.

Le Groupe des 78 a immédiatement proposé :

- l'élimination de la menace de guerre nucléaire, le plus grand danger auquel l'humanité doit faire face;
- le renforcement des Nations Unies et des autres organismes internationaux voués au maintien de la paix, à la promotion de la coopération internationale et du droit international ainsi qu'à la protection des droits fondamentaux de la personne;
- la mobilisation des ressources mondiales, en vue d'instaurer un ordre international plus équitable et de mettre fin à la pauvreté.

La promotion de la paix et du désarmement par le biais de la sécurité commune et d'un effort combiné à l'échelle mondiale était un objectif ambitieux et de grande envergure en 1981. Cette époque était celle de l'introduction des forces nucléaires intermédiaires (FNI) en Europe de l'Ouest, de l'avènement de la bombe à neutrons, et des dénonciations publiques acerbes entre les superpuissances.

Convaincu que la coopération, plutôt que la confrontation, est un attribut de base de la nature humaine, le Groupe, au cours des années qui ont suivi, a fait pression sur le gouvernement du Canada pour qu'il continue à souscrire au programme de sécurité mondiale des Nations Unies, insistant, comme le disait King Gordon, sur le fait que ce programme constitue « une affirmation d'intégrité logique dans un monde interdépendant ».

En 1995, lorsque le gouvernement canadien a procédé à un examen approfondi de sa politique étrangère, la majeure partie de ce que le Groupe des 78 avait préconisé s'est retrouvé incorporé à la politique canadienne.

Dans son document « Le Canada et le monde », le gouvernement citait trois objectifs clés en matière de politique étrangère :

- la promotion de la prospérité et de l'emploi, contribuant au renforcement de la stabilité internationale et permettant de progresser sur la voie du développement durable;
- la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable, par le biais d'une Organisation des Nations Unies efficace et de la règle de droit plutôt que par le pouvoir;
- la projection des valeurs et de la culture canadiennes qui favorisent les droits de la personne, la règle de droit, la démocratie et l'environnement en tant que fondement des relations internationales.

### **Le G78 avait vu juste**

Le Groupe des 78 avait vu juste dans sa perception des problèmes mondiaux et des approches visant à les atténuer. Au fil des années 1990, la vision du Groupe des 78 et les politiques canadiennes ont commencé à figurer dans le système international, en particulier dans le cadre des conférences mondiales des Nations Unies de la dernière décennie. Cette série de conférences de grande envergure a marqué un tournant décisif dans la modélisation de notre avenir global. Elles ont créé un impact :

- en mobilisant les gouvernements nationaux et les organisations non gouvernementales pour qu'ils interviennent relativement aux problèmes mondiaux;
- en établissant des normes et lignes directrices internationales en matière de politique nationale; et
- en servant de tribune où l'on peut débattre les nouvelles propositions et chercher à établir un consensus.

L'interdépendance des valeurs articulées par les Nations Unies en matière de paix, de justice sociale, de bien-être économique et d'équilibre écologique forme désormais la base de la politique étrangère la plus pratique qui soit pour tout pays.

Tout ce travail a été fortement ciblé dans la Déclaration du millénaire des Nations Unies. En septembre, un sommet réunissant 149 chefs d'état affirmait les doctrines centrales du programme de sécurité mondiale :

- renforcer la règle de droit;
- rendre l'Organisation des Nations Unies plus efficace;
- s'efforcer d'éliminer les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires;
- d'ici 2015, réduire de moitié la proportion de personnes vivant dans la pauvreté absolue partout dans le monde;
- s'assurer que les enfants de tous les pays aient accès à l'éducation;
- promouvoir l'égalité des sexes;
- respecter entièrement et maintenir la Déclaration universelle des droits de l'homme;

- s'assurer de nouvelles initiatives de préservation et de bonne intendance de l'environnement, et y souscrire.

Tout comme le monde a besoin d'une Organisation des Nations Unies revitalisée pour élaborer les conditions menant à la paix mondiale, l'Organisation des Nations Unies a besoin d'un engagement vigoureux de la part du Canada. Le Groupe des 78 pourvoit à cette tâche.

Bien sûr, l'élaboration de ce nouveau programme de sécurité mondiale n'incombe pas uniquement au Groupe des 78, pas plus qu'il ne revient au gouvernement canadien de faire cavalier seul dans cette initiative. Plusieurs forces à travers le monde œuvrent en ce sens. C'est exactement ce que je veux faire ressortir. Depuis près de deux décennies, le Groupe des 78 se place au premier plan dans l'élaboration des politiques de sécurité mondiale qui deviennent maintenant courantes.

On pourrait croire que le Groupe des 78 peut maintenant se reposer sur ses lauriers. Du travail bien fait.

Désolé! Non seulement n'y a-t-il pas de place pour la suffisance, mais il est désormais urgent d'articuler les valeurs du Groupe des 78 dans tout le pays.

### **Les politiques réactionnaires de l'Alliance**

Cette urgence est occasionnée par la nouvelle affirmation d'une philosophie politique qui se trouve complètement en désaccord avec les principes du Groupe des 78. Cette philosophie est contenue dans les politiques de l'Alliance canadienne (maintenant parti de l'opposition officielle au Parlement) en matière d'affaires étrangères et de défense.

Prétendant que la crédibilité internationale du Canada a été honteusement galvaudée au cours des trente dernières années, le document de l'Alliance sur la politique étrangère, *Le Canada et le millénaire*, allègue que la politique étrangère canadienne est maintenant composée d'à peine plus que des expressions accrocheuses à la mode telles que *pouvoir discret* et *sécurité humaine*.

Considérez quatre des principales politiques de l'Alliance en matière d'affaires étrangères et de défense, qui sont contenues dans la documentation officielle du parti :

- Augmentation des dépenses militaires canadiennes en doublant presque le budget de la défense (par rapport au PIB) d'ici la période 2010-2015. Les fonds nécessaires peuvent être puisés à même les économies réalisées dans le budget canadien d'aide à l'étranger.
- Augmentation des dépenses et capacités militaires en vue de renforcer le rôle du Canada dans l'OTAN, puisque « tous les espoirs que les Nations Unies créent les conditions permettant d'éliminer la guerre ont été démolis ».
- En matière d'intérêts nationaux et de sécurité internationale, le gouvernement canadien, ayant causé des « dommages incalculables » à l'intérêt national par sa « fascination » envers l'idée d'éliminer les armes nucléaires, ne peut baser son approche sur des politiques diplomatiques

aussi démodées et idéologiques.

- En matière de défense, le Canada doit appuyer des initiatives américaines telles que l'élaboration d'un système efficace de défense contre les missiles balistiques.

### **Réplique à l'Alliance**

Permettez-moi de répondre à ces convictions à la lumière des développements mondiaux.

En premier lieu, les dépenses militaires actuelles du Canada sont de l'ordre de 11,5 millions de dollars. En termes réels, ceci place le Canada au sixième rang des pays membres de l'OTAN pour les dépenses militaires. Bien que l'Alliance réclame que le Canada égale la moyenne de l'OTAN, qui est de 2,1 pour cent du PIB, les dépenses militaires de l'OTAN sont déjà supérieures à celles de tous les autres pays combinés, et dix-huit fois plus élevées que celles des sept états soi-disant « hors-la-loi » combinés. Peut-être la question n'est-elle pas que le Canada ne dépense pas assez pour préparer la guerre, mais plutôt que les pays membres de l'OTAN dépensent trop.

Bien que le budget de la défense du Canada ait été coupé de 25 pour cent dans les années 1990, ses programmes d'aide extérieure l'ont été dans une proportion de près de 40 pour cent. L'aide publique au développement se chiffre maintenant à deux milliards de dollars, ou 0,28 pour cent du PIB, le niveau le plus bas jamais vu au Canada. Ceci défie toute comparaison avec la cible établie des Nations Unies, qui est de 0,7 pour cent du PIB, et pourtant il se trouve encore des gens qui voudraient la couper davantage, au profit du budget militaire.

Ceux et celles qui cherchent à réduire davantage l'aide extérieure devraient réexaminer les principes des politiques de développement, en tenant compte du fait que la pauvreté et le sous-développement sont les principales causes des conflits violents. Parmi les états qui figuraient à la moitié inférieure de l'indice annuel du développement humain en 1998, près de la moitié (41 pour cent) avaient connu la guerre sur leur territoire au cours de la décennie précédente, alors que seulement quinze pour cent des états figurant à la moitié supérieure de l'indice avaient connu la guerre pendant la même période. Aucun niveau de puissance militaire ne peut affronter efficacement ce défi à la paix et à la sécurité internationales.

En second lieu, ce nouveau raisonnement politique élimine pratiquement l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument de paix, ne tenant pas compte des 172 règlements pacifiques qu'elle a négociés avec succès depuis 1945 pour mettre fin à des conflits régionaux.

L'Organisation des Nations Unies n'est peut-être pas encore un instrument parfait, mais l'OTAN, qui a violé sa propre charte lors du bombardement de Kosovo, ne l'est pas davantage.

Pour le Canada, l'Organisation des Nations Unies et l'OTAN sont des véhicules importants par l'entremise desquels nous pouvons exprimer les valeurs canadiennes. Il ne faut pas permettre que les solutions militarisées auxquelles l'OTAN a recours pour régler les problèmes aient préséance sur le travail de développement régulier du droit international et d'élaboration de mesures de rétablissement de la paix effectué par l'Organisation des Nations Unies en vue de résoudre les conflits.

Il y a des moments où le recours à la force peut s'avérer légitime lorsqu'on est à la recherche de la paix, mais, à défaut de rétablir le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa position prééminente en tant que source unique de force légitime, le monde est en voie de renoncer dangereusement au droit en faveur de l'anarchie. En fin de compte, c'est la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui a mis fin à la guerre au Kosovo, prévoyant une présence militaire et civile internationale « sous les auspices des Nations Unies » en vue de garder la paix. Il est tragiquement ironique que, après toute la destruction de l'OTAN, la guerre au Kosovo se soit terminée par un accord qui aurait pu être réalisé avant le bombardement. Le rejet du droit international en faveur de l'intérêt national n'est pas un fondement approprié sur lequel on peut bâtir un système viable de paix et de justice internationales.

En troisième lieu, selon l'Alliance, l'idée d'éliminer les armes nucléaires repose sur une conviction naïve à l'effet que l'on puisse faire disparaître les connaissances liées à la production des armes nucléaires, d'une part, et la volonté de certains états de se procurer de telles armes, d'autre part. Cette perception à l'égard des politiques canadiennes en matière d'armes nucléaires et de leur élimination est tout aussi incompatible avec les besoins et la réalité actuels.

En guise de conclusion à l'examen du *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* pour l'an 2000, les cinq états dotés d'armes nucléaires ont convenu de mettre sur pied une entreprise sans équivoque visant à réaliser l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires. Le TNP réunit 187 signataires, ce qui en fait le traité de désarmement le plus important au monde.

La Cour internationale de Justice a décrété que les armes nucléaires sont implicitement illégales, et que les négociations doivent se poursuivre en vue de leur élimination. Lors des plus récentes résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU, une majorité massive de nations ont voté en faveur de leur élimination. De telles initiatives de haut niveau peuvent-elles être simplement écartées du revers de la main en les qualifiant de naïves?

Aux États-Unis comme en Russie, des militaires de rang élevé déclarent que les armes nucléaires ne peuvent être utilisées pour faire la guerre et sont trop dangereuses pour qu'on les garde. Une déclaration signée par 131 leaders civils internationaux de 49 pays, y compris 52 présidents et premiers ministres d'hier et d'aujourd'hui, réclamait la concrétisation et la mise en vigueur du processus d'élimination.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils désiraient que leur gouvernement entreprenne des négociations en vue de la tenue d'une convention sur les armes nucléaires, 92 pour cent des Canadiens ont manifesté leur accord. Lorsqu'on a posé la même question aux Américains et aux Britanniques, ils ont répondu favorablement dans une proportion de 87 pour cent.

En quatrième lieu, malgré que le monde soit clairement favorable à l'élimination des armes nucléaires, le déploiement d'un système de défense antimissiles aux États-Unis ne peut que mener à leur prolifération. Certains, comme l'Alliance, font valoir que puisque les États-Unis sont l'allié le plus important du Canada, nous devons appuyer leurs initiatives militaires telles que la défense antimissiles balistiques.



Essentiellement, une telle logique est sans fondement. Les conséquences potentielles du déploiement de la défense antimissiles balistiques sont énormes et doivent avoir préséance sur l'état des relations entre le Canada et les États-Unis.

### **Rester fidèles au multilatéralisme**

Le Canada devrait-il appuyer la recherche exclusive de la supériorité militaire plutôt que le contrôle des armements fondé sur des règles? Puisque les États-Unis sont l'allié le plus important du Canada, il incombe à ce dernier de s'assurer que les États-Unis ne menacent pas de défaire toute la structure des accords de contrôle des armements qui a été bâtie au cours des décennies en y substituant une doctrine de défense unilatérale.

Plutôt que d'appuyer la défense antimissiles balistiques, le Canada doit insister sur le fait que la réponse à la menace des missiles balistiques, s'il en est, doit faire partie d'une préoccupation plus vaste à l'égard de la communauté internationale. Il s'agit là d'une question qui a été soulevée par bon nombre de pays membres de l'OTAN, en particulier la France. Non seulement le Canada doit-il s'abstenir de participer à l'élaboration de la défense antimissiles balistiques, mais, en tant qu'allié des États-Unis, il doit insister que ces derniers respectent leurs engagements multilatéraux.

Les références sarcastiques au *pouvoir discret* et à la *sécurité humaine* démontrent jusqu'à quel point ces politiques réactionnaires sont déphasées par rapport au monde moderne. Toutes les caractéristiques de la mondialisation nous prouvent que, partout dans le monde, les êtres humains dépendent les uns des autres pour la paix et la prospérité. Ceci nécessite qu'un programme intégré soit élaboré en matière de paix et de développement durable.

L'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré 2000 *Année internationale de la culture de la paix*. Ceci nécessite que, plutôt que de nous tourner vers les armements, nous adoptions de nouvelles priorités politiques dans les domaines de la coopération et du développement durable. Le Groupe des 78 a été fondé en fonction de ces valeurs, mais il doit persister à se prononcer avec vigueur pour faire en sorte que les politiques canadiennes continuent de refléter ces principes.

## Coopération ou confrontation?

Contre-amiral Eugene Carroll, jr.

*(Discours prononcé lors de la remise du Prix Tom Perry pour la paix, de l'Association des médecins pour la survie mondiale)*

Pendant les années où j'ai eu le privilège de le connaître et de travailler avec lui pour la cause de la paix et de la justice, j'ai toujours considéré Tom Perry comme le *gentleman* le plus gentil, humain et dévoué qui soit. Je dis cela malgré le fait qu'il m'a presque mis dans le pétrin autrefois. Je vous en reparlerai plus tard.

Son optimisme positif et son engagement énergique envers les activités anti-nucléaires sont remarquables, si l'on considère les torts qu'il a subis aux États-Unis. Dans les années 1950, le Comité Dies sur les activités antiaméricaines de la Chambre des députés des États-Unis, soutenu par le *Federal Bureau of Investigation*, l'a littéralement traqué en raison de ses activités anti-nucléaires. Finalement, afin de poursuivre sa carrière médicale, il a émigré au Canada en 1962. Confronté à la nécessité de recommencer à zéro, il n'a jamais perdu son dévouement envers la cause de la paix, et c'est à Vancouver que j'ai eu l'occasion de connaître et d'admirer Tom Perry.

À la suite d'un programme officiel de formation à l'Université de la Colombie-Britannique, Tom a publié son premier ouvrage, *La prévention de la guerre nucléaire*, qui comprenait mon manuscrit officiel ainsi que mes réponses officieuses aux questions du public. C'est à ce moment-là qu'il m'a mis dans le pétrin. En 1984, croyez-le ou non, à Little Rock (Arkansas), pendant un débat portant sur les questions de défense, mon adversaire a cité un extrait du livre de M. Perry. À la question « Qui est le conseiller du président Reagan en matière d'armes nucléaires? », une partie de ma réponse était que le conseiller du président Reagan en matière de sécurité nationale *en savait aussi long que Miss Piggy sur la sécurité nationale*. J'ai été châtié pour mon manque de patriotisme et pour avoir manqué de respect à l'égard de mes supérieurs, d'autant plus que mes propos avaient été rédigés « dans une nation étrangère »!

Après le choc d'avoir entendu cette citation dont je me souvenais à peine, je me suis débrouillé pour répondre que ma conscience était sans reproche, puisque j'avais subséquemment « présenté mes excuses à *Miss Piggy* et qu'elle avait fini par me pardonner. » À en juger par la réaction de l'auditoire, je n'étais pas tant que ça dans l'eau chaude.

Maintenant, revenons à *Coopération ou confrontation?*

Vous, en tant que Canadiens et Canadiennes, en savez plus long – beaucoup plus long, je regrette de le dire – sur les événements et conditions de vos voisins du Sud que ce que les citoyens et citoyennes des États-Unis connaissent au sujet du Canada. Il y a plusieurs raisons pour expliquer ceci, mais deux d'entre elles sont plus évidentes. D'abord, en tant que grands partenaires commerciaux, plus de 80 pour cent de toutes vos exportations sont destinées au marché

américain, alors qu'un peu moins du quart des exportations américaines sont destinées au Canada. Si l'économie américaine éternue, le Canada risque d'attraper une pneumonie. Il est sage de votre part de garder un œil sur nous autres *Yankees*.

### **Un cas aigu d'orgueil national**

La deuxième raison est ce dont je veux discuter ce soir, une raison qui, je pense bien, doit être un problème agaçant permanent pour les Canadiens. Il s'agit de l'isolement de plus en plus accentué des États-Unis, qui découle d'un cas aigu d'orgueil national. Notre secrétaire d'État proclame que les États-Unis sont plus fiers et perspicaces que toute autre nation. Le Président déclare que nous menons la barque. Le sénateur Jesse Helms chevauche le Sénat américain, un chauvin qui rejette le concept d'une collectivité mondiale basée sur la règle de droit. Washington s'exprime en qualité de seule superpuissance, et les normes internationales s'appliquent aux nations inférieures.

Il est vrai, peut-être, que jamais dans l'histoire du monde une nation isolée n'a exercé l'influence prééminente que les États-Unis ont exercée sur le reste du monde au cours du 20<sup>e</sup> siècle. La question devient maintenant : que nous réserve le 21<sup>e</sup> siècle? Ce siècle sera-t-il un autre siècle américain? Ou cette grande puissance pourrait-elle perdre de la vitesse, être évincée, et le 21<sup>e</sup> siècle devenir le siècle anti-américain?

La réponse est que cela dépend si les États-Unis tentent de perpétuer une hégémonie américaine mondiale en tant que seule superpuissance militaire au monde – ou s'ils cherchent à exercer un leadership constructif en tant que membre coopératif dans le cadre d'une communauté internationale pacifique gouvernée par la règle de droit. Confrontation ou coopération?

Malheureusement, le Congrès et les dirigeants américains semblent déterminés à faire de la puissance militaire l'instrument primordial de la politique étrangère de leur pays. Les États-Unis sont maintenant la seule nation de l'histoire à avoir formellement divisé le globe en zones militaires et nommé un général ou un amiral en guise de commandant en chef au sein de chaque zone. Près d'un quart de million de militaires en uniforme sont assignés en permanence à ces commandants, armés jusqu'aux dents et prêts à intervenir militairement non pas dans un, mais dans deux conflits n'importe où dans le monde, et à gagner presque simultanément les deux guerres. Le président Clinton a proclamé qu'il agira de manière multilatérale si possible, mais qu'il est prêt à intervenir unilatéralement au besoin.

### **Présence militaire avancée**

En jargon courant, cette attitude agressive est appelée « présence militaire avancée ». En fait, ce n'est rien de plus qu'une diplomatie appuyée par la force armée qui, par une menace implicite d'intervention militaire, est conçue pour influencer et contrôler les événements à l'avantage des États-Unis. Cette approche conflictuelle face aux relations extérieures est extrêmement négative, parce qu'elle est basée sur la coercition plutôt que sur des efforts visant à élaborer des solutions positives et mutuellement profitables. Elle crée également des pressions pour que l'on ait recours

à la force armée lorsque des problèmes importants entraînent la sensibilisation du public relativement à des questions en cours de discussion avec une autre nation. Trop souvent, les États-Unis s'aperçoivent que la diplomatie appuyée par la force armée nous place dans une position où le recours à la force ne résoudra pas le problème, mais où nous aurons l'air ridicules et impuissants si nous n'intervenons pas après avoir menacé de le faire. Kosovo n'est que l'exemple le plus récent de ce processus.

Une autre forme dangereuse (et potentiellement fatale) de confrontation s'intensifie dans le cadre des politiques nucléaires américaines. En 1995, les États-Unis ont dirigé les efforts visant à prolonger indéfiniment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Pour inciter les états non nucléaires à signifier leur accord, nous nous sommes joints aux quatre autres puissances nucléaires pour prendre un engagement formel sous forme de déclaration intitulée « Principes et objectifs en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires ». Ce document contenait un engagement conjoint envers « la poursuite énergique, par les états dotés d'armes nucléaires, d'efforts systématiques et progressifs visant à réduire les armes nucléaires partout dans le monde, dans le but ultime d'éliminer ces armes... ». Il s'agit là d'un engagement non équivoque à se débarrasser de toutes les armes nucléaires.

En dépit de ceci, deux ans plus tard, le président Clinton renonçait carrément à toute intention de respecter cet engagement. Dans la directive de décision présidentielle n° 60, dont une partie a été révélée aux médias, il approuvait une politique voulant que les armes nucléaires demeurent indéfiniment la pierre angulaire de la sécurité américaine. Un cadre supérieur du Pentagone a récemment réaffirmé cette déclaration en spécifiant que les armes nucléaires constituent un élément essentiel du prestige d'une superpuissance, et que « ceci ne changera jamais ».

Puis, bien sûr, il y a la détermination des États-Unis d'aller de l'avant avec la mise sur pied d'un système national de défense antimissiles, malgré le fait que ceci constitue une violation du Traité sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques. En tant que partenaire indispensable dans le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD-C), il est évident que le Canada a un intérêt majeur dans le dénouement de cette initiative mal inspirée.

Ces politiques et programmes sont un affront manifeste à toutes les nations qui, à la demande des États-Unis, ont consenti au prolongement indéfini du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et elles confrontent ouvertement les autres nations au besoin de créer leurs propres armes nucléaires.

### **Les États-Unis gardent leurs distances**

Laissons maintenant les mesures militaires conflictuelles dangereuses pour nous pencher sur une autre forme de confrontation. Il s'agit de la mauvaise grâce manifestée par les États-Unis à s'engager ou à soutenir des mesures de coopération constructives au sein de la communauté internationale. En tant que superpuissance mondiale, nous gardons nos distances face à la communauté. Un tel isolement de plus en plus grand est pernicieux et met en danger nos intérêts à

long terme aux plans économique, politique et militaire. Voici plusieurs exemples particuliers, dont l'un présente un intérêt spécial pour le Canada.

L'exemple le plus pur d'isolement en hausse a trait à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Les négociations dans le cadre de cette initiative majeure visant à élaborer le droit international ont commencé en 1958 avec une participation et un leadership vigoureux de la part des États-Unis. Ce processus a pris 24 ans pour enfin porter fruit dans la Convention de 1982 sur le droit de la mer, et il reflétait pratiquement toutes les demandes américaines, à l'exception des dispositions de l'article XI relativement à l'exploitation minière du fond océanique. Pour cette raison, les états industrialisés, dirigés par les États-Unis, ont refusé de ratifier la convention.

Douze autres années de négociations ont suivi, au cours desquelles les États-Unis ont insisté pour que des modifications soient apportées à l'article XI, qui ont finalement mené à la signature américaine et à la mise en vigueur de la convention en 1994.

Six ans plus tard, les États-Unis ne l'ont toujours pas ratifiée. Bref, nous isolons l'Amérique de l'élaboration d'un ensemble de droit international qui couvre 70 pour cent de la surface de la terre et qui protège la liberté de navigation, la pêche, l'environnement océanique et la richesse du fond marin partout dans le monde. Qui pis est, nous faisons ceci même si les dispositions de la Convention ont été façonnées par le biais d'un vigoureux leadership américain en vue de protéger tous les intérêts des États-Unis en matière de politique, d'économie et de sécurité. Il est difficile de concevoir un échec plus insensé et moins perspicace dans l'avancement de la règle de droit au sein de l'ordre mondial, un échec plus certain de générer éventuellement des confrontations inutiles avec d'autres nations.

En 1998, un échec similaire s'est produit à Rome. Dans ce cas-ci, les négociations portaient sur les dispositions relatives à l'établissement d'une Cour criminelle internationale. Durant les premières phases de cette initiative, les États-Unis étaient les principaux adeptes de la mise sur pied d'un tribunal international permanent qui trancherait les questions de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. En effet, nous nous affairions à créer un successeur permanent au Tribunal de Nuremberg et à éliminer le besoin d'arrangements *ad hoc* pour des organismes spéciaux tels que celui qui siège maintenant à La Haye pour se pencher sur les crimes commis pendant le démembrement de la Yougoslavie. Malheureusement, nos efforts étaient orientés vers la création d'un tribunal qui demeurerait fermement sous le contrôle du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Là, les États-Unis pouvaient exercer leur droit de veto si la CCI comptait agir d'une manière jugée hostile aux intérêts américains. Pendant des délibérations de plus en plus acrimonieuses à Rome, l'insistance des États-Unis à conserver un moyen de refuser d'admettre la compétence de la CCI a soulevé un tollé de critiques à l'égard de la position américaine, même de la part de nos amis et alliés les plus proches. À Rome, le vote final sur le statut de la CCI a été de 120-7 contre la position des États-Unis. Ce qui n'a fait qu'envenimer les choses dans cette défaite écrasante, c'est que les États-Unis se sont retrouvés du même côté que des nations telles que l'Iraq, la Libye

et le Yémen, des états radicaux peu connus pour leur respect des droits de la personne et de la règle de droit. Il est fort ironique que la principale démocratie du monde ait choisi de s'exclure de cette initiative. Il est encore plus décourageant que ceci ne représente qu'un effort de plus parmi les nombreux autres auxquels les États-Unis refusent de donner suite en vue d'établir des normes internationales équitables et pacifiques.

Un autre exemple de rejet, par les États-Unis, de mesures positives visant à créer un monde plus sûr et pacifique est la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines terrestres antipersonnel, qui est entrée en vigueur l'année dernière avec un vigoureux leadership canadien. Le président Clinton a concédé que les États-Unis pourraient éventuellement envisager d'adhérer au traité, mais qu'il fallait d'abord trouver des alternatives militaires à ces engins qui tuent au hasard des soldats comme des civils innocents. Entre-temps, nous ne tenons pas compte du fait que plus de 133 nations se sont déjà engagées envers cette interdiction, en opposition avec des nations telles que la Chine, l'Iraq, l'Iran, la Syrie, le Congo et Cuba.

### **La perte d'une occasion très précieuse**

Il semble évident qu'en tentant de perpétuer un concept de relations extérieures basé sur la puissance militaire, les États-Unis perdent une occasion très précieuse de passer d'une position conflictuelle à une position de coopération. Le dernier livre de Jonathan Schell, *The Gift of Time*, met l'accent sur le besoin d'éliminer les armes nucléaires pendant qu'il n'existe aucune menace active à la sécurité américaine, à l'exception des armes nucléaires. Dans la même veine, les États-Unis peuvent se prévaloir du temps qui leur est accordé pour élaborer une nouvelle approche à long terme en matière de sécurité au 21<sup>e</sup> siècle.

À ce sujet, il y a une analogie entre le besoin de se débarrasser de toutes les armes nucléaires et le besoin de créer une communauté internationale coopérative composée de nations vivant en paix les unes avec les autres et gouvernées en vertu de la règle de droit. La première similitude est que personne – aucun individu ou groupe – n'est assez sage aujourd'hui pour dire comment ou quand nous pouvons réaliser l'un ou l'autre objectif. Il est présentement impossible de prévoir ou de prescrire toutes les conditions qui doivent exister avant que les armes nucléaires soient abolies; ou comment un système de gouvernance mondiale peut être établi. De nos jours, la réalité est que la nation la plus puissante du monde déclare que les armes nucléaires constituent la pierre angulaire de notre sécurité, et que la même nation refuse d'abandonner la plus petite parcelle de souveraineté nationale dans le cadre de ses relations internationales. Comment les idéaux peuvent-ils l'emporter sur de telles réalités? La réponse est la même pour les deux efforts. Lentement, mais sûrement.

Pour ce qui est de l'abolition des armes nucléaires, les étapes sont : la ratification du traité d'interdiction complète des essais; la déclaration universelle d'une politique du non-emploi en premier; la diminution du niveau d'alerte des armes stratégiques; la séparation des cônes de charge et des vecteurs; des réductions importantes dans les arsenaux nucléaires, jusqu'à ce que 32 000 armes deviennent 5 000, 1 000, puis 500. Ensuite, nous espérons que ceux qui suivront

notre exemple seront assez sages pour trouver le moyen d'éliminer les dernières armes nucléaires sur terre. Pouvons-nous être certains de réussir? Non, mais nous pouvons être certains que le monde deviendra de plus en plus sûr à chaque étape. À mesure que le danger de catastrophe nucléaire s'amenuisera, chaque étape successive deviendra plus évidente et plus bénéfique, jusqu'à ce que les bienfaits de l'abolition deviennent irrésistibles et inévitables.

Dans un processus absolument parallèle, les progrès entre la confrontation et la coopération peuvent être réalisés étape par étape grâce à des mesures pratiques de coopération internationale telles que l'accession des États-Unis à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Dans cette seule étape, les États-Unis accepteraient la compétence des tribunaux et panels internationaux capables de résoudre de manière pacifique les différends internationaux dans des régions couvrant 70 pour cent de la surface terrestre.

Une autre étape consiste à obtenir l'acceptation américaine relativement à la compétence de la Cour criminelle internationale et à l'augmentation des soumissions de différends aux fins d'adjudication par la Cour internationale de Justice à La Haye. L'accession au Traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines terrestres antipersonnel constituerait une autre action positive. Toutes ces mesures individuelles sont déjà largement acceptées dans la communauté internationale et dans les circonscriptions actives aux États-Unis.

Tout comme les progrès réalisés avec patience et insistance en vue du désarmement nucléaire permettront d'éliminer les armes nucléaires qui menacent l'humanité, les progrès réalisés progressivement dans le domaine de la coopération internationale permettront d'augmenter la confiance et l'appui envers le concept de la gouvernance mondiale. Ce n'est qu'à ce moment-là que nous pourrions enfin nous tourner vers l'Organisation des Nations Unies et l'aider à actualiser le rôle de gardienne de la paix mondiale pour lequel elle a été créée il y a 50 ans.

### **Les États-Unis ne peuvent faire cavalier seul pour toujours**

Une fois de plus, les États-Unis doivent mener la voie vers le 21<sup>e</sup> siècle. Aussi longtemps que les leaders américains continueront de croire que, en tant que nation la plus puissante du monde, nous seuls pouvons proclamer et appliquer les normes et jugements américains partout dans le monde, nous serons voués à la confrontation et à un isolement croissant dans un monde de plus en plus prêt à adopter les normes globales et la tenue pacifique des relations internationales. Le vote de 120-7 contre les États-Unis à Rome n'était qu'une autre signe avant-coureur des dangers qui nous guettent en raison du recours chauvin à la puissance américaine pour promouvoir les intérêts politiques et économiques des États-Unis dans une communauté internationale mutuellement complémentaire. Peut-être aujourd'hui les leaders américains croient-ils que nous sommes capables de subir les conséquences d'un tel comportement, mais l'option de faire cavalier seul à titre de seule superpuissance du monde ne sera désormais plus abordable ou réalisable.

La sécurité et le bien-être futurs de tous les Nord-Américains reposent sur bien plus que des porte-avions, des bombardiers stratégiques et un système national de défense antimissiles. Comme

le démontre de façon frappante la situation tragique actuelle au Kosovo, la baguette magique superpuissante des États-Unis ne peut faire disparaître les problèmes de longue date. À vrai dire, il n'existe aucune solution militaire aux différends ethniques, religieux, politiques et historiques sous-jacents à la violence que l'on trouve là et ailleurs dans le monde. Notre sécurité, et la solution à de tels problèmes futurs, seront encouragées beaucoup plus efficacement par les politiques étrangères judicieuses que les États-Unis pourront élaborer en vue de s'éloigner de la confrontation et de se rapprocher de la création d'un ordre mondial pacifique, équitable et coopératif au 21<sup>e</sup> siècle. Je sais que nous pouvons compter sur les Canadiens et les Canadiennes pour faire figure de participants fiers, actifs et créatifs dans le cadre des initiatives pour créer un tel monde.

Shalom



## 2. Exposés des panels

### **Premier panel : Les causes des conflits et de la violence**

#### **Patience et perspectives à long terme**

**Élisabeth Barot**

*(résumé de la rapporteure)*

Dans son thème général, M<sup>me</sup> Barot faisait valoir qu'il est nécessaire pour nous de développer une culture de patience et d'examiner à long terme notre façon de gérer le changement. Pour le moment, la menace la plus sérieuse à l'égard de la paix est l'impatience face à un système qui subit le stress occasionné par le changement.

La violence n'est pas innée, pas plus qu'elle n'est inévitable. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) s'est engagée à prévenir les conflits violents et à bâtir une culture de la paix par le biais de l'éducation. Il n'existe aucune recette miracle pour créer une culture de la paix; néanmoins, les stratégies d'éducation à long terme doivent être perçues comme un ingrédient vital dans la prévention des conflits éventuels. De telles stratégies d'éducation doivent être guidées par des principes démocratiques et participatifs. Il s'agit d'un engagement envers la gestion à long terme du changement, plutôt que notre utilisation actuelle de la gestion à court terme des crises.

M<sup>me</sup> Barot s'est penchée sur des domaines d'importance cruciale pour une culture de la paix et pour l'avenir de l'humanité :

- (1) la biodiversité;
- (2) la diversité culturelle;
- (3) l'accès à l'information.

Nous devons déterminer si nous avons développé la capacité de contrôler la mise en oeuvre des conventions internationales complexes qui traitent de ces questions. Nous devons donner suite à nos engagements à l'égard de ces questions, et ce, d'une manière inclusive qui permette le dialogue ainsi que la solidarité et la coopération internationales.

#### **Problèmes en matière de réglementation des aliments**

(1) Les problèmes relatifs à la biodiversité soulèvent des questions complexes, et il nous faut développer la capacité et la coordination institutionnelles pour les maîtriser, autant à l'échelle domestique qu'à l'échelle internationale.

Les récents débats sur la réglementation globale des organismes génétiquement manipulés (OGM)

illustrent la complexité des questions liées à la biodiversité. Par exemple, en mai 2000, une pétition a été présentée au gouvernement canadien par le *Sierra Legal Defence Fund* au sujet de notre protection contre les dangers potentiels associés aux aliments génétiquement modifiés. De toute évidence, il s'agit là d'une question qui relève de la sécurité alimentaire et du développement durable. Une réponse collective à cette pétition a été diffusée le 7 septembre par six ministres canadiens (on en présente un résumé sur le site Web de l'Agence canadienne d'inspection des aliments : [www.cfia.agr.ca](http://www.cfia.agr.ca)). À première vue, la réponse semble bien équilibrée et décrit les normes de haute qualité utilisées pour contrôler les produits développés par le biais d'applications de recherche en biotechnologie. Pour ce qui est de l'environnement et de la santé, elle décrit le système de freins et de contrepoids qui est en place ainsi que la nouvelle législation en voie de préparation.

Le Canada a fait du développement durable le pivot de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, le principal acte législatif en matière de protection de l'environnement au pays. Le gouvernement canadien a confirmé dans son Guide de l'écogouvernement (« Guide ») qu'il existe trois dimensions au développement durable, qui doivent être intégrées : les dimensions sociale, économique et environnementale. Le Guide fait remarquer qu'une telle approche intégrée doit être basée sur des principes scientifiques objectifs, y compris la reconnaissance du principe de prudence – la réglementation ne peut simplement être réactive et se contenter de réagir aux problèmes après qu'ils surviennent.

La réglementation globale des OGM soulève des questions relativement aux trois dimensions du concept de développement durable. La réponse du gouvernement, le 7 septembre, cherche à rassurer le public et donne l'impression que tout est sous contrôle, que tout est fait dans l'intérêt général.

Néanmoins, nous devons nous poser des questions au sujet de ces paroles rassurantes. Pouvons-nous être certains que tous les gouvernements du monde, dans le contexte de la réduction des effectifs des bureaucraties publiques, disposent d'un personnel assez nombreux pour préparer une telle approche intégrée? Au Canada, la législation relative à cette question sera-t-elle adoptée, ou se terminera-t-elle par une impasse, comme le projet de loi sur la reproduction qui a été abandonné dans bon nombre de législatures et qui figure encore dans le *Feuilleton* (l'ordre du jour des séances de la Chambre)? Pouvons-nous nous attendre à ce que tous les pays du monde soient en mesure de supporter le fardeau de la vérification, qui est techniquement complexe et parfois impossible à réaliser en l'absence de ressources adéquates? Vu le rythme du changement et la complexité technique des développements dans ce domaine, comment pouvons-nous être certains que le public sera sensibilisé aux développements dans la recherche et la production des OGM et qu'il pourra donner son avis?

Il est clair que les ONG ont un rôle crucial à jouer dans la sensibilisation et l'examen du public dans ce domaine. L'autre leçon qui doit être apprise dans ce cas-ci est le besoin urgent de développer et renforcer le pouvoir de réglementation des gouvernements dans ces domaines d'une grande complexité.

Une culture de la paix nécessite l'engagement de tous à l'égard de la contribution à un avenir durable pour sept générations.

### **L'exclusion peut engendrer la violence**

(2) Dans le cadre de l'élaboration d'une culture de la paix, nous devons respecter les diversités culturelles et les aider à prospérer, tout en respectant le droit de tous à vivre en harmonie avec la nature. L'exclusion sous toutes ses formes présente un potentiel de violence. Dans un monde de plus en plus diversifié, il nous faut être conscients des dangers de l'exclusion et de la marginalisation, qui réduisent notre capacité de vivre ensemble en paix.

Comment allons-nous assurer la gouvernance démocratique de ces sociétés de plus en plus diversifiées? Au sein des sociétés, l'exclusion doit être abordée par le biais de politiques de cohésion sociale qui ont un effet sur le comportement et les attitudes – y compris la prise de confiance en soi, une meilleure compréhension mutuelle entre groupes, de meilleures lois pour protéger les groupes minoritaires, et des programmes d'éducation civique – et qui sont supposées faire de toute personne un citoyen responsable de ce monde dans lequel nous vivons. L'éducation pour la paix, pour les droits de la personne et pour la démocratie est cruciale si l'on veut habiliter les gens et prévenir les conflits éventuels.

Périodiquement, l'Unesco demande aux états membres de rendre compte de leurs activités en matière d'éducation pour la paix, pour les droits de la personne et pour la démocratie. Le rapport canadien doit paraître à la fin de cette année. Sa première ébauche fait état des nombreuses méthodes grâce auxquelles nous avons commencé, au Canada, à réfléchir sur l'éducation dans le contexte de nos droits et responsabilités. Des travaux intéressants ont été entrepris dans certaines provinces, où les étudiants, la collectivité et les représentants scolaires se réunissent pour élaborer les règles en vertu desquelles ils géreront leur classe. La résolution des conflits est organisée de manière démocratique et est liée aux cours sur les droits de la personne et sur la résolution pacifique des conflits.

Les parcs publics et les festivals sont des outils efficaces pour créer des expériences et des souvenirs communs.

Au Canada, nous ne disposons pas de solutions faciles à toutes les questions complexes soulevées par la diversité sociale, mais nous sommes très conscients de l'importance de notre diversité et cherchons attentivement des moyens de mieux nous organiser pour vivre ensemble. Les recherches effectuées dans ce domaine à l'échelle municipale, provinciale et fédérale améliorent nos capacités de réagir aux défis présentés par la diversité culturelle.

Ce n'est partout pas le cas. Par exemple, les personnes déplacées constituent un fardeau dans bon nombre de pays. Souvent, dans ces pays, le statut légal des personnes déplacées est incertain, et elles deviennent victimes de toutes sortes d'abus. Des études collectives sont entreprises par l'Unesco sur la gestion de la transformation sociale dans les sociétés pluriethniques. Il est essentiel

d'appuyer la recherche sur la manière dont nous vivons ensemble dans les sociétés pluriethniques, et de contribuer à l'élaboration de la législation et au développement de la capacité institutionnelle de tous les pays en matière de soutien et d'encouragement des droits de la personne.

Dans le cadre de nos travaux visant à réaliser une culture de la paix, nous devons respecter et promouvoir la diversité culturelle, tout en respectant le droit de tous à vivre en harmonie avec la nature.

### **Les inégalités dans la technologie de l'information**

(3) Vu l'impact considérable des révolutions dans les technologies de communications et dans la nouvelle économie axée sur les connaissances, il est particulièrement urgent de tenir compte du « bien collectif » en matière d'accès à l'information. De toute évidence, il est très important que nous soyons en mesure de déterminer quels intérêts sont représentés dans le cadre de ces nouveaux développements. Les différences en matière de richesses, de conditions d'accès à l'éducation et de potentiel de production intérieure se traduisent par des niveaux d'accès (et d'exclusion) différents à ces nouveaux développements axés sur l'information. De plus, la concentration des entreprises, les droits de propriété intellectuelle, la prédominance de l'anglais dans le cyberspace, la protection de la vie privée, la sophistication de la technologie de surveillance et les efforts gouvernementaux pour restreindre le cheminement de l'information en ligne soulèvent tous de grandes inquiétudes au sujet de l'accès et du contrôle des connaissances.

Une culture de la paix nécessite le respect de la contribution de toutes sortes de connaissances ainsi que le partage de ces connaissances dans une solidarité visant à trouver un juste équilibre entre les individus et la nature.

Comment pourrions-nous concilier les intérêts des « donneurs » d'information avec ceux des « utilisateurs » d'information? Par exemple, les populations autochtones, qui ont été ciblées par les chercheurs en diversité génétique humaine, ont été particulièrement sensibles à cette question et ont suivi de près les travaux de l'Unesco sur l'élaboration de la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme.

Dans ce contexte, l'impératif moral consiste à formuler un concept de l'intérêt général et à adopter une perception équilibrée des besoins des utilisateurs et communicateurs d'information et des fournisseurs d'accès et de contenu partout dans le monde. De plus, le problème pratique correspondant consiste à identifier et développer des organismes capables de donner une voix efficace à ce concept.

Pour conclure, nous devons promouvoir une prise de conscience des complexités de ces questions et développer des capacités multilatérales en vue d'aborder ces défis, tout en étant guidés par le principe de précaution.

## *Deuxième panel : La nouvelle diplomatie : la consolidation de la paix*

### **Le chemin vers la consolidation de la paix: révolution en cours**

**Janis Alton**

*(résumé de la rapporteure)*

De nos jours, les déclarations officielles de haut niveau promettent généralement de soutenir et de mettre en oeuvre deux propositions longtemps mises de l'avant par les organismes non gouvernementaux et la société civile :

- La transition de la guerre à la paix a grandement besoin de partenariats renforcés entre l'Organisation des Nations Unies et son système, les gouvernements, et les organismes de la société civile (l'essence de la « nouvelle diplomatie »).
- La participation intégrale des femmes aux processus de paix est essentielle.

Le présent document met surtout l'accent sur la vision et l'activisme des femmes dans les domaines de la démilitarisation et de la sécurité, dans le cadre de leur contribution à ces changements radicaux.

### **Leadership précoce**

Bien que leurs efforts n'aient que fort peu été reconnus par les historiens, les femmes militent publiquement en faveur de la paix depuis plus d'un siècle. En 1899, la baronne Bertha von Suttner publiait *Die Waffen Nieder* (Déposez vos armes), un roman antimilitariste qui est devenu un succès de librairie à l'échelle internationale. Son intention était d'élargir les horizons du mouvement international pour la paix et de susciter un intérêt dans des solutions de remplacement à la guerre : l'arbitrage, la règle de droit, et une fédération des états européens. Elle désirait influencer l'élite gouvernante, et son livre a eu un impact sur des hommes influents de l'époque, y compris Léon Tolstoï et Alfred Nobel. Birgit Brock-Utne suggère que la première conférence de La Haye pourrait ne pas avoir eu lieu si le tsar Nicolas II de Russie n'avait pas été influencé par son livre. Après avoir réclamé la tenue d'une conférence internationale « pour former une alliance de toutes les nations éprises de paix qui se rencontreraient à La Haye en vue de préserver la paix mondiale et d'abandonner toute forme de conflit », vingt-six pays ont répondu à l'appel, bien qu'ils aient modifié le programme du tsar pour y inclure les lois de la guerre. Cet événement a donné lieu à la création, en 1899, d'un tribunal spécial (le Tribunal de La Haye) pour l'arbitrage des différends. En 1907, la deuxième conférence de La Haye a mené à l'établissement d'une Cour permanente d'arbitrage international, inaugurée en 1913.

Exclue de la gestion des affaires étrangères et de la défense, l'autorité des femmes était également minimale, même dans les organismes pacifistes des deux sexes. Ceci a mené à l'établissement de sociétés entièrement féminines se préoccupant de la vie humaine et utilisant des ensembles variés de techniques non violentes.

## **Des sociétés pacifistes entièrement féminines**

Le Congrès des femmes s'est ouvert en avril 1915, à La Haye. Environ 1 200 femmes, pour la plupart des suffragettes de pays occidentaux, autant « ennemies » que neutres, ont réussi à y prendre part. Profitant de la présence de certaines des personnalités radicales les plus connues de l'époque, les participantes à la réunion ont mis l'accent sur le règlement pacifique des différends internationaux et sur le suffrage des femmes. Une professeure canadienne à l'Université du Wisconsin, Julia Grace Wales, a peaufiné un plan de médiation permanente (maintenant appelé « diplomatie de la navette ») pour mettre fin à la guerre. Elles ont été bien accueillies par des premiers ministres, des ministres des Affaires étrangères, le Pape et le Roi de Suède, mais, en général, on leur a dit que l'heure n'était pas aux négociations et que la guerre devait suivre son cours jusqu'à la fin. Malgré tout, elles se sont affairées à mettre sur pied une organisation pacifiste permanente, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL), qui existe toujours. Bruna Nota, membre de La Voix des femmes canadiennes pour la paix, en est la présidente actuelle.

Néanmoins, l'isolement des femmes s'est maintenu par rapport aux courants politiques dominants, phénomène qui est peut-être lié à la tyrannie permanente qu'exerce « la plus vieille profession de l'homme », mais pas à la menace de pourrissement que fait planer cette dernière sur la démocratie à travers le monde. Quarante-cinq ans après la création de la LIFPL, cette exclusion persistante propulsait La Voix des femmes canadiennes pour la paix (ou VDF) sur la scène canadienne. Lors de leur visite au Parlement cette année-là, les membres de l'organisme ont demandé que le Canada soit déclaré pays non nucléaire et ont exhorté les États-Unis à mettre fin aux essais nucléaires dans l'atmosphère. La prestation de La Voix des femmes a suscité la dérision dans certains milieux hostiles, comme l'ont démontré les tribunes libres de divers journaux, mais le mouvement a poursuivi son travail.

Le gouvernement progressiste-conservateur de John Diefenbaker a dit à la VDF de « retourner à la maison et se syndiquer ». Des milliers de femmes ont été attirées par le mouvement, y compris Maryon Pearson, dont le mari, « Mike », était alors chef du Parti libéral et de l'opposition. Des femmes extrêmement compétentes telles que Thérèse Casgrain, Kay Macpherson et Grace Hartman sont devenues leaders du mouvement. Quarante ans plus tard, avec un budget restreint, les bénévoles de la VDF poursuivent leur imposant travail pour la paix, de Burnt Church au Burundi.

## **Les femmes font pression en faveur d'une « vraie » sécurité démilitarisée**

En 1962, la VDF convoquait une Conférence internationale des femmes pour évaluer les mesures à prendre au sujet de la menace nucléaire. Cet événement a donné lieu à une demande à l'Organisation des Nations Unies pour une Année internationale de la paix (ultérieurement proclamée Année des Nations Unies pour la coopération internationale en 1965) et à une demande au gouvernement canadien pour que le Canada appuie l'appel international pour un traité sur l'interdiction des essais nucléaires. En 1985, Marion Kerans, membre de la VDF, a coordonné une

Conférence internationale de la femme pour la paix soulignant la fin de la Décennie des Nations Unies pour la femme. Trois cent cinquante femmes du monde entier sont venues à Halifax pour discuter de la vraie sécurité et des alternatives dont disposent les femmes pour négocier la paix. Au *Peace Tent*, à Nairobi, Margaret Fulton, présidente de l'Université Mount Saint Vincent, a prononcé la puissante déclaration de la conférence d'Halifax.

Ces initiatives internationales ont altéré la définition militaire de la « sécurité », l'associant à la pauvreté, la militarisation et la violence, et ce, neuf ans avant que le rapport des Nations Unies sur le développement humain (1994) propose de remplacer la notion restreinte de sécurité nationale par une « notion universelle de sécurité humaine ». Tout de même, ce rapport n'a pas abordé les dommages du « système de guerre », une perception féministe de la signification réelle de la « sécurité » qui circulait alors au sein du mouvement des femmes pour la paix.

### **Liens avec les Nations Unies**

Il est difficile pour les groupes pacifistes féminins d'avoir accès aux discussions des Nations Unies sur le désarmement, malgré que quelques progrès modestes aient été réalisés en ce sens. En 1989, une petite équipe de la VDF, dont M<sup>mes</sup> Alton et Crosby faisaient partie, a été invitée par le Comité des ONG sur le désarmement à préparer un exposé oral de cinq minutes pour la Troisième session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement (UNSSOD 3). Dès que la parole a été accordée aux ONG, la plupart des délégués officiels sont partis sans entendre notre demande « d'augmenter la participation des femmes dans le cadre de leurs processus de paix et de désarmement ». En 1990 à Vienne, nous avons combiné des pressions continues pour notre recommandation à la Commission de la condition de la femme (susitant peu d'intérêt à l'égard notre point de vue, bien que l'accès se soit amélioré) avec des recommandations faites aux diplomates engagés dans la poursuite de la discussion entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie sur la réduction des forces mutuelles, où nous avons eu des échanges intéressants.

La situation s'était quand même améliorée depuis 1975, alors qu'une proposition de certains groupes pacifistes féminins en vue d'ajouter les questions de paix à l'ordre du jour d'une conférence intergouvernementale tenue à Mexico a été rejetée, à l'exception de l'inclusion d'un panel sur le désarmement, à la demande expresse du lauréat du Prix Nobel, Sean McBride. Deux femmes faisaient partie du panel, un développement spectaculaire pour l'époque.

Dans les années 1990, la vague de conférences sur les politiques internationales a eu pour effet que des questions telles que la sécurité environnementale et économique, les droits de la femme en tant que droits de la personne, les habitats décents, l'abolition des mines terrestres et l'établissement d'une cour permanente pour la poursuite en justice des crimes de guerre, y compris les crimes fondés sur le sexe, ont été de plus en plus abordées. Ces événements ont entraîné un effort plus marqué pour documenter la contribution des femmes à la consolidation de la paix. Ils ont également augmenté le nombre de processus de partenariat entre les organisations de la société civile et les gouvernements.

Un point saillant de la « nouvelle diplomatie » a été la Conférence internationale pour l'abolition de la guerre, qui s'est tenue à La Haye en mai 1999, sous la direction des organisations de la société civile. Contrairement à la conférence précédente qui, en 1899, avait été dirigée uniquement par les gouvernements, celle-ci réunissait 10 000 délégués des ONG et des gouvernements dans une assemblée libre. L'ordre du jour soulignait les éléments interdépendants de la sécurité humaine et a mené au lancement de la campagne mondiale *Women Building Peace*. En juillet 1999, le plan d'action en 50 points, « L'Agenda de La Haye pour la paix et la justice au XXI<sup>e</sup> siècle », a été accepté en tant que document officiel des Nations Unies.

### **Beijing 1995 - un événement marquant**

La Quatrième conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995, a été le plus important rassemblement de femmes de l'histoire, soit 40 000, dont la plupart s'étaient réunies dans le cadre du Forum des ONG sur les femmes, *Look at the World through Women's Eyes*. Les médias ont à peine couvert ces événements non gouvernementaux, se concentrant surtout sur la conférence officielle.

Grâce aux possibilités régionales des Nations Unies, des milliers de femmes des ONG ont contribué à la préparation de la déclaration et du programme d'action de Beijing. La mise en oeuvre à tous les niveaux devait contribuer aux compétences des femmes en matière de consolidation de la paix. L'Unesco l'utilise comme principal outil de référence dans le cadre de son programme « Les femmes et la culture de la paix », et c'est l'outil auquel on a recours pour mesurer la mise en oeuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Les parties intéressées semblent maintenant partager certaines hypothèses fondamentales au sujet de la sécurité mondiale :

- La « dépendance » militaire est préjudiciable à la sécurité.
- Les femmes sont exclues du pouvoir décisionnel.
- Les conférences des Nations Unies ont aidé le mouvement féministe mondial, dont le défi de la sécurité fait partie intégrante.

Cependant, cinq années après Beijing, les ressources allouées à la mise en oeuvre se font rares partout. Un nouveau porte-parole des ONG, la *Canadian Feminist Alliance for International Action* (FAFIA), une coalition de 40 membres dont la VDF fait partie, a publié une critique mordante de l'échec du Canada à concrétiser même une fraction des stratégies pour lesquelles des engagements ont été pris à Beijing. La conclusion était que le Canada n'a pas encouragé l'égalité des femmes et ne prend pas au sérieux les liens qui existent entre les rapports entre les sexes, la pauvreté, la santé et l'environnement, entre la violence et l'inégalité, entre la participation démocratique et le pouvoir décisionnel sain. Seules les provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario se sont données la peine de compléter un questionnaire (d'une page) des Nations Unies sur la mise en oeuvre du programme d'action. Par défaut, le gouvernement fédéral a produit les réponses.



## Les femmes, la paix durable et le Conseil de sécurité

Bien que certaines femmes se soient taillées une place à la table des négociations de paix dans les pays ravagés par des conflits – Afrique du Sud, Burundi, Guatemala, Cambodge, Libéria, Israël et Irlande du Nord – l'exclusion constitue la norme. Lorsqu'elles le peuvent, les femmes sont les principales adeptes des programmes de logement, d'enseignement et de garderie d'enfants. Elles préconisent des stratégies et des programmes visant à avantager les femmes ainsi que la société dans son ensemble. Elles altèrent la perception des rôles que les femmes peuvent jouer.

Cette année, lors des préparatifs pour les célébrations de la Journée internationale de la femme aux Nations Unies à New York, le président du Conseil de sécurité pour le mois de mars, A.K. Chowdhury, du Bangladesh, a présenté aux délégués sa déclaration présidentielle au sujet du rôle précieux que jouent les femmes dans le rétablissement et la consolidation de la paix, et a laissé entendre que d'autres mesures affirmatives pourraient être prises par le Conseil de sécurité.

Il y a des signes de réforme qui s'avéreront avantageux pour toutes les ONG dans leur accès aux Nations Unies. Si cela comprend des dispositions en vue de l'inclusion systématique des femmes dans le processus de cet organisme pour se pencher sur les questions de conflits politiques, il s'agira là d'un véritable progrès révolutionnaire.

## La plate-forme de la sécurité humaine du Canada : un strict minimum

Ann Denholm Crosby

Depuis l'examen de la politique étrangère du gouvernement libéral en 1994-1995, et pour faire écho aux voix fortes et motivées qui s'y sont fait entendre, le discours et la pratique de la sécurité humaine ont été à l'avant-plan de nos préoccupations dans le programme de politique étrangère du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI).

Dans la pratique, le gouvernement a entrepris un certain nombre d'initiatives de sécurité humaine et participe à certaines autres.

- Le Canada a contribué, par le processus d'Ottawa, à mener à terme la Convention sur les mines terrestres antipersonnel. La convention interdit l'utilisation des mines terrestres antipersonnel partout dans le monde. Elle oblige les états à détruire leurs réserves stratégiques, à retirer les armes d'où elles avaient été implantées autour du globe, et à aider à réhabiliter les victimes de mines terrestres et leurs sociétés.
- Le gouvernement fait figure d'intervenant principal, ainsi que toute une gamme d'ONG et d'OGI, dans les efforts pour contrôler l'utilisation, le déplacement et la prolifération des armes légères partout dans le monde.
- Ottawa a également joué un rôle clé dans l'élaboration du cadre de la Cour criminelle internationale.
- Il se penche activement sur les questions des enfants-soldats et des enfants victimes de conflits armés.

En conséquence directe de l'examen de la politique étrangère, le gouvernement a également mis sur pied la Direction générale des enjeux humains et mondiaux, qui est responsable de toute une gamme de questions – sinon de toutes les questions – associées à la sécurité humaine. La Direction a des intérêts communs avec le travail qui se fait au sein de l'Agence canadienne de développement international (CIDA) en matière de sécurité humaine, cette dernière étant également responsable de l'administration de l'Initiative canadienne de consolidation de la paix, qui a vu le jour en 1996.

Une bonne part de cette activité s'est faite sous la tutelle de Lloyd Axworthy, prochainement ex-ministre des Affaires étrangères, qui a articulé la nature de la sécurité humaine dans un certain nombre de tribunes au Canada et ailleurs dans le monde, y compris les Nations Unies.

La sécurité humaine, a-t-il dit, « comprend la sécurité contre les privations économiques, une qualité de vie acceptable, et la garantie des droits de la personne ». Arriver à ces fins nécessite « la règle de droit, une saine gestion des affaires publiques, un développement durable et l'équité sociale » (Lloyd Axworthy, *Canada and Human Security: The Need for Leadership*. International Journal 53, 2 [printemps 1997], 84). Il fait valoir que le but des initiatives de sécurité humaine est de « mettre en place les conditions minimales dans lesquelles un pays peut prendre en main sa destinée, pour

faire en sorte que le développement social, politique et économique devienne possible » (Extrait du discours « Building Peace To Last: Establishing a Canadian Peacebuilding Initiative » prononcé par le ministre Axworthy à l'Université York le 30 octobre 1996).

Comme telle, une plate-forme de la sécurité humaine localise la sécurité chez l'individu, seul ou en collectivité, et comprend les sortes de questions pour lesquelles la Direction générale des enjeux humains et mondiaux est responsable, et qui sont décrites par un ancien chef de la Direction générale comme :

« l'environnement mondial, les droits de la personne, les questions relatives aux enfants (p. ex. les travailleurs juvéniles, les enfants de la guerre, l'exploitation sexuelle des enfants), la problématique homme-femme, les jeunes, la politique humanitaire, la prévention des conflits et la consolidation de la paix après les conflits, le terrorisme, la criminalité et les drogues illégales, la santé, la croissance de la population, la migration et les réfugiés, ainsi que les affaires circumpolaires et autochtones » (David Malone, *The Global Issues Biz: What Gives? dans A Big League Player?, [Canada Among Nations Series]*, Université Carleton, 1999, 197) .

Une autre caractéristique distinctive de la pratique de la sécurité humaine est qu'elle se fait par le biais du « pouvoir discret ». Toujours selon M. Axworthy, les méthodes de pouvoir discret comprennent « les compétences en communication et en négociation, la mobilisation de l'opinion, le travail au sein d'organismes multilatéraux, et la promotion des initiatives internationales » qui mettent l'accent sur la sécurité de l'individu, par opposition à la sécurité de l'État. Ces compétences, explique-t-il, sont particulièrement convenables pour aborder la plate-forme de la sécurité humaine, les sortes de questions de sécurité qui « n'opposent pas un état à un autre, mais plutôt un groupe d'états à divers défis transnationaux » (Lloyd Axworthy et Sarah Taylor, *A Ban for all Seasons, International Journal*, 52:2 [printemps 1998] toutes citations extraites de la page 192).

Ensemble, le discours et la pratique de la sécurité humaine, y compris son recours au pouvoir discret, constituent un élément important de ce que cette conférence appelle la nouvelle diplomatie – et le Canada a été félicité (et, en fait, se félicite lui-même) pour la place importante qu'il accorde à la sécurité humaine et aux initiatives qu'il a mises en oeuvre en ce sens.

Ce que je désire faire à ce moment-ci, c'est jeter un bref coup d'oeil sur la plate-forme de la sécurité humaine du gouvernement, à la lumière des principaux intérêts du MAECI en matière de politique étrangère et de ceux du ministère de la Défense nationale (MDN) en matière de puissance coercitive ou militaire. Dans un tel contexte, il est difficile de déterminer jusqu'à quel point ces félicitations sont justifiées, parce qu'il n'est pas clair que le discours et la pratique de la sécurité humaine tels qu'exercés par le gouvernement représentent un changement important dans les intérêts du statu quo.

### **Les principaux intérêts du MAECI en matière de politique étrangère**

Depuis (et, d'après certains, malgré) l'examen de la politique étrangère de 1994-1995, le principal intérêt du gouvernement libéral à cet égard a été (comme il en est fait état dans *Le Canada dans*

*le monde*, la réponse encore pertinente du gouvernement à l'examen de la politique étrangère) « la promotion de la prospérité et de l'emploi » pour les Canadiens et les Canadiennes, grâce au développement de formes de multilatéralisme économique fondées sur des règles, et ce à tous les niveaux. Cet intérêt a été avidement poursuivi par le Canada dans ses activités liées au Fonds monétaire international, à la Banque mondiale, au Groupe des Sept/des Huit, à l'Organisation mondiale du commerce, à la Coopération économique Asie-Pacifique, à l'Accord de libre-échange nord-américain, et à l'Accord multilatéral sur les investissements, temporairement interrompu, ainsi que par le biais des initiatives d'échanges bilatéraux rendues possibles par Équipe Canada, et particulièrement grâce à ses incursions dans les pays côtiers du Pacifique, l'équipe étant composée de partenariats entre le gouvernement canadien et des entreprises nationales.

Toute cette activité économique renforce les processus et les forces de mondialisation économique. Cependant, comme M. Axworthy et plusieurs autres l'ont fait remarquer, « il y a un revers de la médaille à la mondialisation ». Les forces, intérêts et processus qui font avancer la mondialisation ont contribué directement :

- à accentuer l'écart entre les riches et les pauvres dans et entre les pays;
- à augmenter la pauvreté chez les peuples déshérités du monde;
- à la dégradation de l'environnement;
- à l'épuisement des ressources;
- à des mouvements massifs des populations, en raison de ces problèmes.

Ces conditions créent également des conflits parmi les peuples, conflits qui s'expriment souvent sous forme de violence nationale, d'abus des droits de la personne, d'activités criminelles, de commerce de la drogue, de prostitution, d'enrôlement d'enfants-soldats et de trafic d'armes.

Ce qui est intéressant ici, c'est que la liste des insécurités produites ou exacerbées par les forces du marché mondialisé, ces mêmes forces qui sont appuyées par notre principal intérêt en matière de politique étrangère, est identique à la liste des insécurités sur lesquelles le MAECI tente de se pencher dans le cadre de sa plate-forme de la sécurité humaine.

D'une manière très réelle, donc, nous essayons, d'une part, de régler les mêmes maux que, d'autre part, nous contribuons à produire. Ceci donne matière à réflexion.

La poursuite de conditions qui fonctionnent à l'encontre des processus de « privation économique » et en faveur de la capacité des peuples à « prendre en main leur propre destinée » est contraire à la poursuite d'initiatives commerciales et d'investissement conçues en vue de promouvoir la prospérité des Canadiens et des Canadiennes au sein d'une économie mondiale qui prospère essentiellement à même les « privations » relatives, et situe nécessairement la destinée de ces peuples au sein de ce système.

## Les intérêts du ministère de la Défense en matière de puissance coercitive

La contradiction entre les intérêts traditionnels du gouvernement en matière de politique étrangère et sa « nouvelle » plate-forme de sécurité humaine est renforcée lorsqu'on perçoit le discours et la pratique de la sécurité humaine dans le contexte des intérêts du gouvernement en matière de puissance coercitive ou militaire.

*Deux points au sujet de la puissance coercitive :*

- 1) De nombreux articles publiés dans des revues savantes critiquent l'utilisation de la puissance militaire dans la poursuite des intérêts de l'État, en ce qui a trait aux insécurités qu'elle occasionne pour les peuples en voie de se doter d'un gouvernement, ainsi qu'à ses répercussions sur la cohésion sociale lorsque cette société juge approprié d'utiliser la violence dans la poursuite de ses intérêts. Qui plus est, il y a une longue tradition d'activisme dans la société civile : des gens comme Kaye Macpherson, Muriel Duckworth, Rosemary Brown et Ursula Franklin se sont tous vus décerner l'Ordre du Canada et divers doctorats pour leurs efforts contre le militarisme et leur soutien de l'utilisation du pouvoir discret en tant que moyen de réaliser précisément ce dont M. Axworthy parlait, c'est-à-dire « encourager ou habiliter les gens à prendre en main leur propre destinée ». Dans ce contexte, le pouvoir discret est une solution de remplacement à la puissance coercitive.

Tel qu'il est appliqué par le MAECI, cependant, le pouvoir discret, plutôt que d'être une solution de remplacement à l'utilisation de la puissance coercitive, fait partie d'un continuum et devient un outil que l'on utilise, au besoin, avant de recourir à la puissance coercitive. En effet, M. Axworthy a déclaré que le pouvoir discret et la puissance coercitive constituent simplement l'autre face de la même pièce de monnaie, l'une fournissant le nerf à l'autre, au besoin, pour atteindre la fin qui justifie l'un et l'autre moyens. Il a également dit que « la sécurité de l'État et la sécurité humaine s'appuient l'une l'autre » (Lloyd Axworthy, Message de l'honorable Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères, à l'Appel de La Haye pour la paix, 13 mai 1999).

Au cas où il y aurait encore des incertitudes au sujet de la relation qui existe entre le pouvoir discret et la puissance coercitive, M. Axworthy a régulièrement fait valoir que les bombardements de l'OTAN en Bosnie comme au Kosovo étaient des initiatives de sécurité humaine – une « expression concrète de cette dynamique de sécurité humaine en action ». Plus particulièrement, a-t-il déclaré, l'initiative du Kosovo « devrait servir à dissiper le malentendu à l'effet que l'intervention militaire et la plate-forme de sécurité humaine s'excluent l'une l'autre » (Lloyd Axworthy, Kosovo and the Human Rights Agenda, Notes pour une allocution de l'honorable Lloyd Axworthy à la Woodrow Wilson School of Public and International Relations, Université de Princeton, le 7 avril 1999, tel que cité dans Heather Owens et Barbara Arneil, *The Human Security Paradigm Shift: A New Lens on Canadian Foreign Policy?* Canadian Foreign Policy, 7:1 [automne 1999] 6).

Employé de cette façon, le pouvoir discret n'est pas exposé à la critique des procédés militaires ou du bien-fondé de leur utilisation. Et nous pouvons constater qu'aucune des initiatives de sécurité humaine entreprises par le gouvernement ne critique le bien-fondé du recours à la force et à la violence pour obtenir des résultats et protéger des intérêts. Certaines armes et certaines pratiques militaires ont été critiquées, mais pas l'utilisation des armes de pratique militaire en général. En fait, dans la campagne contre les mines terrestres, c'est une arme qui a été stigmatisée, pas ses utilisateurs, qui, bien sûr, étaient pour la plupart des militaires gouvernementaux poursuivant des intérêts d'État.

- 2) Comme nous l'avons dit plus tôt, M. Axworthy a clairement exprimé que le pouvoir discret et la puissance coercitive sont employés aux mêmes fins. Comme l'explique Joseph Nye, l'auteur que M. Axworthy cite souvent au sujet de la signification du pouvoir discret : « Le pouvoir discret est le pouvoir de coopter, plutôt que de contraindre, les autres à votre programme ou à vos objectifs » (Lloyd Axworthy, *International Journal* [printemps 1998] 192). Pour M. Axworthy aussi, le pouvoir discret signifie « la négociation plutôt que la contrainte, des idées puissantes plutôt que des armes puissantes, la diplomatie publique plutôt que la négociation à huis clos » (Robin Jeffrey Hay, *Present at the Creation? Human Security and Canadian Foreign Policy in the Twenty-first Century, A Big League Player?* [1999], 221).

Dans le langage de la recherche sur la paix et des critiques du militarisme, en particulier celui des féministes, ceci se traduit par « rallier les autres à votre programme ou à vos objectifs » par le biais de la violence structurelle, par opposition à la violence directe.

Le fait est que les résultats que l'on cherche à obtenir, que ce soit par le biais du pouvoir discret ou de la puissance coercitive, sont ceux représentés par notre programme et nos objectifs. Ainsi, bien que notre gouvernement cherche à obtenir la sécurité pour le peuple, c'est notre définition de la sécurité qui est recherchée, pas la leur. Et selon notre définition, la sécurité se trouve dans les pratiques politiques démocratiques libérales et dans les forces du marché mondial; la sécurité appartient à ceux et celles qui adoptent ou se conforment aux deux.

Et puisque cela ne s'avère pas être le cas pour bon nombre de gens au sein de notre propre pays démocratique libéral, alors que les forces du marché obligent les gouvernements à couper les dépenses dans toute une gamme de programmes d'éducation, de santé, de sports et de filet de sécurité sociale, il est difficile de faire valoir que ce qui n'est pas particulièrement bon pour les Canadiens et les Canadiennes ordinaires l'est pour les autres peuples moins privilégiés. Mais c'est là l'argument dont nous essayons d'établir le bien-fondé.

### **Un aperçu positif**

Alors que l'État a tendance à agir à huis clos dans la poursuite de la sécurité traditionnelle impliquant les militaires et dans le règlement des questions « d'intérêt national », dans le cas de la sécurité humaine, il travaille de concert avec les ONG et les citoyens intéressés en ayant recours

aux tribunes et aux voies traditionnelles et non traditionnelles de la diplomatie et de la société civile. De cette façon, les activités gouvernementales deviennent plus transparentes, et des possibilités sont créées pour que la société civile tienne le gouvernement responsable de sa propre rhétorique en matière de sécurité humaine.

Qui plus est, la poursuite de la sécurité humaine et l'exercice du pouvoir discret ont tendance à aborder les questions de sécurité d'une manière directe plutôt qu'interposée, ce qui fait que les intervenants sont mis en contact avec les origines des insécurités et avec le rôle que le Canada joue pour les favoriser grâce à sa poursuite des intérêts liés au marché. De cette façon, des possibilités sont créées en vue de changements potentiellement transformateurs; en vue de se pencher sur les origines des insécurités plutôt que sur leurs seules manifestations.

Se pencher sur les origines des insécurités signifie la réduction des contradictions entre notre plate-forme de sécurité humaine et l'intérêt plus dominant du gouvernement en matière de politique étrangère : la poursuite de la richesse pour les Canadiens et les Canadiennes au sein d'un marché mondial qui, par sa nature, crée ou exacerbe les insécurités. Cela signifie également l'utilisation du pouvoir discret en tant qu'outil d'habilitation à des fins définies par ceux et celles que nous aidons, plutôt qu'en tant qu'outil non violent conçu pour persuader les autres de contribuer à nos fins.

### **3. Groupes de discussion**

*(résumés des rapporteurs)*

#### **1. Kosovo : À la recherche d'une porte de sortie**

**John Fraser et Michael Borish**, personnes-ressources - **John Graham**, animateur

Les membres du groupe ont manifesté une certaine mélancolie quant aux perspectives à long terme pour le Kosovo, mais ils ont fini par recommander que le Canada poursuive ses activités pour promouvoir la paix dans la région.

Ceci faisait partie d'un vaste consensus à l'effet que la communauté internationale devrait poursuivre son engagement à travailler à la création d'institutions sociales efficaces au Kosovo dans le cadre de l'effort de reconstruction, avec une réévaluation périodique des progrès réalisés. Des structures stables en matière de justice, d'éducation et de santé ont été jugées essentielles au maintien de la paix dans la région.

Certains membres se sont dits d'avis que la sécurité physique est nécessaire au progrès dans n'importe lequel de ces domaines; ils ont proposé que le Canada s'engage à nouveau à envoyer un contingent militaire dès que le ministère de la Défense jugera que cela est possible.

En général, les membres croyaient que les hostilités au Kosovo ne prendront fin que lorsque la culture de violence, de haine et de vengeance sera contrecarrée par l'éducation pour la paix. Ceci pourrait comprendre des textes communs destinés aux programmes scolaires, complétés par une formation à distance (un domaine dans lequel le Canada pourrait offrir son expertise).

Pour ce qui est de la politique en matière de santé, une plus grande priorité devrait être accordée aux programmes sur le stress consécutif aux traumatismes – une incidence courante dans la région, autant au niveau individuel que systémique – dans l'espoir de mettre fin au climat de peur et d'hostilité. Les institutions doivent être complètement rebâties, ce qui laisse supposer une participation locale aux fins de « transformation interne ».

D'après les membres, l'inclusion des parties opposées dans des initiatives multilatérales telles que celles de l'Union européenne est perçue comme une influence potentiellement stabilisante. Dans le même esprit, il serait utile que les pays voisins – de préférence des parties neutres et, par conséquent, non hégémoniques, comme l'Italie et la Grèce – puissent encourager les investissements et promouvoir la prospérité et la stabilité politique au Kosovo.

L'idée d'un pacte régional de non-agression réunissant tous les pays de la région, y compris la Russie, a été discutée. Pour qu'il soit efficace, un tel pacte nécessiterait des protocoles détaillés sur le contrôle, l'accès et la transparence, ainsi qu'un garant international.



Les membres du groupe ont convenu que, en l'absence de tout signe de solution à la question de souveraineté fractionnelle, le moindre mal consiste à ne pas en tenir compte pendant que d'autres politiques sont mises en vigueur.

## **2. Le contrôle des armes légères : Appliquer les leçons de la croisade contre les mines terrestres antipersonnel**

**Peggy Mason**, personne-ressource - **Ken Williamson**, animateur

Les membres du groupe ont commencé par examiner la documentation, préparée par Peggy Mason, sur les leçons de la campagne contre les mines terrestres en vue de contrôler les armes légères. Quelles sont ces leçons?

La principale leçon est la puissante synergie qui est créée lorsque des gouvernements d'optique commune du Nord et du Sud coopèrent avec la société civile. Les ingrédients essentiels de cette synergie comprennent :

- un gouvernement qui veut et peut faire preuve de leadership en ce sens;
- une collectivité humanitaire informée et motivée;
- une collectivité d'intervention composée d'ONG mobilisées à l'appui du projet;
- un partenariat actif et coordonné entre des gouvernements d'optique commune et la société civile.

Parmi les autres facteurs clés de réussite, mentionnons :

- un but clairement défini;
- la concrétisation d'un partenariat actif et coordonné entre les gouvernements et les ONG à la fin du processus de négociation.

Aussi, nous devons reconnaître que :

- le Processus d'Ottawa a pu progresser assez rapidement, étant donné l'importance secondaire des mines terrestres dans les politiques de défense de la plupart des pays.

Enfin, la dimension économique doit être prise en considération :

- Nous devons poser des questions au sujet des liens qui existent, dans les pays fournisseurs, entre les armes en question et l'argent et les emplois impliqués dans leur production et leur exportation.

Quels sont les obstacles à l'utilisation de la méthode de campagne contre les mines terrestres pour le contrôle des armes légères?

- Il n'y a aucun but unique identifiable (comme une interdiction catégorique). Plutôt, l'objectif est complexe et présente de nombreux aspects, et nécessite des actions qui s'épaulent mutuellement à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Vu la complexité des « solutions » en ce qui a trait aux armes légères, il est extraordinairement difficile d'orchestrer une campagne du genre de celle qui a été menée dans le cas des mines terrestres. Les gouvernements – même les gouvernements d'optique commune – ne se sont pas encore mis d'accord sur les détails d'un programme d'action, pas plus que la société civile (ce qui est tout aussi important), qui demeure profondément divisée quant aux initiatives importantes permettant de réaliser des progrès.
- L'importance récemment accordée aux partenariats entre les états d'optique commune et les ONG a ému les énergies de bon nombre d'ONG dans leurs tentatives pour inciter leurs gouvernements à intervenir. Ceci est particulièrement vrai lorsque le gouvernement en question semble « du bon côté » et qu'il est véritablement intéressé à coopérer avec les ONG. Ainsi, nous avons au Canada une situation absurde où nous prétendons être les leaders internationaux en matière de contrôle des armes légères, mais où nous ne nous sommes même pas encore débrouillés pour ratifier la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic des armes à feu, munitions, explosifs et autres matière afférentes que nous avons signée il y a plusieurs années. *Et ceci n'a suscité pratiquement aucune critique de la part des ONG.* Il devrait être évident que de telles critiques, loin de « nuire » aux efforts du ministre des Affaires étrangères, M. Axworthy, renforceraient plutôt sa position au sein du Cabinet.
- Les incidences économiques du contrôle des armes légères, bien que très exagérées à l'échelle mondiale, ont une importance capitale pour un groupe particulier de pays fournisseurs, notamment les démocraties émergentes de l'ancienne Union soviétique et de l'Europe de l'Est, qui dépendent grandement des exportations de défense. La Russie a carrément déclaré que, d'ici à ce que le problème soit franchement examiné et que des solutions soient offertes, il n'y aura aucune réduction des exportations d'armes légères vers des destinations critiques.

La discussion qui a suivi l'exposé de Peggy Mason a abordé plusieurs sujets.

Le contrôle exercé par le Canada sur les exportations directes d'armes légères est raisonnablement adéquat. Mais il est nécessaire d'introduire une réglementation supplémentaire en ce qui a trait à la pratique du « courtage », c'est-à-dire les arrangements relatifs au transport, au financement et à la conclusion générale des marchés. Puisque les courtiers ne manient pas directement les armes, ils sont souvent non réglementés ou sous réglementés au Canada et dans plusieurs autres pays.

La vérification des interdictions ou des embargos sur l'exportation des armes légères pourrait s'avérer une tâche difficile, bien qu'elle ne soit désormais plus considérée comme impossible. Le Canada et l'ambassadeur Fowler auprès des Nations Unies méritent d'être félicités pour avoir démontré comment les embargos des Nations Unies ont été violés (par exemple, les diamants dans les pays en conflit). Le rapport de M. Fowler citait des noms, et les pays en question, piqués dans leur amour-propre, ont été remis au pas. La leçon est qu'il est important non seulement de

déclarer des embargos, mais également d'effectuer un suivi après leur mise en vigueur.

Il a été suggéré que des images choc de l'impact des armes légères soient utilisées pour générer un soutien à leur contrôle. La campagne contre les mines terrestres a utilisé de telles images avec des résultats concluants.

Bon nombre de démocraties émergentes (comme en Europe de l'Est) comptent sur les gains en devises convertibles provenant des exportations d'armes légères. Nous devons penser à avoir recours à la réforme et à l'aide économiques pour mettre fin à cette dépendance. Trouver des solutions de remplacement constitue une tâche vitale.

Par le passé, certains pays ont suggéré que le désarmement conventionnel ne devrait pas se produire avant le désarmement nucléaire. Heureusement, le lien avec les questions relatives aux armes légères et au désarmement nucléaire a été, en pratique, éliminé des forums internationaux.

Il nous faut nous pencher sur la manière dont les entreprises cherchent à éviter les restrictions commerciales en ayant recours à la production sous licence dans les pays en développement.

Pour les ONG, il existe un livre excellent sur cette question : *Running Guns: the Global Black Market in Small Arms*.

On trouve une majorité de femmes dans les ONG qui cherchent à imposer le contrôle du commerce des armes légères.

Les ONG du Sud ont besoin d'aide financière pour se rendre aux Nations Unies et faire part de leurs expériences et points de vue.

*Project Ploughshares* a fait figure de pionnier dans ce secteur d'intérêt.

Le processus de l'Irlande du Nord offre d'importantes leçons. Nous devons non seulement nous pencher sur le désarmement, mais également sur la démobilisation et la réintégration. Nous devons situer la question du contrôle dans un contexte plus vaste. Lors de la ratification d'un accord de paix, il doit y avoir une entente détaillée, spécifique et largement intégrée en matière de désarmement. En Irlande du Nord, ils ont essayé d'esquiver cette exigence, pour s'apercevoir qu'il n'y a pas d'accord réel si la question du désarmement n'est pas réglée. Il y a de nombreux points communs entre l'expérience de l'Irlande du Nord et l'expérience africaine.

La cohérence des politiques au sein du gouvernement, en particulier sur cette question et en général sur la question de la sécurité humaine, doit faire l'objet d'un remaniement majeur. Les ministères devraient avoir des stratégies coordonnées. L'ACDI et le MAECI ne devraient pas travailler à contre-courant.

Il est impossible d'interdire toutes les armes. Des outils peuvent devenir des armes. Par conséquent, il nous faut également nous pencher sur la prévention de la violence.

Nous devons appuyer la définition des Nations Unies pour les armes légères, qui est celle suscitant le plus grand soutien.

Le contrôle des armes légères n'est pas simplement une question de contrôler des activités criminelles : il doit également tenir compte du trafic illicite auquel se livrent les états. Cependant, plusieurs états s'opposent à cette perspective plus globale.

Recommandations du groupe :

- La société civile doit être plus franche lorsqu'elle critique ses gouvernements respectifs, quand et où cela est justifié.
- Les leaders doivent exercer leur leadership en acceptant les principaux éléments d'un programme d'action. Les gouvernements d'optique commune devraient cesser de rivaliser entre eux et se mettre d'accord sur les principaux éléments d'un programme d'action dans le cadre du processus de la conférence de 2001.
- Surveillance et responsabilité parlementaires accrues relativement à la mise en oeuvre d'une politique de transfert d'armes à l'échelle nationale.
- L'aspect « conversion » du problème doit être abordé.

Enfin, on a suggéré que le Groupe des 78 demande à son panel sur la politique en matière de paix et de sécurité de rédiger un document d'orientation sur les meilleurs moyens de contrôler les armes légères et sur le rôle que le Canada devrait jouer. On devrait demander à Peggy Mason de superviser la rédaction de ce document.

### **3. Les enfants touchés par la guerre**

**Sénatrice Landon Pearson**, personne-ressource - **Samantha Nutt**, animatrice

L'établissement des droits de l'enfant en 1989 a eu des incidences considérables sur l'incorporation des questions liées à l'enfance dans le cadre du dialogue international. Au cours des dix dernières années, les questions liées à l'enfance sont devenues un élément intégral des mandats gouvernementaux et non gouvernementaux lorsqu'il est question de conflit et de prévention des conflits.

La conférence sur les enfants touchés par la guerre qui s'est tenue à Winnipeg en septembre dernier a illustré l'ampleur des questions liées à l'enfance et les raisons pour lesquelles elles sont passées à l'avant-plan de la politique étrangère.

La conférence a contribué à clarifier les questions et à établir un programme. Essentiellement, elle a été fructueuse en raison de l'incorporation de jeunes de divers pays au processus de négociation et à la formulation de stratégies. La moitié des 126 pays de la conférence étaient représentés par des ministres. Le grand nombre de participants a démontré que la question des enfants touchés

par la guerre ne peut désormais plus être ignorée à l'échelle internationale.

Le programme de la conférence de Winnipeg abordait 14 questions :

- leadership;
- exécution des obligations par la signature, la ratification et la mise en oeuvre du protocole optionnel;
- augmentation de l'obligation de rendre compte et diminution de l'impunité suite à la ratification;
- accent mis sur l'enfant;
- négociations en vue de la libération des enfants victimes d'enlèvement;
- augmentation de l'assistance humanitaire;
- accent mis sur les mesures préventives plutôt que curatives;
- réduction substantielle de l'utilisation des armes légères;
- promotion de la santé et du bien-être;
- protection de l'enfant contre le VIH/sida;
- éducation pour la paix;
- concentration sur les plans et politiques à long terme;
- engagement des jeunes dans la définition de politiques; et
- amélioration de la recherche.

Les membres du groupe ont jugé que trois de ces points étaient controversés et devaient être discutés : l'impunité, le VIH/sida, et la définition de « jeunes ». La discussion qui a suivi a produit un consensus sur un certain nombre de points.

Les membres ont souligné l'importance de la cohérence dans l'appui aux initiatives axées sur l'enfant. Cette génération doit établir le fondement des politiques à long terme par le biais de l'éducation et d'autres avenues. Les membres ont insisté sur le besoin d'incorporer les jeunes au processus de négociations plutôt que les considérer comme des participants silencieux; ceci aiderait à soutenir le dialogue transgénérationnel et interethnique.

Une plus grande importance devrait être accordée à l'éducation, afin de créer une sensibilisation et un soutien accrus à l'égard des « enfants touchés par la guerre ». L'aide publique au développement (APD) en matière d'éducation et de santé devrait être augmentée à cette santé-ci.

On doit accorder une plus grande attention aux enfants en prison, surtout pour leur fournir un(e) avocat(e) et faire en sorte de répondre à leurs besoins.

Les Canadiens et les Canadiennes devraient être mieux informés au sujet du travail important que le Canada accomplit relativement aux enfants touchés par la guerre.

Les membres du groupe se sont fortement opposés à toute activité de dénonciation extérieure au processus journalistique, où cela pourrait constituer un moyen important de sensibiliser les gens sur un certain nombre de questions.

## Annexe I

### Résolution portant sur le contrôle des armes légères

(Adoptée lors de la séance plénière de clôture de la Conférence)

Le Groupe des 78 se réjouit du leadership démontré par le Gouvernement du Canada sur la question du contrôle des armes légères à l'échelle internationale. En comparaison de la campagne visant à interdire les mines terrestres antipersonnel, les objectifs du contrôle des armes légères sont complexes et polyvalents, avec des différences chez les parties intéressées en ce qui a trait au caractère adéquat des processus et du facteur temps. Mais, dans ce cas-ci, il est tout aussi important qu'il y ait des consultations et une collaboration entre les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux au Canada et dans le monde entier. Pour ce qui est des préparatifs en vue de la conférence des Nations Unies sur le contrôle des armes légères en 2001, le G78 recommande ce qui suit au Gouvernement du Canada :

- 1 Le Canada devrait ratifier dès que possible la convention de l'Organisation des États américains contre le trafic illicite des armes légères qu'il a signée il y a plusieurs années. Le fait de ne pas ratifier cette convention mettrait en doute l'engagement du Canada envers la paix mondiale et la sécurité humaine, alors que la ratification de la convention aurait l'effet contraire.
- 2 Le Canada devrait chercher à s'entendre avec des nations d'optique commune sur un programme d'action devant être étudié lors de la conférence de 2001. Un accord de base parmi les membres d'un groupe cadre aiderait à gagner du terrain pour en arriver à un consensus global sur le contrôle des armes légères de la part des gouvernements et des ONG. Les ONG devraient être plus directement impliquées dans les préparatifs de la conférence et contribueraient mieux aux intérêts de la participation et de l'appui du public en prenant ouvertement position sur la défense de leur cause.
- 3 Le gouvernement devrait favoriser des mesures visant à atteindre un haut niveau de surveillance et de responsabilité parlementaire en ce qui a trait aux transferts d'armes. De telles mesures constitueraient un prolongement logique et important de leur pratique courante de présenter un rapport annuel portant sur les exportations militaires.
- 4 Une attention particulière devrait être accordée au besoin de prêter assistance aux nouvelles démocraties dans leur transition à partir d'une forte dépendance envers le commerce de défense, vers une dépendance à l'égard des industries civiles.

## Annexe II

### Le Groupe des 78

Le Groupe des 78 est une association à titre informel de Canadiens qui ont pour but d'atteindre que le monde considère comme priorités essentiels la paix et le désarmement, le développement équitable pour tous et le renforcement total du système des Nations Unies.

Cette association vit le jour au bout d'une certaine réunion de personnes clés pendant laquelle on rédigea une déclaration sur le rôle de Canada dans la marche vers un monde de paix et de sécurité. Parmi ces personnes clés se trouvèrent le député Andrew Brewin et Peggy Brewin, Murray Thomson du Project Ploughshares, Robert McClure, ancien modérateur de l'Église Unie et King Gordon, autrefois du Secrétariat des Nations Unies.

Cette déclaration, intitulée Canadian Foreign Policy in the 80s, fut adressée au premier ministre Trudeau au mois de novembre 1981. Soixante-dix-huit Canadiens l'avaient signée, soit un groupe de 78.

La déclaration proposa trois objectifs intimement reliés:

- 1) L'élimination du danger de guerre nucléaire, la plus grave menace à laquelle l'humanité fait face aujourd'hui;
- 2) La mobilisation des ressources mondiales afin d'instaurer un ordre international plus équitable et de mettre fin à la pauvreté qui accable la majorité des populations du Tiers-Monde;
- 3) Le renforcement des Nations Unies et des autres organismes internationaux qui se consacrent au maintien de la paix, à la promotion de la coopération internationale et du droit international ainsi qu'à la protection des droits fondamentaux de la personne.

Ce fut le commencement des échanges entre le Groupe des 78 et le gouvernement canadien. Au cours des années suivantes, des représentants du Groupe ont fait connaître leurs points de vue sur des problèmes auxquels le Canada était confronté dans le domaine des relations internationales et leurs implications pour les objectifs fondamentaux et universels mentionnés plus haut.

### Le groupe des 78

- organise des rencontres où l'on se penche sur les changements à apporter à la politique étrangère, où l'on adopte des politiques d'action communes qui seront ensuite acheminées au gouvernement canadien sous forme de recommandations;
- publie des documents sur les résultats des conférences et sur d'autres sujets d'intérêt public;
- publie le *InfoLien* un bulletin pour diffusion générale;
- organise des déjeuners-rencontres avec conférencier invité;
- lance un site web;
- organise des groupes d'échange sur les politiques de diffusion, afin d'étendre la couverture des questions et des événements internationaux.

## Le Groupe de 78 - Membres fondateurs

Margaret Atwood	Walter Gordon	John Meisel
Donald Bates	Roger Guindon	Brian Meredith
Pierre Berton	James Ham	Joanna Miller
Florence Bird	Richard Harmston	Michael Oliver
Elisabeth Mann Borgese	Jacques Hébert	Archbishop A. L. Penney
Andrew Brewin	Gerhard Herzberg	Lucie Pépin
Tim Brodhead	John Holmes	Beryl Plumptre
General E.L.M. Burns	John Humphrey	Nancy Pocock
Rita Cadieux	George Ignatieff	John Polanyi
Thérèse Casgrain	Heather Johnston	Escott Reid
Maxwell Cohen	Kalmen Kaplansky	Clyde Sanger
Irwin Cotler	Hugh Keenleyside	Archbishop E.W. Scott
Marion Dewar	Roby Kidd	Frank Scott
T.C. Douglas	David Kirk	Marian Scott
William Epstein	Anton Kuerti	John Sigler
Gordon Fairweather	Renaude Lapointe	Adelaide Sinclair
Geraldine Farmer	Margaret Laurence	David Smith
Eugene Forsey	J. Francis Leddy	Maurice Strong
Ursula Franklin	Clarke MacDonald	Murray Thomson
Northrop Frye	David MacDonald	Bruce Thordarson
E. Margaret Fulton	Donald MacDonald	Norma E. Walmsley
Sylva Gelber	R. St. J. MacDonald	Patrick Watson
Alfred Gleave	Gregory MacKinnon	Hellie Wilson
James George	Yvon Madore	Louis Wilson
Paul Gérin-Lajoie	Robert McClure	Gregory Wirick
Maynard Gertler	Dennis McDermott	Diana Wright
J. King Gordon	Peter Meincke	





doc  
CA1  
EA753  
2000C11  
EXF

Canadian Centre  
For Foreign Policy  
Development



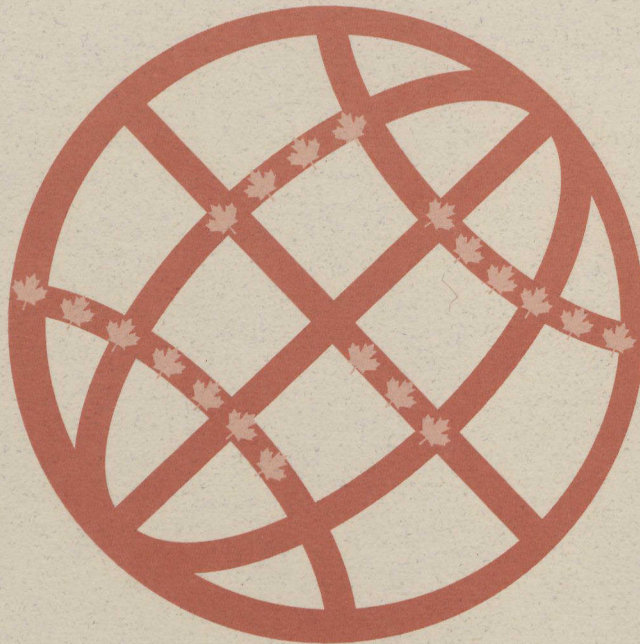
Centre canadien  
pour le développement  
de la politique étrangère

**CANADA'S COMMITMENT TO WORLD PEACE**

**CCFPD Policy Options Paper by**

**The Group of 78  
Ottawa, 2000**

**6002.7E**





1



125 Sussex Dr. Ottawa, Ontario K1A 0G2

Report on the annual policy conference of the Group of 78 - Year 2000

## Canada's Commitment to World Peace

### CANADA'S COMMITMENT TO WORLD PEACE

CCFPD Policy Options Paper by

The Group of 78  
Ottawa, 2000

6002.7E

17142938ce/b4070501  
1714294108/b4070513

Dept. of Foreign Affairs  
Min. des Affaires étrangères

MAY 31 2006

Return to Departmental Library  
Retourner à la bibliothèque du Ministère



*Report on the annual policy conference of the Group of 78 – Year 2000*

## **Canada's Commitment to World Peace**

*"When people choose to stand in unarmed opposition to hate-mongering and tyranny, refusing either to fight or to submit, they demonstrate that alternatives can be found, even in desperate situations, and that the community itself is the source of power."*

**Mary-Wynne Ashford**, *Creating a Culture of Peace*

*"Because the U.S. is Canada's most important ally, it is Canada's obligation to ensure that the U.S. does not threaten to undo the whole structure of arms control agreements built up over decades by substituting for them a doctrine of unilateral defence."*

**Douglas Roche**, *The Politics of a Culture of Peace*

*"It seems clear that in attempting to perpetuate a concept of foreign relations based on military power the United States is wasting a priceless opportunity to move from a confrontational posture to a cooperative one."*

**Eugene Carroll, jr.**, *Cooperation or Confrontation?*

**This Report includes introductory notes and an Executive Summary, texts or summaries of main speeches, and accounts of Discussion Groups on (1) Kosovo, (2) Control of Small Arms and Light Weapons(SALW), and (3) War-Affected Children**



**Published by:**

**The Group of 78**  
206 – 145 Spruce St.  
Ottawa, ON K1R 6P1

**Tel:** 613-230-0860

**Fax:** 613-563-0017

**E-mail:** [group78@web.ca](mailto:group78@web.ca)

**Web site:** <http://www.hri.ca/partners/g78>

Extra copies of this report may be obtained for \$10 each from the G78 at the above address

2001 © The Group of 78

ISBN 0-9692856-9-8

**Other publications by the Group of 78 include:**

- A Foreign Policy for the 80s (*pamphlet*), 1984
- To Combine Our Efforts (*pamphlet*), 1985
- Canada and the World: National Interest and Global Responsibility, 56 pages, 1985
- Canada and Africa: A Common Cause, 44 pages, 1986
- Canada and Common Security: the Assertion of Sanity, 88 pages, 1987
- Canada and Her Neighbours in a Changing World (*conference report*), 1989
- Canada in the Americas: Agenda for the 90s (*conference report*), 65 pages, 1990
- Beyond Sovereignty: The Future of the Nation State, 44 pages, 1991
- The Movement of Peoples: A View from the South, 177 pages, 1992
- Pacific Regional Cooperation in a New Global Context: Challenges and Opportunities for Canada  
(*conference report*), 1994
- 'Failed States'; How Might the UN and Canada Help? (*conference summary report*), 1995
- 'Arms and the Man'; Threats to Peace at the End of the Century (*conference summary report*)  
1996
- Canada's Defence Policy "A Realistic and Meaningful Mandate for the Canadian Armed Forces  
(*conference report*), 45 pages, 1997
- Human Rights: How Can Canada Make a Difference? (*conference report*), 37 pages, 1998
- Globalization and Its Discontents (*conference report*), 54 pages, 1999





# Canada's Commitment to World Peace

## Table of Contents

Acknowledgments .....	4
Introduction: Speakers and Topics .....	5
Executive Summary .....	7
1. Principal Speakers	
• <b>Dr. Mary-Wynne Ashford: Creating a Culture of Peace</b> .....	12
• <b>Senator Douglas Roche: The Politics of a Culture of Peace</b> .....	19
• <b>Rear Admiral Eugene Carroll, jr., (USN-Ret): Cooperation or Confrontation?</b> .....	25
2. Panel Presentations	
• Causes of Conflict and Violence <b>Élisabeth Barot</b> .....	31
Moderator: Ross Francis	
• The New Diplomacy: Peace Building <b>Janis Alton</b> .....	35
<b>Ann Denholm Crosby</b> .....	40
Moderator: Joanna Miller	
3. Discussion Groups	
• Kosovo: Looking for a Way Out .....	46
<b>John Fraser, Michael Borish.</b> Moderator: John Graham	
• Control of Small Arms: Applying the lessons of the crusade against land mines .....	47
<b>Peggy Mason.</b> Moderator: Ken Williamson	
• War-Affected Children .....	50
<b>Senator Landon Pearson.</b> Moderator: Samantha Nutt	
Appendix I	
Resolution on control of small arms and light weapons (SALW) .....	52
Appendix II	
The Group of 78 .....	53

## Acknowledgments

The Group of 78 sincerely thanks the speakers, panelists and resource persons who elaborated the theme of *Canada's Commitment to World Peace* and elicited lively and thoughtful responses from those attending the annual policy conference. Brief biographical notes are given in the introduction.

Once again the G78 is most grateful for the financial support provided by a generous grant from the John Holmes Fund, administered by the Canadian Centre for Foreign Policy Development located in the Department of Foreign Affairs and International Trade. We are also most grateful for a translation grant from the Department of Canadian Heritage which has made possible the appearance of the full report on the Conference in French as well as English.

Attendance at the conference was about 50 to 60, augmented by the joint dinner with Physicians for Global Survival. We would like to thank the many people, chiefly G78 members, who helped to organize and run the conference.

Ross Francis was chair of the conference, chair of the organizing committee, and also brought together the background papers. He was assisted in the preparation of the conference by Janis Alton, a member of the G78 board of directors. Past co-chair Marion Dewar presided in Ottawa, finding new accommodation for the conference at the Embassy West Hotel, when the usual venue at Econiche House in the Gatineau turned out not to be available. Past co-chair Tim Creery prepared the conference issue of *Newslink/InfoLien*, and past co-chair Debbie Grisdale assisted with the Ottawa arrangements.

Former executive secretary Aicha Bah, and during her month's absence, former executive secretary Dee Welch, carried the administrative burden, assisted by treasurer Nancy Drozd, who was also production editor for the newsletter.

Assisting Ross Francis, a number of G78 members kept the conference going as moderators of panels and discussion groups: Joanna Miller, John Graham, Ken Williamson, Samantha Nutt, and Debbie Grisdale.

The reporting of the conference was in the capable hands of Ann Young, with three assistant rapporteurs: Rob Judge, a PhD student in political science and teacher at Carleton University, and Kasia Borowska, and Renee Martyna, students at Carleton's Norman Paterson School of International Affairs. Ann Young was also editor of this report on the proceedings.

We are grateful to them all for making this year's conference a great success.

Dr. James Christie and Dr. Élisabeth Barot  
Co-Chairs, The Group of 78

## Introduction: Speakers and Topics

The priorities of the Group of 78 from its beginnings in 1981 have been the removal of the nuclear threat, the peaceful settlement of disputes, and a more equitable economic order in the world. The Group's founding policy statement said: "These objectives require a new emphasis in our foreign policy based on the recognition that national security depends on an international effort to maintain an equitable and stable international order."

This year's theme for the annual policy conference, *Canada's Commitment to World Peace*, took us back to the requisites for a peaceful world – for "an equitable and stable international order" – and examined them in the light of today's challenges.

### Principal speakers

The keynote speech for the conference, "Creating a culture of peace," was delivered by **Dr. Mary-Wynne Ashford**, a physician and educator who is co-president of the International Physicians for the Prevention of Nuclear War. Dr. Ashford was a family doctor and a hospice physician for 11 years before returning to university – Simon Fraser University, Vancouver – to pursue a PhD researching violence-prevention programs. Making her home in Victoria, B.C., where she has returned to clinical medicine in the field of palliative care after five years as a university teacher, Dr. Ashford is a writer and lecturer who has spoken on disarmament issues in Europe, Russia, Japan, India, Pakistan, Australia, the United States, and Canada.

To consider the politics of a culture of peace, the G78 turned to a long-time member, **Senator Douglas Roche**, author, parliamentarian, and diplomat. Doug Roche began his career in journalism and became the founding editor of the *Western Catholic Reporter* (1965-72). From 1972 until his retirement in 1984, he was a Progressive Conservative MP from an Edmonton riding, specializing in international development and disarmament. In 1984 he was appointed Canada's ambassador for disarmament and held the post until 1989, when he was appointed visiting professor at the University of Alberta, where he teaches "War or Peace in the 21<sup>st</sup> Century". He was appointed to the Senate in 1998. He is a prolific author of books and articles on development and disarmament.

This year's G78 policy conference included a special joint event with Physicians for Global Survival (PGS): a presentation dinner at which **Rear Admiral Eugene Carroll, jr.** (USN, Ret.), vice-president of the Centre for Defence Information in Washington, D.C., received the Tom Perry Peace Achievement Award of the PGS. He addressed the gathering on "Cooperation or Confrontation?". A naval aviator, Admiral Carroll rose to command an amphibious assault ship and later an aircraft carrier, USS Midway, during the Vietnam War. He served as commander of the carrier striking force of the U.S. Sixth Fleet in the Mediterranean and held senior administrative and planning posts. He writes and speaks on the need for rational military programs.

## Panels

*Causes of Conflict and Violence.* **Dr. Élisabeth Barot**, co-chair of the Group of 78, organizes conferences and consultations throughout Canada on human rights, the social sciences, and the status of women and youth as a program officer for the Canadian Commission for UNESCO. Fluent in French, Spanish and English, Dr. Barot wrote on the birth of federalism in Spain for her PhD thesis from the University of Pau, France, and has a long career in university education and international development.

*The New Diplomacy: Peace Building.* **Janis Alton** is a member of the board of Voice of Women for Peace, Science for Peace, and the Group of 78. She is a long-time activist in the domestic and international peace movement, emphasizing the participation of women. **Ann Denholm Crosby** is an associate professor of political science at York University and author of *Dilemmas in Defence Decision-Making: Constructing Canada's Role in NORAD, 1958-96* (International Political Economy Series; MacMillan Press in Britain, St. Martin's Press in the United States).

## Discussion Groups

Each discussion group was assisted by resource persons with expertise in the subject under discussion. The moderators of each group were members of the G78. Brief biographical notes on the resource persons follow.

*Kosovo: Looking for a Way Out* **John Fraser**, a member of the Group of 78, was Canadian ambassador to Yugoslavia. **Michael Borish** is president of his own consulting firm, focusing on business and financial problems in developing, emerging, and transition markets since the late 1980s, including ex-communist countries in central and eastern Europe. The moderator was **John Graham**.

*Control of Small Arms: Applying the Lessons of the Crusade against Anti-personnel Land Mines* **Peggy Mason**, a lawyer by profession, succeeded Douglas Roche as Canadian ambassador for disarmament and is now advisor to the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) on small arms and weapons control. She is also chairperson of the UN Group of Governmental Experts Study on brokering and related activities of the manufacture and trade of small arms and light weapons. The moderator was **Ken Williamson**.

*War-affected Children* **Senator Landon Pearson**, author of *Children of Glasnost*, which gave rare insight into growing up in the Soviet Union in a time of transition, is particularly remembered for her work as vice-chairperson of the Canadian Commission for the International Year of the Child and as editor of the Commission's report, *For Canada's Children: National Agenda for Action*, in 1979. She has been adviser on children's rights to the minister of foreign affairs. The moderator was **Samantha Nutt**.

## **Executive Summary**

Participants in this year's Group of 78 Policy Conference carried out a critical review of the ways in which Canada's commitment to world peace has broadened over the past decade. The concepts of human security and soft power have found expression in policies and programs; women have achieved a more prominent role in policy making. At the same time, Canada has fallen far short of its professed goals in foreign aid. Conference participants offered many suggestions for strengthening Canada's commitment to world peace in the years to come.

### **Keynote speech**

**Dr. Mary-Wynne Ashford** looked for the attributes of a culture of peace in communities that have refused either to fight or submit to tyranny. In recent times, the lessons of Gandhi's non-violent campaign against British rule in India have been applied in the Philippines. There, the Church urged the people into the streets to prevent the army from acting on the orders of the dictator Ferdinand Marcos; the people took to the streets and stayed there. Marcos fled. Even under the new regime, areas of civil war continued but were restrained when peasant communities persuaded the army on one side, guerillas on the other, to respect Zones of Peace. The same method was taken to Colombia where, despite terrible setbacks, some 28 Zones of Peace persist. Dr. Ashford also gave examples of clinging to peace in the midst of war from the Tibetan exile community in India, the Kosevo Hospital in Sarajevo and nonviolent communities bringing together Israelis and Palestinians.

Representatives of fifty award-winning communities brought together by the United Nations put their fingers on the keys to success: such attributes as altruism, a sense of human dignity and worth, pride in doing things for themselves. The communities described their codes of decency, equality, and respect for life and the individual, and their rejection of raw power, threats, and greed. Most stressed spiritual strength and religious or cultural traditions as sources of resilience, perseverance and hope. Other aspects were respect for nature, a common vision of social justice, community ownership of programs, participation, and shared power. A legitimate economic base was essential to long-term success.

What can outsiders do? Dr. Ashford said a demonstration of concern gives those working for reform a sense of solidarity to dispel feelings of hopelessness. Outside help can support educational programs in moral values and participatory democracy. It can also support the necessary structures of Zones of Peace, including a justice system, and contribute to communications needs.

### **The Politics of a Culture of Peace**

**Senator Douglas Roche** took as his theme the 20-year policy thrust of the Group of 78 as contrasted with the new militarist and anti-internationalist foreign policy of the Canadian Alliance party. He noted that the kind of policies put forward by the G78 in 1981 – to eliminate nuclear

weapons, to achieve greater economic equity among nations, and to strengthen the United Nations system – had become part of the mainstream of global security policy in recent years. By contrast, the Alliance's foreign policy document *Canada and the Millennium* holds that Canada's international credibility has been "shamefully squandered during the past 30 years" and that Canadian foreign policy is "now composed of little more than fashionable catch phrases such as 'soft power' and 'human security'". The Alliance would increase defence spending by taking money away from foreign aid, and would apply the additional money to strengthening NATO since the UN had proven ineffectual. The Alliance also held that the government had done "incalculable damage" to the national interest because of its "fascination" with eliminating nuclear weapons. It held that Canada should support the American initiative for a ballistic missile defence system.

Senator Roche noted that in recent years Canadian foreign aid spending had been cut by a much greater percentage than defence. "NATO's military spending is already greater than the rest of the world combined," he noted. The world's wars were being fought mostly in poor countries. The effectiveness of the UN is indicated by the fact that it has brought about 172 peaceful settlements of regional conflicts since 1945. The Alliance is going against both the weight of world opinion and the commitments of the world's nations in dismissing the elimination of nuclear weapons.

### **Cooperation or Confrontation?**

**Rear Admiral Eugene Carroll, jr.** (USN-Ret) said there is a growing isolation of the United States stemming from "an acute case of national hubris". His country was attempting to impose leadership through confrontation rather than exercise it through constructive cooperation with other nations. "Unfortunately, the U.S. Congress and the Executive seem determined to make military power the primary instrument of U.S. foreign policy." The whole world was divided into U.S. military commands in an aggressive posture called "forward presence", which was in fact no more than gun boat diplomacy. The United States under President Clinton had reneged on its commitment to abolish nuclear weapons and affirmed that nuclear weapons would remain a cornerstone of U.S. security indefinitely. Determination to proceed with national missile defence would violate the Anti-Ballistic Missile Treaty.

Admiral Carroll urged the U.S. to turn from confrontational to cooperative policies, such as reversing its vote against establishing the International Criminal Court. Other cooperative moves should include ratifying the Convention on the Law of the Sea, and adhering to the Convention on the Prohibition of Anti-Personnel Landmines. Key steps to renewing the movement to nuclear elimination would be ratification of the Comprehensive Test Ban Treaty, adherence to a universal declaration of no first-use, de-alerting of strategic weapons, separation of warheads from delivery vehicles, and significant reductions in nuclear arsenals "until 32,000 weapons become 5,000 and then 1,000 and then 500".

## Causes of Conflict and Violence

Speaking on *Patience and the Long Term*, **Élisabeth Barot** underlined the importance of patience and education in developing a culture of peace. "At this moment the most dangerous threat for peace is impatience with a system that is under the stress of change." Education guided by democratic and participatory principles should lead to long-term management of change to replace crisis management, particularly in three areas of critical importance: biodiversity, cultural diversity, and access to information.

Ms. Barot stressed that "exclusion in all its form has a potential for violence. In a world of increasing diversity, we must be aware of the dangers of exclusion and marginalization, which diminish our capacity to live together in peace." In face of growing disparity between the communications capacity of the deprived and affluent worlds, "the ethical imperative ... is to formulate a concept of the public interest and take a balanced view of the needs of the users and communicators of information and of access-providers and content-providers the world over. Further, the corresponding practical problem is to identify and develop organizations capable of giving this concept effective voice."

## The New Diplomacy: Peace-building

**Janis Alton** focused on the movement to incorporate women's insights and activism in the field of demilitarization and security. Her account goes from Hague to Hague: the 1899 Hague conference of 29 nations to "fight for world peace and abandon all wars", inspired in part by the advocacy of Baroness Bertha von Suttner and her book *Lay Down Your Arms*, and the 1999 Hague conference, with 10,000 non-governmental and governmental delegates, which led to the "Women Building Peace" global campaign. In between, the Congress of Women opened at the Hague in 1915 in the midst of World War I, bringing together some of the best known radicals of the day; their call to the nations for mediation to end the war ran up against the fatalism of the military imperative. But they created the Women's International League for Peace and Freedom (WILPF), whose president today is Bruna Note, a member of Canadian Voice of Women (VOW) for Peace.

The formation of VOW in 1960 was an effort to overcome the continuing isolation of women from the political mainstream. It called on Canada to declare itself a non-nuclear country and to urge the U.S. to stop atmospheric nuclear testing. Over the years VOW campaigned for the broadening of the concept of security. On the international scene, the Fourth World Conference of Women in Beijing in 1995 was the largest gathering of women in history: 40,000. Canada's failure to live up to commitments at Beijing has been sharply criticized by the Canadian Feminist Alliance for International Action (FAFIA), a 40-member coalition including VOW. Women still have a long way to go to win systematic inclusion of women in UN processes dealing with political conflict.

## Human Security Agenda

Ann Denholm Crosby said Canada pursues trade and military policies that are at odds with the goals of human security and soft power. This country pursues human security goals through the anti-landmines movement, efforts to curtail small arms and light weapons, the establishment of the International Criminal Court, and trying to reduce victimization of children in conflict. Canada's primary foreign policy goal, however, has remained "the promotion of prosperity and employment" for Canadians through rules-based economic multilateralism. This activity reinforces the processes and forces of economic globalization, which has its "dark side" in the widening gap between rich and poor, environmental degradation, resource depletion, and mass movements of population. "These conditions also create conflicts amongst peoples, which are often expressed through intra-state violence, human rights abuses, criminal activities, the drug trade, prostitution, child soldiering, and arms trafficking."

Canada is trying to ameliorate with one hand the ills it is helping create with the other. Similarly, instead of seeing soft power as an alternative to hard power, Canada sees negotiations, persuasion and non-military approaches as part of a continuum leading to hard power if they don't work. "Employed this way, soft power does not carry a critique of either military means or the ethos that supports it." Nevertheless, the use of human-security and soft-power approaches has brought greater voluntary participation and openness into Canadian international policy and increased the opportunity for "addressing the roots of insecurities rather than only the manifestations".

## Discussion Groups

*(The following accounts of the three discussion groups, prepared by the rapporteurs, conclude with recommendations as approved in general by the final plenary session of the Conference. In the case of Small Arms and Light Weapons, a specific resolution was adopted by the plenary and appears as Appendix 1.)*

### Group 1: Kosovo

The group reflected a certain gloom over the long-term prospects for Kosovo, but recommended that Canada continue its activities to promote peace in the region. Canada's contribution should be part of international activities, including those aimed at establishing stable structures of justice, education and health. Members expressed the view that hostilities in Kosovo will end only when the culture of violence, hatred and revenge is countered with peace education. In health aid, more emphasis should be placed on programs for post-traumatic stress.

It would be helpful if neighbouring middle-power countries like Italy and Greece encouraged investment and promoted prosperity and political stability in Kosovo. Eventually there might be a regional non-aggression pact of all countries in the region, including Russia. With no sign of a



solution to the divisive sovereignty issue, the lesser evil is to ignore it while other policies are put into effect.

## **Group 2: Small Arms**

The Group reviewed Peggy Mason's documentation of the lessons of the land mines campaign and their possible application to control of small arms and light weapons (SALW). Elements of the land mines success story included government leadership, a knowledgeable and motivated humanitarian community, mobilization of NGO support, partnership between government and civil society, a clear goal, and convergence of parties in the negotiating endgame. It should also be remembered that the Ottawa process could move fairly swiftly because anti-personnel land mines were marginal to the defence policies of most countries, and of little importance economically.

In the case of SALW, there is no single goal, such as an outright ban. Rather the goal is complex and multi-faceted, requiring mutually reinforcing actions at the national, regional and global levels. It is difficult for governments to agree on a program. The very success of NGO-government cooperation on land mines seems to have blunted the willingness of NGOs to exert critical pressure on governments. The economic impact of SALW is important to some countries, notably the former Soviet Union and Eastern European countries.

The Group held that civil society must be forthright in criticizing government, like-minded governments must agree on a program of action, parliamentary oversight and accountability of arms transfer policy must be increased at the national level, and the problem of converting SALW industry to other economic activity must be taken up.

## **Group 3: War-Affected Children**

Since the establishment of the Rights of the Child in 1989, issues involving children in conflicts have received much more attention than in the past. The continuing magnitude of the issues was illustrated at the 2000 Winnipeg Conference. The Group found three issues particularly pressing: impunity of governments owing to failure to ratify agreements and become accountable; protecting children from HIV/AIDS, and definition of youth, with particular emphasis on including youth in negotiations rather than just treating them as listeners. More attention should be given children in prisons, particularly in obtaining legal aid.

## 1. Principal Speakers

### Keynote Speech: Creating A Culture of Peace

By Mary-Wynne Ashford

*(Material in this address is taken from a chapter by M.W. Ashford MD, PhD, in War or Health, edited by Hanna Tapanainen, to be published in January 2001. The chapter is entitled "Stubborn peace: Communities that refuse to fight".)*

Studies of war usually focus on the causes and contributing factors in the conflict more than the protective factors that may help a community resist violence. Historical analysis, for example, describes the economic, political, social and cultural context that seemed to make war inevitable. Recently, however, some organizations, such as International Alert, have been examining the peace capacity of societies at high risk of armed conflict, and attempting to enhance their inherent strengths to resist war. Some communities have taken grassroots actions to prevent armed conflict; these communities offer important lessons about what kinds of outside interventions might support and strengthen the indigenous initiatives. That is, in addition to studying what goes wrong, it is important to study what goes right when a community chooses not to take up arms. When people choose to stand in unarmed opposition to hate-mongering and tyranny, refusing either to fight or to submit, they demonstrate that alternatives can be found, even in desperate situations, and that the community itself is the source of power. I argue that these strong communities share common attributes that contribute to a culture of peace.

I will outline several examples of grassroots resistance – stubborn communities that refused to go to war. Fortunately, some of these communities have analyzed the reasons for their success and provided their comments in discussions or publications. Their insights are valuable, particularly for nongovernmental organizations working in the field of peace building where outsiders try to offer assistance and international solidarity to communities at risk.

Until the 1980s, the best-known example of the power of nonviolent resistance was Gandhi's long, determined fight against British rule in India. Although many died in the struggle for independence, the moral authority of Gandhi's methods undermined the rights previously accorded to colonial rulers and laid the groundwork for ending colonialism elsewhere. The lessons Gandhi taught were well known in the Philippines when people were subjected to the rule of Ferdinand Marcos. Their struggle for democracy and the final "velvet revolution" is documented in Ed Garcia's book *Pilgrim Voices: Citizens as Peacemakers*.<sup>1</sup>

Marcos was a brutal dictator known as the Hitler of the East, whose regime lasted from 1972 to 1986. In the Philippines, a predominantly Catholic country, the Church initially espoused what it called "critical collaboration" with the government. As the Church became more and more critical and less and less collaborative, it eventually issued a pastoral letter advocating nonviolent resistance. Many disagreed vigorously with the letter, but by 1984, people were participating in

demonstrations and strikes despite the risk of jail, torture or murder at the hands of the army. In 1985, Marcos called a snap election and then moved to declare himself as president against the results of the vote. By this time there was a very active network of thousands of parish churches all over the country, sheltering and training a nonviolent movement opposing Marcos.

Corazon Aquino's opposition party used marches and petitions, trained poll watchers, held rallies, vigils and civil disobedience to undermine Marcos' attempt to steal the election. Crucial defections from the government by two key leaders provided the final crisis. Marcos ordered the army to capture the defectors. Cardinal Jaime Sin, the head of the Roman Catholic Church, rushed to the Church-owned radio station and called the people to gather on the streets to prevent the army from taking the rebel officers. Millions of people poured onto the streets. Determined to stay as long as it took to depose Marcos, the people prayed and sang, shared their food and drink, and somehow gave the occasion the atmosphere of a picnic. They stayed on the streets for four days until Marcos finally fled.

After Aquino took over, the Filipino peace movement reflected on what made their nonviolent revolution possible. They pointed to their common religious faith, and the support of church leaders who had encouraged grassroots groups based in churches all over the country. They described their strength as coming from their faith and their bubbling sense of humor. The people shared common goals of social justice and had leaders who could articulate the issues and inspire others.

Ed Garcia, a political scientist and former Jesuit priest, was one of the writers of the new Philippines constitution. In discussing the role of the outside world, he comments that letters of support from outside the Philippines sustained him while he was in prison and that international solidarity strengthened his commitment and showed him that he was not alone.

The images of the "velvet revolution" in Manila inspired people elsewhere to demonstrate against oppressive regimes. Only a few years later, in 1989, we saw some of the most memorable television footage of our time when soldiers watched people dancing on the Berlin Wall, and held their fire. In the months that followed, dramatic civil resistance toppled dictators in country after country in Eastern Europe with little bloodshed.

Meanwhile, in the Philippines under Corazon Aquino, areas of civil war continued to flare, leading the peace movement to form the Coalition for Peace and the multisectoral Peace Advocates. These groups met to help peasants and aboriginals who were caught between the army and the guerrilla forces. In the villages, first the army would come and execute those people they claimed were collaborating with the guerrillas. Then the guerrillas would return and execute those they accused of collaborating with the army. The strategy the farmers developed was to draw a map of their village with a circle around it. They took the map to both groups. "This is a Zone of Peace," they said. "Do not enter this area carrying weapons." Surprisingly, both the army and the guerrillas respected the Zones of Peace.

Many international organizations have benefited from the commitment of Filipino peace groups to share their experiences through publications and conferences. After one conference, Eduardo Marino took the idea of Zones of Peace back to his own community in Colombia, an area called La India.<sup>2</sup>

In La India, peasants were caught between the army, the paramilitary groups supported by the government, and the guerrillas. Colombian peasants were being summarily executed, exactly as the Philippine people had been. They were told by the army, "You have only these choices: join us, join the guerrillas, leave the area forever, or die." The farmers devised another choice. They went to each group and asked, "Who are you fighting for?" All of the commanders responded by saying, "We are fighting for you!" The peasants answered, "You have been fighting for us for 15 years, but we have been the only victims of this conflict. We ask you to stop fighting for us. We want to stay on the land and work for a living in a safe environment for our children." As in the Philippines, the fighting ended and the farmers were able to grow and market their crops for the first time in many years. Today, despite frequent setbacks and horrifying massacres, 28 Zones of Peace persist in Colombia.

Another of those zones, San Jose de Apartado, is a very active "Comunidad de Paz" which has a Web site and opportunities for international membership to support the community.<sup>3</sup> San Jose de Apartado is a small hamlet where peasants had organized a cooperative to market and process cocoa beans. In February, 1997, the paramilitaries came in and ordered everyone to leave, accusing the villagers of running a supply post for the guerrillas. They then dragged the four elected members of the board of the cooperative from their homes and executed them.

Several hamlets combined to declare themselves a Community of Peace and committed themselves to a declaration:

- Not to participate in the war in direct or indirect form.
- Not to carry arms.
- Not to manipulate or give information to any of the parties involved in armed conflict.
- Not to ask any of the parties to solve conflicts.
- Each one commits him/herself to search for a peaceful solution and to a dialogue for solving the conflict of the country.

The idea for the community of peace originated with the Bishop of Apartado, Monsenor Isaias Duarte Cancino. The peasants began to have workshops with the Intercongregational Commission for Justice and Peace (CINAP). The ceremony to declare the community of peace was made in the presence of Pax Christi, the Diocese of Apartado, CINEP and the media. Five days later, the peasants were bombarded by the army and paramilitaries and several peasants were assassinated. The peasants were forced to leave the hamlets under the threat that if they did not, more killings would follow. There were, however, two people from the CINAP accompanying them when the exodus occurred and many of them, feeling supported in their stand, made the decision to stay in San Jose.

Since it has declared itself a Comunidad de Paz, San Jose has seen the death of 35 members – 33 executed by paramilitaries and 2 executed by FARC guerrillas. Nonetheless, the community is determined to continue with its policies of nonviolent resistance as the only way forward for them. In March of 1998, 240 persons initiated the first return to the hamlet of La Union. The ultimate objective of the Peace Community is for all the members to be able to return to the hamlets from which they were displaced.

Zones of Peace organized from outside a community can also contribute to a peace process.<sup>2</sup> For example, UNICEF's humanitarian cease-fires for the immunization of children established children as a zone of peace. Under James Grant's leadership, negotiations with the government and the guerrillas in El Salvador permitted repeated three-day cease-fires during which international teams carried out primary health care and immunization of children in war zones. These cease-fires laid the groundwork for later peace negotiations in El Salvador.

Another community that received a Fifty Communities award was the Tibetan community at Dharamsala, India. Over 80,000 Tibetans led by their religious and temporal leader the Dalai Lama have fled the Chinese occupation of their country and established a refugee community at Dharamsala. Facing the destruction of their culture and religion – of the country's 6,259 monasteries, nunneries and temples, all but eight have been destroyed – they had a duty which far transcended the need merely to keep body and soul together: to nurture a whole civilization in exile. A democratic administration in exile was set up at Dharamsala to manage the affairs of the Tibetan refugees. With the assistance of the government of India, Tibetan schools were established to impart modern secular education to the Tibetan children while also emphasizing the learning of Tibetan language and literature, history, culture, religion, arts and crafts. Today there are 85 Tibetan schools throughout India, Nepal and Bhutan with a total student population of 27,585. About 70 percent of children attend school. Nearly 200 monasteries and nunneries have been established to revive religious education and traditions. In short, the Tibetans have kept alive in India what was almost totally destroyed or Sinocised inside Tibet. Credit for the success of the Tibetan community at Dharamsala and elsewhere undoubtedly goes to his Holiness the Dalai Lama who received the 1989 Nobel Peace Prize. The dedication to peace and to creating concerned human beings is what guides all the activities of the Tibetan community in exile – its education, health care, economic and environmental initiatives, its performing arts and literature, its scientific studies of the mind and spirit. The unique combination of pragmatism has been called a “culture of the heart”.

Another example of a community that refused to fight is the Kosevo Hospital in Sarajevo. In 1995, as part of the UN Fiftieth Anniversary celebrations, Friends of the UN recognized the hospital as one of fifty outstanding communities in the world.<sup>4</sup> Two doctors came to New York to receive the award just after NATO strikes began forcing the Serbs to withdraw. Before the war, Sarajevo was a very cosmopolitan city with a thoroughly mixed population of ethnic and religious groups. People had intermarried for years. When the war began, media incited hatred between groups, but the people of Sarajevo held to their pluralism and refused to turn against one another.

The hospital was the leading educational, diagnostic and therapeutic institution in the country, with 41 clinics and institutes, 2,100 beds, modern diagnostics and therapy. Only 600 metres from the enemy lines, it continued to work under impossible conditions. There was no electricity, water or gas and only minimal amounts of medical materials and medicines. Staff of the hospital worked and treated thousands and thousands of wounded and sick in the besieged city. The hospital was under constant artillery barrage, receiving 1,470 hits, of which 687 landed directly on clinics and institutes. Dozens of patients and staff were killed or wounded in hospital beds, in the hospital compound, or while on duty .

Dr. Mirza Dilic wrote in 1995 of their experience:

How did we, exposed to the blockade and enemy attacks, maintain the universal principle of the Hippocratic oath and offer to help everyone, including enemy soldiers?

Simply put, Kosevo hospital had to succeed. If we had not succeeded in organizing the work and showing that one can work even under impossible conditions, what would have happened to the thousands of wounded civilians and the sick? We were simply doomed to success.

We have succeeded thanks to the engagement of our people, thanks to a wish to help, thanks to the courage and devotion of the medical staff, thanks to respect for human rights, thanks to our efforts to preserve a multi-ethnic, and multi-religious community, thanks to the unselfish aid of many humanitarian and other organizations from the whole world.

Unfortunately, the war in Bosnia continues. Sarajevo is still under a blockade, it has been encircled for 40 months. Already 1,300,000 (yes, you read correctly, one million and three hundred thousand) shells have hit the city. Civilians are still dying on its streets and squares. We are still struggling to help and save the wounded and sick. But fortunately, we know we are not alone. We have friends all over the world and we know that all those who help us now will one day be proud of the help they have given us.

When the doctors were asked to draw lessons from their experience, they emphasized solidarity in the face of adversity, the importance of altruism and a selfless call to help others. "The path we take," they said, "is always a choice to live according to our ideals or to join with the forces of violence and oppression."

Two other factors were deeply significant. One was that the surgeon who led the hospital inspired his staff with his moral courage and persistence, and the other was that they received international support in the form of letters and occasional supplies from outside.

There are other stubborn, nonviolent communities within countries where violence is erupting today despite significant movement toward peace. In Israel, for example, there are more than 1,000 peace organizations, most with memberships of both Jews and Arabs. There is an international community founded by Fr. Bruno Hussar as an oasis of peace, called Neve Shalom/Wahat a1-salaam.<sup>5</sup> The community began slowly in the 1970s and continues today with active support from outside Israel. Fr. Bruno wrote of his vision:

We had in mind a small village composed of inhabitants from different communities in the country. Jews, Christians and Muslims would live there in peace, each one faithful to his own faith and traditions, while respecting those of others. Each would find in this diversity a source of personal enrichment. The aim of the village: to be the setting for a school for peace. For years there have been academies in the various countries where the art of war has been taught. Inspired by the prophetic words: "Nation shall not lift up sword against nation, neither shall they learn war any more," we wanted to found a school for peace, for peace too is an art. It doesn't appear spontaneously, it has to be learnt.

### **Lessons for the international community**

The Friends of the UN invited the fifty award-winning communities to a seminar in New York, where they offered many insights into their successes.<sup>6</sup> They spoke of their sense of altruism, of being called to show the highest possibilities of being human, of a sense of dignity, identity and self-respect. They valued their ingenuity in designing initiatives that were home grown, not handed to them by outsiders. The communities described their moral code of decency, equality, respect for life and the individual, and their rejection of raw power, threats and greed. The vast majority pointed to their spiritual strength, and their religious or cultural traditions as sources of resilience, perseverance and hope. Respect for nature was often a part of this framework. They spoke of their common vision and goal in social justice, and the importance of community ownership of programs. Often there was a charismatic leader, but speakers were convinced that even if the leader had died, the people would have continued on the same path. Organizational structures were based on participation, equality and shared power. In fact, the people described the ideal structure as more circular than linear. They offered advice that communities should establish a culture of dialogue, build relationships across barriers, focus on practical results, build the legal basis for equality, disseminate skills and knowledge, and hold onto courage, hope and humor. They stressed the importance of a legitimate economic base as essential to long-term success.

What strategies for outside support and intervention arise from the lessons of these communities? The first is that simply showing concern provides those working for reform with a sense of solidarity that helps dispel the helplessness that often paralyzes action. Second, the importance of education in moral values is clear in all the cases described. The moral values are often based in a deep religious faith or spiritual traditions that could well be supported by adherents in other countries. Third, the development of structures and strategies such as zones of peace and training in conflict resolution can often be facilitated by outsiders who bring new ideas and materials to help organizers. Fourth, communication is key to successful action. The international community could take a powerful initiative in providing fax machines, cell phones, photocopiers and e-mail access to organizers working toward social justice and democracy in communities at risk. Fifth, outside assistance can also be valuable in the establishment of a justice system and educating people about participatory democracy. Sixth, a charismatic leader drew many of the communities to action. Whether outside support can nurture such a leader is not clear, but media attention to the leaders may bring the issues to the public sphere. Media attention is a two-edged sword, sometimes protecting prominent leaders, sometimes precipitating violence against them.

These are only a few examples of communities that have chosen a determined stand against hatred and war. Their work is extremely dangerous, and some attempts have failed tragically.

Building a culture of peace is one way to reduce the likelihood of violent conflict and war. Learning from the communities that have created resistance to war is an essential step in developing new ways to support the strengths of local initiatives and protect local activists in their work for social change.

#### **REFERENCES:**

1. Garcia, Ed. (Ed.) 1994. Pilgrim Voices: Citizens as Peacemakers. Ateneo de Manila University Press.
2. Seymoar, Nola-Kate and Juan Ponce de Leon. (1997). Creating Common Unity: Models of Self Empowerment 50 Award Winning Communities. New York: Friends of the UN .
3. [http:// www.igc.apc.org /csn/sanjose/index.html](http://www.igc.apc.org/csn/sanjose/index.html)
4. <http://nswas.com/ index.html>
5. Langley, Winston E. (1997) Children, a Global Ethic, and Zones of Peace. Peace Review: A Transnational Quarterly, vol. 9, 2.



## *The Politics of a Culture of Peace* **The Group of 78 and Canadian Values for Peace**

### **Senator Douglas Roche**

In 1981, a group of distinguished and visionary Canadian intellectuals, ambassadors, MPs, and authors among others, founded the Group of 78 with a declaration encouraging basic priorities needed for an effective Canadian foreign policy.

A cross-section of the Canadian political actors of the time was revealed in the membership of the 78 prominent Canadians: The Liberals Eugene Forsey, Jacques Hébert, Renaude Lapointe, Donald MacDonald; the Progressive Conservatives Gordon Fairweather, David MacDonald; the New Democrats Andrew Brewin, Alfred Gleave; the now Independent Senator Lois Wilson.

The Group of 78 immediately called for:

- The removal of the threat of nuclear war, the greatest danger facing humanity.
- Strengthening the United Nations and other global institutions to bring about a pacific settlement of disputes, foster international cooperation, promote the growth of international law and the protection of basic human rights.
- Mobilizing the world's resources to achieve a more just and equitable international order and bring an end to poverty.

Advancing peace and disarmament through common security and a combined global effort with other peoples were ambitious and far-reaching goals in 1981. This was a time of intermediate-range nuclear forces (INF) being introduced into Western Europe, the birth of the neutron bomb, and acrid public denunciations between the superpowers.

Believing that a basic attribute of human nature is cooperation, not confrontation, the Group pressed the government of Canada through the following years to pursue the United Nations agenda for world security, insisting, in the words of King Gordon, that this agenda is "the assertion of sanity in an interdependent world".

By 1995, when the government did a full-fledged review of Canadian foreign policy, much of what the Group of 78 stood for had found its way into Canadian policy.

In its document, "Canada and the World," the government cited three key foreign policy objectives:

- the promotion of prosperity and employment, anchoring international stability and progress toward sustainable development;

- the protection of our security within a stable global framework achieved through an effective United Nations and the rule of law, not power;
- the projection of Canadian values and culture that promote human rights, the rule of law, democracy, and the environment as the foundation to international relations.

### **G78 has been on target**

The Group of 78's thinking proved right on target in its delineation of global problems and the approaches to alleviating them. As the 1990s progressed, the Group of 78's vision and Canadian policies began showing up in the international system, particularly in the UN global conferences of the last decade. The series of large-scale UN conferences were watersheds in shaping our global future. They have made an impact by:

- mobilizing national governments and non-governmental organizations to take action on global problems;
- establishing international standards and guidelines for national policy; and
- serving as a forum where new proposals can be debated and consensus sought.

The interrelated values of peace, social justice, economic well-being, and ecological balance, articulated by the UN, now form the basis for the most practical kind of foreign policy for any country.

All this work was sharply focused in the United Nations Millennium Declaration. A summit of 149 heads of state in September affirmed the central tenets of the global security agenda:

- Strengthen the rule of law.
- Make the United Nations more effective.
- Strive for the elimination of weapons of mass destruction, particularly nuclear weapons.
- Halve the proportion of the world's people living in absolute poverty by 2015.
- Ensure children everywhere have access to education.
- Promote gender equality.
- Fully respect and uphold the Universal Declaration of Human Rights.
- Ensure and embark on new efforts of environmental conservation and stewardship.

Just as the world needs a revitalized UN to build the conditions for world peace, so the UN needs a strongly committed Canada. The Group of 78 ensures this.

The Group of 78 is not, of course, solely responsible for the development of this new global security agenda. Nor is the Canadian government. Many forces in the world have been moving on this progressive agenda. That is exactly my point. The Group of 78 has for nearly two

decades been in the forefront of the development of global security policies now coming into the mainstream.

One might think that the Group of 78 could now rest on their laurels. Job well done.

Sorry. Not only is there no room for complacency, there is a new urgency in articulating the Group of 78 values throughout the land today.

### **Reactionary policies of the Alliance**

This urgency is caused by the new assertion of a political philosophy at complete odds with the Group of 78. This philosophy is encapsulated in the foreign and defence policies of the Canadian Alliance, now the Official Opposition in Parliament.

Claiming that Canada's international credibility has been "shamefully squandered during the past 30 years", the Alliance's foreign policy document, *Canada and the Millennium*, alleges that Canadian foreign policy is "now composed of little more than fashionable catch phrases such as "soft power" and "human security".

Consider four of the Alliance's main foreign and defence policies contained in the party's official documentation:

- An increase in Canadian military spending by practically doubling the defence budget in terms of GDP by the 2010-2015 period. The necessary funds can be found in savings realized in Canada's foreign assistance budget.
- Increasing military spending and capabilities in order to strengthen Canada's role in NATO, since "all hopes the UN would create the conditions for eliminating war have been dashed".
- The Canadian government, having done "incalculable damage" to the national interest in its "fascination" with the idea of eliminating nuclear weapons, cannot base its approach to national interests and international security on such outdated, ideologically-driven diplomatic policies.
- Canada must be supportive of American defence initiatives such as the development of an effective ballistic missile defence system.

### **Responding to the Alliance**

Allow me to respond to these beliefs in light of world developments.

First, Canada's current military spending is \$11.5 billion. In real terms this ranks Canada sixth in military expenditures among its NATO allies. While the Alliance calls on Canada to match the NATO average of 2.1 percent of GDP, NATO's military spending is already greater than the rest of the world combined and is 18 times greater than all seven so-called "rogue" states put together. Perhaps it is not a case of Canada spending too little on the preparation for war, but its NATO allies spending too much.

Though Canada's defence budget was cut 25 percent in the 1990s, its foreign aid programs have been gutted by almost 40 percent. Official Development Assistance now hovers at \$2 billion, or 0.28 percent of GNP, the lowest level ever in Canada. This is practically out of sight of the established UN target of 0.7 percent of GNP and yet some would cut it even more and give the proceeds to the military.

Those who seek to cut foreign aid further should re-examine the premises of development policy, taking into account that poverty and under-development is the leading cause of violent conflict. Of states in the bottom half of the annual *Human Development Index* in 1998, almost half (41 percent) experienced war on their territories within the previous decade, while only 15 percent of states in the top half of the index had experienced war within the same period. No amount of military strength can effectively confront this challenge to international peace and security.

Second, this new political thinking virtually writes off the United Nations as an instrument of peace, ignoring the 172 peaceful settlements that have ended regional conflicts, which the UN has negotiated since 1945. If the UN is not yet a perfect instrument, neither is NATO, which violated its own charter in the bombing of Kosovo.

For Canada, both the UN and NATO are important vehicles for us to express Canadian values. NATO's militaristic solutions to problems cannot be allowed to overcome the UN's steady development of international law and peacekeeping measures in the resolution of conflict.

There are times when the use of force may be legitimate in the pursuit of peace, but unless the UN Security Council is restored to its pre-eminent position as the sole source of legitimate force, the world is perilously forgoing law for anarchy. Ultimately, it was UN Security Council Resolution 1244 that ended the Kosovo war, providing for an international military and civilian presence "under United Nations auspices" to keep the peace. It is a tragic irony that, after all NATO's destruction, the Kosovo war ended with an agreement that could have been reached before the bombing. The rejection of international law for national interest is not a suitable pillar upon which to build a viable system of international peace and justice.

Third, the Alliance asserts that the idea of eliminating nuclear weapons is based on the "naïve belief that the knowledge of how to make such weapons, and the will that some states will always have to acquire them can simply be made to go away". This view toward Canadian policies on nuclear weapons and their elimination is equally incongruous with present needs and reality.

The 2000 Review of the Non-Proliferation Treaty concluded with a consensus accepted by the five Nuclear Weapon States for an “unequivocal undertaking to accomplish the total elimination of their nuclear arsenals”. The NPT has 187 signatories, making it the world’s most comprehensive disarmament treaty.

The International Court of Justice ruled that nuclear weapons are implicitly illegal, and that negotiations to eliminate them must be concluded. The overwhelming majority of nations at the UN have voted for their elimination in recent General Assembly resolutions. Can these high-level actions be dismissed as mere naïveté?

Senior military figures in both the United States and Russia state that nuclear weapons cannot be used to fight wars and are too dangerous to maintain. A statement signed by 131 international civilian leaders from 49 countries, including 52 past or present presidents and prime ministers, called for the achievement and enforcement of elimination.

When asked whether the Canadian people want to see their government lead negotiations for a Nuclear Weapons Convention, 92 percent of Canadians responded favorably. When asked the same question, 87 percent of respondents in both the United States and Britain agreed.

Fourth, clearly the world wants nuclear weapons eliminated, but they are bound to proliferate with the deployment of a missile defence system in the United States. There are those, like the Alliance, who maintain that because the U.S. is Canada’s most important ally, we must support its military initiatives such as ballistic missile defence (BMD).

This logic is fundamentally flawed. The potential consequences of BMD deployment are enormous and must be seen beyond Canada-U.S. relations.

### **Remaining true to multilateralism**

Should Canada support exclusive pursuit of military superiority over rules-based arms control? Because the U.S. is Canada’s most important ally, it is Canada’s obligation to ensure that the U.S. does not threaten to undo the whole structure of arms control agreements built up over decades by substituting for them a doctrine of unilateral defence.

Rather than supporting BMD, Canada needs to emphasize that the response to the ballistic missile threat -- as much as there is one -- needs to be part of a broader concern for the international community. That's the point made by several NATO allies, particularly France. Canada must not only resist participating in the development of BMD but, as a key ally of the United States, it must insist that the United States remain true to its multilateral commitments.

Snide references to “soft power” and “human security” show just how out of step these reactionary political policies are with the modern world. All the characteristics of globalization

show how dependent human beings are on one another around the world for both peace and prosperity. This calls for an integrated agenda for peace and sustainable development.

The year 2000 has been designated the International Year of the Culture of Peace. This requires new political priorities for cooperation and sustainable development instead of armaments. The Group of 78 was founded on these values, but it must persist speaking forcefully to ensure that Canadian policies continue to reflect these principles.

## **Cooperation or Confrontation?**

**Rear Admiral Eugene Carroll, jr. (USN-Ret).**

*(Address on receiving the Tom Perry Peace Achievement Award of Physicians for Global Survival)*

In the years I was privileged to know and work with him in the cause of peace and justice, Tom Perry was the kindest, most humane and dedicated gentleman I knew. I say this in spite of the fact that he almost got me in trouble once. More about that in a moment.

His positive optimism and energetic commitment to anti-nuclear activities was all the more remarkable because of the harm he suffered in the United States. The Dies Unamerican Activities Committee of the U.S. House of Representatives, abetted by the U.S. Federal Bureau of Investigation, literally hounded him because of his anti-nuclear activities in the 1950s. Ultimately, in order to continue his medical career, he emigrated to Canada in 1962. Faced with the necessity to start anew he never lost his dedication to the cause of peace and it was in Vancouver that I came to know and admire Tom Perry.

Following one formal program at University of British Columbia, Tom published his first book *The Prevention of Nuclear War*, which included my formal paper and informal responses to questions from the audience. That is where he got me in trouble. In 1984, in Little Rock, Arkansas, of all places, during a debate on defence issues my adversary quoted from Dr. Perry's book. To the question, "Who is advising President Reagan on nuclear weapons?", part of my reply was that President Reagan's National Security Advisor "knew as much about national security as Miss Piggy". I was chastised for lack of patriotism and disrespect to my betters, even more so because I had been speaking "in a foreign nation"!

After the shock of hearing my scarcely-remembered quote, I managed to respond that my conscience was clear because I had subsequently "apologized to Miss Piggy and she had forgiven me". Judging by the audience reaction, I really wasn't in trouble after all.

Now to turn to – *Confrontation or Cooperation?*

You, as Canadians, know more of events and conditions in the United States – far more I regret to say – than U.S. citizens know about Canada. There are many reasons for this but two stand out. First, as major trading partners, more than 80% of all of your exports go south while slightly less than one quarter of U.S. exports come here. If the U.S. economy sneezes, Canada may contract pneumonia. You are wise to keep a wary eye on us Yanks.

### **Accute case of national hubris**

The second reason is what I want to discuss this evening, one which I believe must be a continuing, irritating problem for Canadians. This is the growing isolation of the United States

stemming from an acute case of national hubris. Our Secretary of State says the United States stands taller, sees further than other nations. The President declares that we call the shots. Senator Jesse Helms stands astride the U.S. Senate, a chauvinistic jingo who rejects the concept of a global community based on the rule of law. Washington speaks as the sole superpower and international norms are for lesser nations.

It is true, perhaps, that never in the history of the world has a single nation ever exercised the preeminent influence globally which the U.S. wielded in the 20th Century. The question now becomes, what lies ahead in the 21st Century? Will it be another American Century? Or could this great power slip away, be thrown away, and the 21st Century become the anti-American Century?

The answer is that it depends on whether the U.S. attempts to perpetuate an American global hegemony as the world's only military superpower - or if they seek to exercise constructive leadership as a cooperative member in a peaceful world community governed under the rule of law. Confrontation or cooperation?

Unfortunately, the U.S. Congress and the Executive seem determined to make military power the primary instrument of U.S. foreign policy. The U.S. is the only nation in history which has formally divided the globe into military zones and appointed a General or an Admiral to be Commander-in-Chief within each zone. There are nearly a quarter of a million uniformed troops permanently assigned to these Commanders, heavily armed and fully combat ready to intervene militarily in not one, but two conflicts anywhere on earth and to win both wars nearly simultaneously. President Clinton has proclaimed that he will act multilaterally where possible but is prepared to act unilaterally when necessary.

### **Forward presence**

This aggressive posture is called forward presence, in current jargon. In truth, it is no more than gun boat diplomacy which through the implied threat of military action is intended to influence and control events to U.S. advantage. This confrontational approach to foreign relations is extremely negative because it is based upon coercion rather than efforts to develop constructive approaches of mutual benefit. It also creates pressure to use military force when significant issues lead to public awareness of pending problems with another nation. All too often the United States finds that gun boat diplomacy has put us in a position where the use of force will not resolve a problem but we will look foolish and impotent if we fail to act after threatening to do so. Kosovo is only the latest example of this process.

Yet another dangerous, potentially fatal, form of confrontation is intensifying through U.S. nuclear policies. In 1995 the U.S. led efforts to extend the Non-Proliferation Treaty indefinitely. To inspire the non-nuclear states to agree, we joined the other four nuclear powers to make a formal pledge in a statement titled, "Principles and Objectives For Nuclear Non-Proliferation and Disarmament." This contained a joint commitment to: "The determined pursuit by the nuclear weapons states of systematic and progressive efforts to reduce nuclear weapons globally, with the ultimate goal of eliminating those weapons..." That is an unequivocal commitment to get rid of all nuclear weapons.



Despite this, two years later President Clinton flatly renounced any intention to honor that commitment. In Presidential Decision Directive #60, parts of which were revealed to the media, he approved a policy which declared that nuclear weapons would remain the cornerstone of U.S. security indefinitely. A senior Pentagon official reaffirmed that statement recently by stating that nuclear weapons are an essential element of major power status and "that would never change."

Then, of course, there is U.S. determination to proceed with a national missile defense (NMD) system despite the fact that it will violate the Anti-Ballistic Missile Treaty. As the indispensable partner in the North American Aerospace Defense Command (NORAD), Canada obviously has a major stake in the outcome of this misguided effort.

These policies and programs are an open affront to all of the nations which consented to the indefinite extension of the Non-Proliferation Treaty at U.S. urging and it openly confronts other nations with the need to create their own nuclear weapons.

### **Standing aloof**

Turning from dangerous confrontational military measures, consider another form of confrontation. This is American unwillingness to enter into or support constructive cooperative measures within the community of nations. As the world's superpower we stand aloof from the community. Such growing isolation is pernicious and endangers our long term interests economically, politically and militarily. Several specific examples follow, one of which is of special concern to Canada.

The starkest example of growing isolation is epitomized in the UN Convention on the Law of the Sea. Negotiations on this major effort to develop international law began in 1958 with strong U.S. participation and leadership. This process took 24 years to come to fruition in the 1982 Law of the Sea Convention and it reflected virtually every U.S. demand except for the Article XI provisions concerning seabed mining. For this reason, the industrialized states led by the U.S. refused to ratify the convention.

Twelve more years of negotiations followed while the U.S. insisted on changes in Article XI which led finally to U.S. signature and the convention coming into force in 1994.

Six years later the U.S. still has not ratified it. In short, we are isolating America from the development of a body of international law which covers 70% of the earth's surface and protects freedom of navigation, fisheries, the oceanic environment and the wealth of the global seabed. Worse, we are doing this even though the provisions of the Convention have been shaped through strong U.S. leadership to protect all of America's political, economic and security interests. It is difficult to conceive of a more foolish, shortsighted failure to advance the rule of law in the world order, nor one more certain to generate unnecessary confrontations with other nations in the future.

In 1998, a similar failure occurred in Rome. In this case negotiations were on the provisions for an International Criminal Court. During the early phases of this initiative the U.S. was a leading proponent of a permanent international tribunal which would have jurisdiction over war crimes, crimes against humanity and genocide. In effect, we were working to create a permanent successor to the Nuremberg Tribunal and obviate the need for ad hoc arrangements for special bodies such as the one now sitting in the Hague to consider crimes committed during the dismemberment of Yugoslavia. Unfortunately, our efforts were directed toward creating a Tribunal which would remain firmly under the control of the U.N. Security Council.

There we could exercise a U.S. veto if the ICC moved to act in a way considered inimical to U.S. interests. During increasingly acrimonious deliberations in Rome, U.S. insistence on retaining a means to deny jurisdiction to the ICC created a storm of criticism of the U.S. position by even our closest friends and allies. The final vote in Rome on the Statute for the ICC was 120-7 against the U.S. position. Even worse than the crushing defeat is that we found America voting with nations such as Iraq, Libya and Yemen, radical states little noted for their devotion to human rights and the rule of law. It is sadly ironic that the world's leading democracy has chosen to exclude itself from this initiative. It is even more disheartening that this is only one more among many efforts to establish just and peaceful international norms to which the U.S. refuses to accede.

Another example of U.S. rejection of constructive steps to create a safer and more peaceful world is the Ottawa Convention on the Prohibition of Anti-Personnel Landmines which came into force last year with strong Canadian leadership. President Clinton has conceded that at some date in the future we will consider adhering to the Treaty but first we must find military alternatives to these indiscriminate killers of soldiers and innocent civilians alike. Meanwhile, we ignore the fact that more than 133 nations are already committed to the ban while we stand in opposition with such nations as China, Iraq, Iran, Syria, Congo and Cuba.

### **Wasting a priceless opportunity**

It seems clear that in attempting to perpetuate a concept of foreign relations based on military power the United States is wasting a priceless opportunity to move from a confrontational posture to a cooperative one. Jonathan Schell's latest book, *The Gift of Time*, focuses on the need to get rid of nuclear weapons while there is no active threat to American security except nuclear weapons. By extension, the U.S. can use the gift of time to build a new, long term approach to security in the 21st Century.

On that point, there is an analogy between the need to get rid of all nuclear weapons and the need to achieve a cooperative world community of nations living together in peace and governed under the rule of law. The first similarity is that no one, no individual or group, is wise enough today to say how or when we can actually achieve either goal. It is impossible today to foresee or prescribe all of the conditions which must exist before nuclear weapons are abolished; or, how a system of global governance can be established. Today the realities are that the most powerful nation on earth declares that nuclear weapons are the cornerstone of our security and the same nation refuses to surrender the smallest scintilla of national sovereignty in the conduct of its international relations. How do ideals triumph over such realities? The answer is the same for both

efforts. One step at a time.

With respect to nuclear abolition the steps are ratification of the Comprehensive Test Ban Treaty; the universal declaration of a no first-use policy; the de-alerting of strategic weapons; the separation of warheads from delivery vehicles; significant reductions in nuclear arsenals until 32,000 weapons become 5,000 and then 1,000 and then 500. Then we hope that those who follow us will be wise enough to work out the means of eliminating the last nuclear weapons on earth. Can we be certain of success? No, but we can be certain that as we proceed the world will become progressively safer each step of the way. As the danger of nuclear catastrophe fades, each successive step will become more obvious and more beneficial until the rewards of abolition are irresistible and inevitable.

In an absolutely parallel process, progress from confrontation to cooperation can be advanced one step at a time through practical measures of international cooperation such as U.S. accession to the United Nations Convention on the Law of the Sea. In this one step the U.S. would accept the jurisdiction of international tribunals and panels capable of peacefully resolving international disputes in regions covering 70% of the earth's surface.

Another step is to achieve U.S. acceptance of the jurisdiction of the International Criminal Court and increased submission of disputes for adjudication by the International Court of Justice at the Hague. Accession to the Ottawa Anti-Personnel Land Mine Treaty would be another affirmative action. All of these individual measures already have strong acceptance in the world community and active constituencies in the United States.

Just as patient, insistent progress toward nuclear disarmament will one day make it possible to eliminate nuclear weapons as a threat to humankind, so step by step progress in international cooperation will make it possible to increase confidence in and support for the concept of global governance. Only then can we finally turn to the United Nations and help it to grow into the role of world peacekeeper for which it was created 50 years ago.

### **U.S. cannot stand alone forever**

Once again the United States must lead the way in the 21st Century. As long as U.S. leaders are committed to the belief that as the world's most powerful nation we alone are empowered to proclaim and enforce American standards and judgments everywhere in the world, we are doomed to confrontation and growing isolation in a world increasingly ready to adopt global norms and the peaceful conduct of international relations. The vote in Rome of 120 to 7 against the United States was only one more ominous harbinger of the dangers ahead because of chauvinistic reliance on American power to promote U.S. political and economic interests in an interdependent world community. Perhaps today U.S. leaders may believe that we are able to pay the costs of such behavior but the option of standing alone as the world's only superpower will soon no longer be affordable, or possible.

The future security and well being of all North Americans rests on far more than aircraft carriers, strategic bombers and a National Missile Defense System. As the present tragic situation in Kosovo demonstrates vividly, America's magic superpower wand cannot make long-standing problems disappear. In truth, there is no military solution to the ethnic, religious, political and

historic disputes which underlie the violence there and elsewhere in the world. Our security, and the solution to such problems in the future, will be promoted far more effectively through wise U.S. foreign policies that lead away from confrontation and to the creation of a peaceful, just and cooperative world order in the 21st Century. I know that we can trust Canadians to be proud, active, and creative participants in the effort to create such a world.

Shalom

## **2. Panel Presentations**

### **Panel 1 Causes of Conflict and Violence**

#### **Patience and the Long Term**

**Élisabeth Barot**

*(Rapporteur's summary)*

As her overall theme, Dr. Barot argued that we need to develop a culture of patience, and take a long-term view to managing change. At this moment, the most dangerous threat for peace is impatience with a system that is under the stress of change.

Violence is neither innate nor inevitable. The United Nations Educational Scientific and Cultural Organization (UNESCO) is committed to education for preventing violent conflict and building a culture of peace. There are no easy recipes for creating a culture of peace; nevertheless, long-term education strategies must be seen as a vital ingredient in preventing future conflict. Such education strategies must be guided by democratic and participatory principles. This is a commitment to long term management of change, rather than our current reliance on short-term crisis management.

Dr. Barot reflected on areas of critical importance to a culture of peace and the future of humanity:

- (1) biodiversity
- (2) cultural diversity
- (3) access to information

We must consider whether we have developed the capacity to monitor the implementation of complex international conventions on these issues. We must follow through on our commitments to these issues in an inclusive manner which allows for dialogue and international solidarity and cooperation.

#### **Problems of food regulation**

- (1) Biodiversity issues raise complex questions and we must develop the institutional capacity and coordination to cope with them, both domestically and internationally.

Recent debates over the global regulation of genetically-modified organisms (GMOs) are illustrative of the complexity of biodiversity issues. For example, in May 2000 a petition was presented to the Canadian government by the Sierra Legal Defence Fund about our protection from potential dangers of genetically modified foods. Clearly this is an issue that touches on food

security and sustainable development. A collaborative response to this petition was released on September 7 by six Canadian ministries (and is summarized on the Canadian Food Inspection Agency web site: [www.cfia.agr.ca](http://www.cfia.agr.ca)). The response would, at least at first glance, appear to be well balanced and describes the high standards used in controlling products developed through applications of biotechnology research. In terms of environment and health, it describes the checks and balances of the system in place and the new legislation in preparation.

Canada has adopted the achievement of sustainable development as a central purpose of the Canadian Environmental Protection Act, Canada's principal environment protection statute. The Canadian government has confirmed in its Guide to Green Government ('Guide') that there are three dimensions to sustainable development that must be integrated: social, economic, and environmental. The Guide points out that such an integrated approach must be based on sound science, including recognition of the precautionary principle -- regulation cannot simply be reactive, responding to problems after they develop.

The global regulation of GMOs raises issues concerning all three dimensions of the sustainable development concept. The government's response of September 7 seeks to reassure the public and gives the impression that everything is under control and that everything is being done in the public interest.

Nevertheless, we must question these reassurances. Can we be sure that all governments in the world, in the context of the down-sizing of public bureaucracies, have enough personnel to prepare such an integrated approach? In Canada, will we see legislation on this issue actually passed or will it die like the bill on reproduction which died before several legislatures and is still on the order paper? Can we expect all countries of the world to be able to carry the burden of verification which is technically complex and sometimes impossible to carry out in the absence of adequate resources? Given the pace of change and technical complexity of developments in this area, how can we be sure that there is public awareness of, and input on, developments in GMO research and production?

Clearly NGOs have a vital role to play in raising public awareness and scrutiny in this area. The other lesson to be learned here is the urgent need to develop and reinforce the regulatory capacities of governments in these highly-complex areas.

A culture of peace needs to engage everyone in contributing to a sustainable future for seven generations.

### **Exclusion can breed violence**

(2) As part of building a culture of peace, we must respect cultural diversities and help them to flourish, while respecting the rights of everyone to live in harmony with nature. Exclusion in all its forms has a potential for violence. In a world of increasing diversity, we must be aware of the dangers of exclusion and marginalization, which diminish our capacity to live together in peace.

How are we going to ensure democratic governance of these increasingly-diverse societies? Inside societies, exclusion must be addressed through policies of social cohesion that are working on behaviour and attitudes which include building self-confidence, better mutual understanding between groups, better laws to protect minority groups, and citizenship education programs that are supposed to make everybody a responsible citizen of this world. Education for peace, human rights, and democracy is vital to empowering people and preventing potential conflicts.

Regularly UNESCO requests member states to report on education for peace, human rights, and democracy. The Canadian report is due at the end of 2000. Its first draft signals the many ways in Canada we have begun to think about education in our rights and responsibilities. Interesting work is being done in some provinces where students, the community, and the school representatives come together to develop the rules by which they will run their class. Conflict resolution is democratically organized and is linked with courses on human rights and the pacific resolution of conflict.

Public parks and festivals are effective tools to create common experiences and memories.

In Canada we do not have ready solutions to all the complex issues raised by social diversity, but we are very conscious of the importance of our diversity and we are carefully looking for ways to better organize to live together. Research on this area at the municipal, provincial, and federal levels are improving our capacities to respond to the challenges of cultural diversity.

Such is not the case everywhere. For example, displaced persons are a burden for many countries. Often in these countries the legal status of displaced persons is not settled and they become victims of all kinds of abuses. Comparative studies are being undertaken by UNESCO on the management of social transformation in pluri-ethnic societies. It is vital to support research into how we live together in multiethnic societies, and contribute to the development of legislation and institutional capacity of all countries to support and foster human rights.

As part of working towards a culture of peace, we must respect and promote cultural diversity while respecting the rights of everyone to live in harmony with nature.

### **Inequalities in information technology**

(3) Given the immense impact of revolutions in communications technologies and the new knowledge-based economy, there is an especial urgency to considerations of the 'public good' when dealing with access to information. Clearly we must have grave concerns about whose interests are being represented in these new developments. Differences in wealth, education opportunities, and national production capacities mean different levels of access (and exclusion) to these new information-based developments. Furthermore, corporate concentration, intellectual property rights, the dominance of English in cyberspace, privacy issues, the sophistication of surveillance technologies, and government efforts to restrict electronic information flows all raise important concerns about access to, and control of, knowledge.

A culture of peace requires respect for the contributions of all kinds of knowledge as well as sharing this knowledge in solidarity for a just equilibrium between people and nature.

How might we reconcile the interests of information 'donors' and information 'users'? For example, indigenous peoples, who have been targeted by researchers into human genetic diversity, have been particularly sensitive to this issue and have closely followed the recent work of UNESCO on the development of the Universal Declaration on the Human Genome and Human Rights.

The ethical imperative in this context is to formulate a concept of the public interest and take a balanced view of the needs of the users and communicators of information and of access-providers and content-providers the world over. Further, the corresponding practical problem is to identify and develop organizations capable of giving this concept effective voice.

In conclusion, we must promote an awareness of the complexities of these issues and we must develop multilateral capacities to deal with these challenges while guided by the principle of precaution.



## ***Panel 2 The New Diplomacy: Peace Building***

### **The Road to Peace Building: Revolutions in Progress**

**Janis Alton**

*(Rapporteur's summary)*

Nowadays, high-level official declarations generally promise to support and implement two propositions long put forward by non-governmental organizations and civil society:

- Transition from war to peace badly needs strengthened partnerships between the United Nations and its system, governments, and civil society organizations (the essence of “new diplomacy”).
- Women’s full inclusion in peace processes is essential.

This paper focuses primarily on women’s insights and activism in the fields of demilitarization and security as they contributed to these radical changes.

#### **Early leadership**

Although their efforts have had little recognition from historians, women have worked publicly for peace for more than a century. In 1899 Baroness Bertha von Suttner published *Die Waffen Nieder* (Lay Down Your Arms), an anti-militaristic novel that became an international best seller. Her intention was to broaden the international peace movement and create interest in alternatives to war: arbitration, the rule of law and a federation of European states. She wanted to influence the ruling élite and her book had an impact on great men of the time, including Leo Tolstoy and Alfred Nobel. Birgit Brock-Utne suggests that the first Hague conference might not have happened if Tsar Nicholas II of Russia had not been influenced by her book. After his call for an international conference “to form an alliance of all peace-loving nations to meet at the Hague to form an alliance of nations to fight for world peace and abandon all wars,” 26 countries did come together, though they altered the Tsar’s agenda to include the laws of war. From this came an ad hoc Tribunal (The Hague Tribunal) in 1899 for the arbitration of conflict. The second Hague conference in 1907 led to the establishment of the Permanent Court of International Arbitration inaugurated in 1913.

Excluded from the management of foreign affairs and defence, women also had minimal authority even in mixed-sex peace organizations. This led to the establishment of all-women societies concerned for human life and using a varied set of non-violent techniques.

## **All-women peace societies**

The Congress of Women opened in April, 1915 in the Hague. About twelve hundred women, chiefly suffragists from western countries, both "enemy" and neutral, succeeded in attending. Flush with some of the best known radicals of the day, the meeting aimed for the settlement of international disputes by peaceful means and the suffrage of women. A Canadian professor at the University of Wisconsin, Julia Grace Wales, refined a plan to undertake continuous mediation ("shuttle diplomacy" today) to end the war. They were well-received by prime ministers, ministers of foreign affairs, the Pope and the King of Norway, but they were usually told that it was not time for negotiations; the war must run itself out. Still, they proceeded to establish a permanent peace organization, the Women's International League for Peace and Freedom (WILPF), which exists to this day. Bruna Nota, a member of Canadian Voice of Women for Peace, is the current president.

Nevertheless, the isolation of women from the political mainstream remained, and one can speculate about its relationship to the continuing tyranny of man's oldest profession, but not on its blight on democracy the world over. Forty-five years after the creation of the WILPF, this persistent exclusion propelled the Canadian Voice of Women (or VOW) for Peace on to the Canadian landscape. In its visit to Parliament that year, it asked Canada to declare itself a non-nuclear country and urge the U.S.A. to stop atmospheric nuclear testing. The Voice of Women's appearance aroused derision in some hostile quarters, reflected in letters to the editor, but the movement held to its course.

The Progressive Conservative government of John Diefenbaker told the VOW to "go home and organize". Thousands of women were drawn to the movement, including Maryon Pearson, whose husband "Mike" was then Leader of the Liberal Party and Leader of the Opposition. Immensely capable women such as Thérèse Casgrain, Kay Macpherson and Grace Hartman became leaders of the movement. Forty years later, operating on a shoestring, VOW's peace volunteer and voluminous peace work continues, from Burnt Church to Burundi.

## **Women lobby for demilitarized, "true" security**

In 1962, the VOW convened an International Conference of Women to consider what could be done about the nuclear threat. From this came a request to the UN for an International Year of Peace (later proclaimed as International Cooperation Year in 1965) and a request to the Canadian government for Canada to support the international appeal for a nuclear test ban treaty. In 1985, VOW member Marion Kerans coordinated a Women's International Peace Conference marking the end of the United Nations Decade for Women. Three hundred and fifty women from around the world came to Halifax to discuss true security and women's alternatives for negotiating peace. At the Peace Tent in Nairobi, Margaret Fulton, president of Mount Saint Vincent University delivered the powerful statement from the Halifax conference.

These international efforts altered the military definition of "security", linking it with poverty, militarization and violence, some nine years before the 1994 UN Human Development Report proposed replacing the narrow concept of national security by an "all-encompassing concept of human security". Still this report did not address the harm of the "war system", a feminist understanding of the true meaning of "security" which was by then circulating in the women's peace movement.

### **United Nations links**

Access to UN disarmament discussions is difficult for women's peace groups, though there have been small, tentative gains. In 1989, a small VOW team including Ms Alton and Ann Crosby, was invited by the NGO Committee on Disarmament to prepare a five-minute oral presentation to the Third Special Session on Disarmament (UNSSOD 3). Most of the official delegates left as soon as it was time for the NGOs to speak, without hearing our request "to increase the participation of women in its peace and disarmament processes". In 1990 in Vienna we combined continued lobbying for our recommendation at the Commission on the Status of Women (arousing little interest in our views, though access had improved) with representations to diplomats engaged in the continuing discussion between NATO and the Warsaw Pact on mutual force reductions, where we had some interesting exchanges.

Still things had improved since 1975, when a proposal by some women's peace groups to put peace issues on the agenda of an intergovernmental conference in Mexico City was rejected, with the exception of the inclusion of a panel on disarmament at the urging of Nobel laureate Sean McBride. Two women were included on the panel, a major breakthrough at the time.

In the 90s, the surge of conferences on international policies increasingly included such issues as environmental and economic security, women's rights as human rights, decent habitats, the abolition of land mines, and the establishment of a permanent court for the prosecution of war crimes, including gender-based crimes. These events led to a greater effort to document women's contribution to peace building. They have also increased the number of partnership processes between civil society organizations and governments.

A highlight of the "new diplomacy" was the overflowing International Hague Conference to Abolish War in May, 1999, led by civil society organizations. In contrast to its solely governmental forerunner in 1899, this conference had 10,000 NGO and government delegates mingling freely. The agenda stressed the interdependent components of human security and led to the launch of the "Women Building Peace" global campaign. In July 1999, the 50-point action plan "The Hague Agenda for Peace and Justice for the 21<sup>st</sup> Century" was accepted as an official UN document.

## **Beijing 1995 - a milestone**

The Fourth World Conference on Women in Beijing in 1995 was the largest gathering of women in history: 40,000, with the greatest number assembled for the NGO forum, "Look at the World through Women's Eyes". The media gave little coverage to non-governmental events, sticking mainly to the official conference.

Using UN regional opportunities, thousands of NGO women helped to draft the Beijing Declaration and Platform of Action. Implementation at every level would contribute to women's peace-building capacities. UNESCO takes it as its chief reference tool in its Women and the Culture of Peace program and it is the tool used in measuring implementation of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women.

Interested parties now seem to share some core assumptions about world security:

- Military "addiction" is detrimental to security.
- Women are excluded from decision-making.
- The UN conferences have helped the global women's movement where the security challenge is an integral part.

But five years after Beijing, resources for implementation are slim everywhere. A new NGO voice, the Canadian Feminist Alliance for International Action (FAFIA), a 40-member coalition of which VOW is a part, published a stinging critique of Canada's failure to live up to even a fraction of the strategies to which commitments were made in Beijing. The conclusion was that Canada has not promoted women's equality and does not take seriously the links between gender, poverty, health and the environment, between violence and inequality, between democratic participation and good decision-making. Only Quebec, New Brunswick and Ontario bothered to complete a UN-based questionnaire (on one page) on the implementation of the Platform for Action. By default, the Federal government came up with the answers.

## **Women, sustainable peace and the Security Council**

Although women have secured places at the peace table in conflicted countries – South Africa, Burundi, Guatemala, Cambodia, Liberia, Israel, and Northern Ireland – exclusion is the norm. Given the opportunity, women are the main proponents of agendas that include women and children and deal with housing, education, and child care. They advocate strategies and programs to benefit both women and society at large. They alter the understanding of roles women can play. During preparations for this year's celebrations of International Women's Day at the UN in New York, the President of the Security Council for the month of March, A.K. Chowdhury of Bangladesh, gave delegates his presidential statement about the valued role of women in peace making and peace building and hinted that further affirmative steps by the Security Council were possible.

There are signs of reforms which will benefit all NGOs in their access to the UN. If these include provision for the systematic inclusion of women in the processes of this body dealing with matters of political conflict, that will indeed be revolutionary progress!

## Canada's Human Security Agenda: The Least We Could Do

Ann Denholm Crosby

Since the Liberal Government's 1994/95 foreign policy review, and reflecting strong and principled voices that took part in that review, the discourse and practice of human security has been front and centre in the foreign policy agenda of the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT).

In practice, the government has undertaken a number of human security initiatives and is participating in others.

- Canada was instrumental in bringing to fruition, through the Ottawa Process, the Anti-Personnel Land Mine Convention. The convention bans the use of anti-personnel land mines worldwide. It obligates states to destroy stockpiles, remove the weapons from where they have been implanted throughout the globe, and assist in rehabilitating landmine victims and their societies.
- The government is a key player together with a range of non-governmental organizations and international governmental organizations in efforts to control the use, movement and proliferation of small arms and light weapons throughout the world.
- Ottawa was also a key player in establishing the framework for the International Criminal Court.
- It is active in addressing the issues of child soldiers and children as victims of armed conflict

As a direct result of the foreign policy review, government has also established a Global and Human Issues Bureau responsible for a (if not the) range of issues associated with human security. The Bureau shares interests with the human security work that is on-going within the Canadian International Development Agency, CIDA also being responsible for administering Canada's Peacebuilding Initiative, which came into existence in 1996

Much of this activity has been under the tutelage of our soon to be ex-minister of foreign affairs Lloyd Axworthy, who has articulated what human security is about in a number of forums both here in Canada and elsewhere in the world, including the United Nations.

Human security, he has said, "includes security against economic privation, an acceptable quality of life, and a guarantee of fundamental human rights". Pursuing these ends requires "the rule of law, good governance, sustainable development and social equity".<sup>1</sup> The point of human security initiatives, he argues, is to "put in place the minimal conditions under which a country can take charge of its destiny, and social, political and economic development become possible".<sup>2</sup>

As such, a human security agenda locates security with the individual, alone or in collectives, and includes the kinds of issues for which the Bureau of Global and Human Issues is responsible, described by a former director-general of the Bureau as:

“the environment, human rights, children’s questions (e.g. child labour, children in war, sexual exploitation of children) gender issues, youth, humanitarian policy, conflict prevention and peace building, terrorism, crime and drugs, health, population, migration and refugees, as well as circumpolar and Aboriginal issues”.<sup>3</sup>

Another distinctive feature of a human security practice is that it is pursued through the exercise of “soft power”. Again in Axworthy’s words, soft power methods include “skills in communication, negotiating, mobilizing opinion, working within multilateral bodies, and promoting international initiatives” that focus on the security of the individual, as opposed to the security of the state. These skills, he argues, are particularly suited for addressing the agenda of human security, the kinds of security issues that “do not pit one state against another, but rather a group of states against various transnational challenges”.<sup>4</sup>

Together, the discourse and practice of human security, including its use of soft power, constitute an important element of what this conference session refers to as the New Diplomacy – and Canada has been applauded, and indeed applauds itself, for its human security focus and initiatives.

What I want to do very briefly is to see what the government’s human security agenda looks like when viewed in the context of the primary foreign policy interests of DFAIT and the hard power or military, interests of the Department of National Defence (DND). Through these lenses, it is not clear how much of that applause is warranted because it is not clear that the human security discourse and practice as plied by the government represents a significant change in status-quo interests.

### **DFAIT’s primary foreign policy interests**

Since the 1994/95 FP review, and some argue despite it, the Liberal Government’s main foreign policy interest has been, as stated in *Canada In the World*, the government’s still-relevant response to the foreign policy review, “the promotion of prosperity and employment” for Canadians through the promotion of rules-based forms of economic multilateralism at all levels. This interest has been avidly pursued by Canada in its activities related to the International Monetary Fund, the World Bank, the Group of Seven/Eight, the World Trade Organization, Asia-Pacific Economic Cooperation, the North American Free Trade Agreement, and the temporarily-suspended Multilateral Agreement on Investment, as well as through the bilateral trade initiatives of Team Canada, and particularly its forays into Pacific Rim countries, the team being composed of Canadian government-business partnerships.

All of this economic activity reinforces the processes and forces of economic globalization. As Axworthy, and many others have noted, however, there is a "dark side of globalization". The forces, interests and processes that propel globalization have contributed directly to:

- the widening gap between the rich and the poor, both within and amongst countries,
- deepening poverty amongst the have-not peoples of the globe,
- environmental degradation,
- resource depletion
- and mass movements of populations because of these problems.

These conditions also create conflicts amongst peoples, which are often expressed through intra-state violence, human rights abuses, criminal activities, the drug trade, prostitution, child soldiering, and arms trafficking.

What is interesting here is that this list of insecurities produced or exacerbated by globalized market forces, the very forces our main foreign policy interest support, is identical to the list of insecurities that DFAIT is attempting to address through its human security agenda.

In a very real way then, we are attempting to address with one hand the very ills we are helping to produce with the other. This should be a cause for concern.

Pursuing conditions that work against processes of "economic privation" and for the ability of peoples to "take charge of their own destinies" is at odds with pursuing trade and investment initiatives designed to promote the prosperity of Canadians within a global economy that inherently thrives on relative 'privation', and necessarily situates the destinies of peoples within that system.

### **Defence Department hard power interests**

The contradiction between the government's traditional foreign policy interests and its 'new' human security agenda is reinforced when the discourse and practice of human security is seen in the context of the government's hard power, or military, interests.

#### *Two points about hard power:*

1) A vast academic literature critiques the use of military power for the pursuit of state interests from the point of view of the insecurities it produces for peoples on the way to securing the state, and from the point of view of what it does to the fabric of a society when that society deems it appropriate to use violence in pursuit of its interests. More to the point perhaps, there is a long history of civil society activism along these lines: people like Kaye Macpherson, Muriel Duckworth, Rosemary Brown, and Ursula Franklin have all been awarded the Order of Canada and various Doctorate degrees for their efforts against militarism and in support of the use of soft power as a means to do precisely what Axworthy has said: "to facilitate, or empower, peoples to take charge of their own destinies". In this perspective, soft power is an alternative to hard power.



As applied by DFAIT, however, rather than being an alternative to the use of hard power, soft power is part of a continuum, a tool to be used before resorting to hard power if need be. Indeed, Axworthy has stated that soft and hard power are simply flip sides of the same coin, the latter providing the muscle for the former when required to achieve the ends to which both means are sympathetic. "State security and human security," he has also said, "are in fact mutually supportive."<sup>5</sup>

Should any doubt remain about the relationship between hard and soft power, Axworthy has consistently argued that the NATO bombings of both Bosnia and Kosovo were human security initiatives – "concrete expression(s) of this human security dynamic at work" as he put it. In particular, he declared, the Kosovo initiative "should serve to dispel the misconception that military force and the human security agenda are mutually exclusive".<sup>6</sup>

Employed this way, soft power does not carry a critique of either military means or the ethos that supports it. And we can see that none of the human security initiatives undertaken by the government critique the ethos of using force and violence to secure ends and interests. Some weapons and some military practices have come under criticism, but not the use of weapons or military practices in general. Indeed, in the land mine campaign, it was a weapon that was stigmatized, not its users, which of course were state militaries for the most part pursuing state interests.

2) As noted above, Axworthy has made it clear that both soft and hard power serve the same ends. As Joseph Nye, the author Axworthy often cites on the meaning of soft power, put it:

Soft power is "the power to co-opt, rather than to coerce, others to your agenda and goals".<sup>7</sup> For Axworthy too, soft power means "negotiation rather than coercion, powerful ideas rather than powerful weapons, public diplomacy rather than backroom bargaining".<sup>8</sup>

In the language of peace research and critiques of militarism, and particularly feminist ones, this translates into bringing "others to your agenda and goals" through structural, as opposed to direct, violence.

The point is that the ends being pursued, whether through the use of soft or hard power, are the ends represented by our agenda and our goals. Thus, although our government is pursuing security for peoples, it is our definition of security that is being pursued, not theirs. And according to our definition, security resides in liberal democratic political practices and the forces of the global market; security belongs to those that adopt, or comply with, both.

And since this is not proving to be the case for large numbers of people within our own liberal democratic country as the market forces compel governments to cut spending on a range of education, health, sports and social safety-net programs, it is difficult to make the case that what

is not particularly good for ordinary Canadians is good for other less fortunate peoples. But that is the case we are making.

### **On the positive side**

Whereas the state tends to act behind closed doors in traditional security pursuits involving the military and issues of 'national interest', in human security pursuits it works in tandem with NGOs and concerned citizens through both traditional and non-traditional diplomatic and civil society channels and forums. In this way government activities become more transparent and opportunities are created for civil society to hold the government accountable to its own human security rhetoric.

More to the point perhaps, human security pursuits and the exercise of soft power tend to be hands-on in addressing security issues, instead of arms-length; hence actors are brought into contact with the origins of insecurities, and Canada's role in fostering them through its pursuit of market interests. In this way, spaces are opened for potentially-transformative change; for addressing the roots of insecurities rather than only the manifestations.

Addressing the roots of insecurities means reducing the contradictions between our human security agenda and the government's more dominant foreign policy interest: the pursuit of wealth for Canadians within a global market that by its nature creates or exacerbates insecurities. It also means using soft power as an empowering tool for ends defined by those we aid, rather than as a non-violent tool designed to persuade others to serve our ends.

### **NOTES**

1. Lloyd Axworthy, "Canada and Human Security: The Need for Leadership." International Journal 53, 2 (Spring 1997), 84
2. From a speech, "Building Peace To Last: Establishing a Canadian Peacebuilding Initiative," delivered by Minister Axworthy at York University, 30 October 1996.
3. David Malone, "The Global Issues Biz: What Gives?" in A Big League Player?, (Canada Among Nations Series), Carleton University, 1999, 197
4. Lloyd Axworthy and Sarah Taylor, "A Ban for all Seasons," International Journal, 52:2 (Spring 1998), all quotes on p. 192
5. Lloyd Axworthy, "Message from the Honourable Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs, to the Hague Appeal for Peace," 13 May 1999.
6. Lloyd Axworthy, "Kosovo and the Human Rights Agenda," Notes for an Address by the

Honourable Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs, to the Woodrow Wilson School of Public and International Relations, Princeton University, 7 April 1999, as quoted in Heather Owens and Barbara Arneil, "The Human Security Paradigm Shift: A New Lens on Canadian Foreign Policy?" Canadian Foreign Policy, 7:1 (Fall 1999) 6

7. Lloyd Axworthy, International Journal (Spring 1998) 192

8. Robin Jeffrey Hay, "Present at the Creation? Human Security and Canadian Foreign Policy in the Twenty-first Century," A Big League Player? (1999), 221

### **3. Discussion Groups**

(Rapporteurs' summaries of proceedings.)

#### **1. Kosovo: Looking for a Way Out**

**John Fraser and Michael Borish**, resource persons. **John Graham**, moderator.

The group reflected a certain sense of gloom over the long-term prospects for Kosovo, but recommended in the end that Canada continue its activities to promote peace in the region.

This was part of a broad consensus that the international community should continue its commitment to work for effective social institutions in Kosovo as part of the rebuilding effort, with periodic review of progress. Stable structures of justice, education and health were seen as essential to securing peace in the region.

Some members held that physical security is a requisite for progress on any of these; they proposed that Canada should therefore consider re-committing a military contingent as soon as the defence department finds it to be feasible.

Members generally believed the hostilities in Kosovo will end only when the culture of violence, hatred and revenge is countered with peace education. This could include common texts for school curriculums, supplemented by distance education (an area in which Canada could offer expertise).

In health policy, greater priority should be given to programs for post-traumatic stress – experienced at both the individual and systemic levels in the region – in the hope that the ethos of fear and enmity may be eradicated. Institutions need to be rebuilt from the ground up, implying grassroots participation for 'internal transformation'.

Members saw inclusion of the contesting parties in multilateral initiatives such as those of the European Union as potentially stabilizing influences. In the same vein, it would be useful if neighbouring countries – preferably middle, and therefore non-hegemonic, parties, like Italy and Greece – encouraged investment and promoted prosperity and political stability in Kosovo.

The idea of a regional non-aggression pact, bringing together all countries in the region including Russia, was discussed. To be effective, such a pact would require detailed protocols on monitoring, access and transparency, as well as an international guarantor.

The group agreed that with no sign of a solution to the divisive sovereignty issue, the lesser evil is to ignore it while other policies are put into effect.

## **2. Control of Small Arms: Applying the Lessons of the Crusade against Anti-Personnel Land Mines**

**Peggy Mason**, resource person. **Ken Williamson**, moderator

The group began by reviewing the background information, prepared by Peggy Mason, on the lessons of the landmines campaign for efforts to control small arms and light weapons (SALW). What are the lessons?

The main one is the powerful synergy created when like-minded governments from North and South cooperate with civil society. Key ingredients of this synergy include:

- a government willing and able to lead on the issue;
- a knowledgeable and motivated humanitarian community;
- an advocacy community of NGOs mobilized in support of the project;
- an active, coordinated partnership between like-minded governments and civil society.

Further keys to success include:

- a clearly defined goal;
- the coming together of the government-NGO active, coordinated partnership occurring in the end game of the negotiating process.

Also we must recognize that:

- the Ottawa process was able to move fairly swiftly as land mines were marginal to the defence policies of most countries.

Finally, the economic dimension must be factored in:

- We must ask questions about the connections between the weapons in question and the money and jobs that are tied up in the production and export of these weapons in supplier nations.

What are the obstacles to using the approach of the land mines campaign to the control of small arms and light weapons (SALW)?

- There is no single identifiable goal (such as an outright ban). Rather the objective is a complex and multifaceted one, requiring mutually-reinforcing actions at the national, regional, and global levels. Given the complexity of the "solutions" to the SALW problem, it is extraordinarily difficult to orchestrate a campaign of the kind carried out in relation to land mines. Governments – even like-minded ones – have yet to agree on the details of a program of action; equally important, neither has civil society, which remains deeply divided in important ways on how to move forward.

- The recent focus on partnerships between like-minded states and NGOs has blunted the energies of many NGOs in pushing their governments forward. This is particularly true where the government in question appears to be "on side" and genuinely interested in cooperating with NGOs. Thus, we have the absurd situation in Canada where we purport to lead internationally on SALW, but we have not yet managed to ratify the Organization of American States convention against illicit trafficking that we signed several years ago. *And there has been virtually no criticism of this by NGOs.* It should be self-evident that such criticism, far from "hurting" Foreign Minister Axworthy's efforts, would strengthen his hand in cabinet.
- The economic impact of SALW, while vastly overstated globally, has tremendous significance for a specific group of supplier countries – namely those newly emerging democracies of the former Soviet Union and Eastern Europe, which are heavily dependent on defence exports. Russia has stated flatly that, until the problem is squarely faced and solutions are offered, there will be no effective curtailment of exports of SALW to problematic destinations.

The discussion following Peggy Mason's presentation touched on many issues.

Canada has fairly good controls over direct SALW exports. But further regulation is needed over the practice of "brokering": that is, arranging transport, finance, and general deal-making. As brokers do not handle the weapons directly, they are often un-regulated or under-regulated in Canada and many other countries.

Verification of prohibitions or embargoes on the export of SALW may be difficult, but is no longer commonly seen as impossible. Canada and UN ambassador Fowler deserve praise for showing how other UN embargoes were being breached (for example, conflict diamonds). Fowler's report named names, and shamed countries into coming into line. The lesson is that it is important not just to declare embargoes, but also to follow through on their implementation.

It was suggested that shocking images of the impact of SALW could be used to generate support for their control. The landmines campaign used images to great effect.

Many newly emerging democracies (as in Eastern Europe) rely on hard currency earnings from SALW exports. We must think about economic reform and assistance to end this reliance. Finding alternatives is a vital task.

Some countries in the past have suggested that conventional disarmament should not happen before nuclear disarmament. Fortunately, the issues of SALW and nuclear disarmament have, in practice, been de-linked in international forums.

We must look at how companies seek to avoid trade restrictions by licensing production to developing countries.

There is an excellent NGO book on this issue: *Running Guns: the Global Black Market in Small Arms*.

Women are in the majority in the NGOs seeking to put controls on the trade of SALW.

NGOs from the South need financial assistance in order to get to the UN to present their experiences and views.

Project Ploughshares was a pioneer on this issue area.

The Northern Ireland process provides important lessons. We must look not simply at disarming, but also at demobilization and reintegration. We must put the issue of control into larger perspective. When reaching a peace accord, there needs to be detailed, specific, and broadly inclusive agreement on disarming. In Northern Ireland they tried to fudge this, but found that you do not have a real agreement until the disarming of weapons is dealt with. There are a lot of parallels between Northern Ireland and African experiences.

Policy coherence within the Canadian government on this issue specifically, and human security generally, needs major work. Ministries should have coordinated strategies. CIDA and DFAIT should not work at cross-purposes.

You cannot ban all weapons. Tools can become weapons. Therefore, we also need to look to violence prevention.

We need to support the UN definition of SALW, which is the one with the broadest base of support.

Control of SALW is not simply a problem of controlling criminal activity, but must also consider the problem of illicit trafficking undertaken by states. There is opposition, however, by many states to this more comprehensive approach.

#### Group Recommendations:

- (1) Civil society must be forthright in criticizing their respective governments whenever and wherever justifiable.
- (2) Call for leaders to lead by agreeing on the main elements of a Program of Action. Likeminded governments should stop competing with each other and agree on the main elements of a program of action in the 2001 conference process.
- (3) Call for greater parliamentary oversight and accountability of arms transfer policy implementation at the national level.
- (4) The "conversion" dimension of the problem must be addressed.

Finally, it was suggested that the Group of 78 should ask the G78 Peace and Security Policy Panel to draft a policy paper on the best means of controlling small arms and the role that Canada should play. It is suggested that Peggy Mason should be asked to supervise the drafting of such a paper.

### 3. War-Affected Children

**Senator Landon Pearson**, resource person. **Samantha Nutt**, moderator.

The establishment of the Rights of the Child in 1989 has had an immense impact on the incorporation of child-related issues into the international dialogue. Within the last ten years, child related issues have become an integral component of both governmental and non-governmental mandates when discussing conflict and conflict prevention.

The conference on war-affected children held in Winnipeg in September 2000 illustrated the magnitude of child-related issues and why they have moved to the forefront of foreign policy.

The conference helped to clarify the issues and set an agenda. Primarily, it was a success because of the incorporation of youth from various countries in the process of negotiation and formulating strategy. Half of the 126 countries at the conference were represented by ministers. The large turnout showed that the issue of war-affected children can no longer be ignored internationally.

The Winnipeg agenda covered 14 issues:

- leadership,
- fulfilment of obligations through signing, ratifying, and implementing the optional protocol,
- increased accountability, decreased impunity, through ratification,
- targeting children,
- negotiating release of abducted children,
- increasing humanitarian assistance,
- focus on preventative rather than curative measures,
- substantial reduction of the use of small arms,
- promotion of health and well-being,
- protecting children from HIV/AIDS,
- peace education,
- concentration on long-term plans and policies,
- engagement of youth in defining policies, and
- improved research.

The group saw three of these as controversial and in need of discussion: impunity, HIV/AIDS, and the definition of "youth". The resulting discussion produced consensus on a number of points.



The group stressed the importance of consistency in support for child-centred initiatives. This generation needed to establish the basis for long-term policies through education and other avenues. Members dwelt on the need to incorporate youth in negotiations, not just treat them as listeners; this would underpin inter-generational and inter-ethnic dialogue.

More emphasis needs to be placed on education to create greater awareness of, and support for, "war-affected children". Official Development Assistance (ODA) in education and health should be increased.

Children in prisons needed greater attention, particularly in obtaining adequate legal counsel and provisions to meet their needs.

Canadians should receive more information on the important work Canada is doing in connection with war-affected children.

The group strongly opposed any naming and shaming activity which was outside the "journalistic" process, where it could be an important way of raising awareness on a number of issues.

We need to support the UN definition of SALW, which is the only one that is widely accepted and implemented. We need to support the UN definition of SALW, which is the only one that is widely accepted and implemented.

Control of SALW is not simply a matter of arms control. It is a matter of human rights and the problem of illicit trafficking undertaken by states. There is a need for a more comprehensive approach.

#### Group Recommendations:

- (1) Civil society must be forthright in criticizing those who are identified wherever justifiable.
- (2) Call for leaders to lead by agreeing on principles and standards on which to build a basis of respect for human rights. Likeminded governments should stop supporting those who are identified wherever justifiable.
- (3) Call for greater parliamentary oversight and accountability in the 2007 conference process.
- (4) Call for greater parliamentary oversight and accountability in the 2007 conference process.

## Appendix I

### Resolution on control of small arms and light weapons (SALW)

(Adopted by final plenary session of the Conference)

The Group of 78 welcomes the leadership shown by the Government of Canada on the issue of international control of small arms and light weapons. By comparison with the campaign to ban anti-personnel land mines, objectives in SALW control are complex and multi-faceted, with differences among parties as to appropriate processes and timing. But it is equally important in this case to have consultation and collaboration among non-governmental organizations and governmental agencies in Canada and internationally. Regarding preparations for the UN conference on SALW in 2001, the G78 recommends the following to the Government of Canada.

- (1) Canada should ratify as soon as possible the convention of the Organization of American States against illicit trafficking in SALW, a convention signed by Canada several years ago. Lack of ratification casts doubt on Canada's commitment to international peace and human security, while ratification would do the reverse.
- (2) Canada should seek agreement among like-minded nations on a program of action for the 2001 conference. Basic agreement within a core group would help generate momentum toward global consensus on SALW control among governments and NGOs. NGOs should be more directly involved in conference preparations and would best serve the interests of public involvement and support by being outspoken in their advocacy.
- (3) The Government should favour measures to achieve a high degree of parliamentary oversight and accountability with respect to arms transfers. Such measures would constitute a logical and important extension of the current practice of presenting an annual report on military exports.
- (4) Particular attention should be paid to the need to assist newly-emerging democracies in the transition from heavy reliance on defence trade to reliance on civilian industries.

## Appendix II

### The Group of 78

The Group of 78 is an informal association of Canadians seeking to promote global priorities for peace and disarmament, equitable and sustainable development, and a strong and revitalized United Nations system.

It began in 1980 when a small group including Andrew Brewin MP and Peggy Brewin, Murray Thomson of Project Ploughshares, Robert McClure, former Moderator of the United Church, and King Gordon, formerly of the United Nations Secretariat, drafted a statement on how best Canada could contribute to the building of a peaceful and secure world. In November 1981 that statement, Canadian Foreign Policy in the 80s, was sent to Prime Minister Trudeau. It was signed by 78 Canadians — a group of 78.

The statement set out three inter-related objectives:

1. removal of the threat of nuclear war;
2. the mobilization of world resources to achieve a more equitable international order and bring an end to the crushing poverty which is the common lot of the majority in the Third World;
3. the strengthening and reform of the United Nations and other global institutions designed to bring about a pacific settlement of disputes, foster international cooperation, promote the growth of world law and the protection of basic human rights.

That was the beginning of a dialogue between the Group of 78 and the Canadian government. In the following years, members of the Group discussed, and made their views known, about new issues facing Canada in international relations and their implications for the central, and universal, objectives of policy already mentioned.

#### The Group of 78

- meets in conferences to consider needed changes in foreign policy, seeking consensus on recommendations to government;
- produces publications on conference findings and special issues;
- publishes *Newslink*, a newsletter for general distribution;
- organizes lunches with invited speakers;
- is launching a website;
- is organizing policy panels to increase its coverage of international issues.

## The Group of 78 - Founding Members

Margaret Atwood  
Donald Bates  
Pierre Berton  
Florence Bird  
Elisabeth Mann Borgese  
Andrew Brewin  
Tim Brodhead  
General E.L.M. Burns  
Rita Cadieux  
Thérèse Casgrain  
Maxwell Cohen  
Irwin Cotler  
Marion Dewar  
T.C. Douglas  
William Epstein  
Gordon Fairweather  
Geraldine Farmer  
Eugene Forsey  
Ursula Franklin  
Northrop Frye  
E. Margaret Fulton  
Sylva Gelber  
Alfred Gleave  
James George  
Paul Gérin-Lajoie  
Maynard Gertler  
J. King Gordon

Walter Gordon  
Roger Guindon  
James Ham  
Richard Harmston  
Jacques Hébert  
Gerhard Herzberg  
John Holmes  
John Humphrey  
George Ignatieff  
Heather Johnston  
Kalmen Kaplansky  
Hugh Keenleyside  
Roby Kidd  
David Kirk  
Anton Kuerti  
Renaude Lapointe  
Margaret Laurence  
J. Francis Leddy  
Clarke MacDonald  
David MacDonald  
Donald MacDonald  
R. St. J. MacDonald  
Gregory MacKinnon  
Yvon Madore  
Robert McClure  
Dennis McDermott  
Peter Meincke

John Meisel  
Brian Meredith  
Joanna Miller  
Michael Oliver  
Archbishop A. L. Penney  
Lucie Pépin  
Beryl Plumptre  
Nancy Pocock  
John Polanyi  
Escott Reid  
Clyde Sanger  
Archbishop E. W. Scott  
Frank Scott  
Marian Scott  
John Sigler  
Adelaide Sinclair  
David Smith  
Maurice Strong  
Murray Thomson  
Bruce Thordarson  
Norma E. Walmsley  
Patrick Watson  
Hellie Wilson  
Louis Wilson  
Gregory Wirick  
Diana Wright